

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

LA  
**STIPULATION POUR AUTRUI**

AU  
PROFIT DE PERSONNES INDÉTERMINÉES  
ET DE PERSONNES FUTURES

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

*Le samedi 19 février 1910, à 1 heure 1/2*

PAR

**J. CURTOVICI**

Avocat à Bucarest

---

*Président : M. PIÉDELIEVRE, professeur.*

*Suffragants :*  $\left. \begin{array}{l} \text{MM. BARTIN, professeur} \\ \text{PERCERON, agrégé.} \end{array} \right\}$

---

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

10, Rue de Vaugirard, 10 (près l'Odéon)

1910

---



THÈSE  
POUR  
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation  
ni improbation aux opinions émises dans les  
thèses ; ces opinions doivent être considérées  
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

LA  
**STIPULATION POUR AUTRUI**

AU  
PROFIT DE PERSONNES INDÉTERMINÉES  
ET DE PERSONNES FUTURES

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

*Le samedi 19 février 1910, à 1 heure 1/2*

PAR

**J. CURTOVICI**

Avocat à Bucarest

---



*Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur.*

*Suffragants :* 

|   |                         |
|---|-------------------------|
| } | MM. BARTIN, professeur. |
|   | PERCERON, agrégé.       |



PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

**A. MICHALON**

**10, Rue de Vaugirard, 10** (près l'Odéon)

1910



## INTRODUCTION

« Retracer fidèlement l'œuvre de la jurisprudence française depuis le Code civil, ce serait à peu près écrire toute l'histoire du droit français. »

Ainsi s'exprime un théoricien du droit, dans un livre récent qui consacre en particulier à l'étude de la jurisprudence dans les divers systèmes juridiques, des développements importants et très intéressants par le caractère réaliste et concret de ces études (1).

Il n'est pas douteux, en effet, que les tribunaux directement aux prises avec les problèmes pratiques que soulève l'application de la loi, chargés de trouver la solution urgente qu'elles réclament aux mille difficultés que le législateur n'a pas prévues et qu'il ne pouvait pas même soupçonner, subissent nécessairement la pression et l'assaut des nécessités, l'in-

1. JEAN CRUET, *La vie du droit et l'impuissance des lois*, p. 62.

fluence lente mais profonde des idées sociales, des mœurs, de l'opinion en perpétuel devenir.

Les textes deviennent insuffisants ou désuets.

Parfois, au contraire, la loi est en avance. Elle n'a pas de support dans la réalité, elle ne répond pas encore véritablement aux besoins sociaux. Elle peut aller jusqu'à contredire les aspirations du moment. Dans les deux cas, désuétude de la loi ou précocité hâtive du législateur qui prétend réformer, l'application reste lettre morte.

Parfois les tribunaux ajoutent aux textes, ils en élargissent la portée et le sens, les déforment inconsciemment en quelque sorte pour les adapter à des situations nouvelles que le législateur n'ayant pas prévues, n'a pas réglementées du tout.

Auquel cas il faut bien que la jurisprudence supplée à l'absence de toute législation, et elle n'y manque point, elle sait jouer de la souplesse de certains textes. M. Cruet (1) parle à certain endroit de son livre de la « casuistique judiciaire ». L'expression ne manque pas de justesse. Comme l'autre casuistique, la « religieuse », elle part de bonnes intentions, et ce qui la justifie le mieux, c'est qu'elle est et a toujours été indispensable.

La jurisprudence, ou plutôt la fonction judiciaire qu'élabore la jurisprudence n'est pas et ne saurait

1 *Op. cit.*, p. 53.

être en réalité un instrument automatique au service de la loi. La loi n'est pas un théorème, un problème mathématique dont la solution se déduit de l'application logique faite des principes rigoureux et immuables. Le droit est quelque chose d'éminemment concret. Et les tribunaux qui ont mission de « dire le droit » sont des interprètes vivants et extrêmement actifs de la loi, des collaborateurs du législateur, qui se chargent parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement, d'assouplir et d'élargir suivant les cas la loi écrite, avec les seules ressources que les textes mettent à leur disposition, et au besoin de suppléer celle-ci, quand elle est muette.

Tel est le rôle de la jurisprudence, dans la mesure où il lui est imposé par les circonstances.

L'évolution même du droit français, depuis le Code civil sans remonter plus haut, abonde en documents, en preuves qui établissent d'une manière irréfutable l'existence d'un droit prétorien, l'empreinte personnelle, le travail d'élaboration originale de la jurisprudence. A telle enseigne que la loi a été souvent l'œuvre lente et patiente des tribunaux, précurseurs d'un mouvement législatif et d'innovations prétendues telles, que le législateur n'a eu qu'à mettre au point.

Il n'y a pas dans notre Code un article important dont le sens n'ait été à quelque degré enrichi ou appauvri par l'interprétation judiciaire, ni dans la légis-

lation nouvelle un seul texte un peu caractéristique dont les dispositions n'aient été annoncées par un mouvement de jurisprudence.

Il nous suffit de citer à titre d'exemples, tout un groupe de lois réglementant le contrat de travail, la loi sur l'indemnité due à raison de la résiliation brusque ou intempestive du contrat de travail, la loi sur l'insaisissabilité des petits salaires, la loi sur les accidents du travail. Pour cette dernière, la théorie du risque professionnel était en germe dans les décisions des tribunaux. Le Code, à l'époque où il parut, ignorait toutes les questions, toutes les difficultés et les conflits auxquels a donné lieu depuis, après l'apparition de la grande industrie surtout, les rapports complexes nés de l'évolution économique, entre patrons et ouvriers. La jurisprudence a dû créer elle-même, sous l'empire des nécessités de plus en plus pressantes, toute une réglementation, tout un système de sanctions au contrat de travail que la loi n'a fait que reproduire. La substance des lois nouvelles était dans les arrêts. Un exemple fameux, souvent cité, de ces créations de la jurisprudence, est celui de cette réglementation coutumière de la faillite, qui a précédé dans la pratique judiciaire, la loi de 1889 sur la liquidation judiciaire. La loi de 1838 sur les faillites étant trop rigoureuse dans certains cas, des tribunaux de commerce avaient imaginé de substituer de temps à autre à la procédure légale, une

sorte de faillite inoffensive où tout se négociait à la sourdine, et qui permettait de soustraire le débiteur insolvable à toutes les déchéances prononcées par la loi. On peut saisir là sur le vif le procédé des tribunaux. La loi ne s'adapte plus à certaines situations, elle est trop rigide, étant donné surtout les idées qui ont cours sur les faillis. On l'assouplit de façon qu'elle puisse convenir à certaines situations particulières dans lesquelles se trouvent certains débiteurs et que la loi n'avait pas dégagées. N'assistons-nous pas en ce moment, à une évolution lente il est vrai et parfois contrariée par certains tribunaux, une évolution de la jurisprudence vers le divorce par consentement mutuel? Surtout grâce à la complicité des praticiens, il est vrai, combien de divorces de ce genre sont prononcés par les tribunaux?

Mais la théorie qui fait l'objet de notre thèse constitue un des exemples les plus démonstratifs de ce travail de construction de la jurisprudence, car la stipulation pour autrui, avec toutes les applications qu'elle a reçues dans la pratique, est une théorie toute jurisprudentielle.

Il n'est pas exagéré de dire, avec M. Lambert (1) « que nos tribunaux font aujourd'hui de la stipulation pour autrui, l'emploi que le prêteur romain a fait de l'exception de dol ».

1. LAMBERT. La stipulation pour autrui. *Thèse Paris*, 1893, p. 10.

La stipulation a été et est encore entre les mains de la jurisprudence un instrument de création du droit.

A raison de sa souplesse, la théorie de la stipulation pour autrui a permis à la pratique de satisfaire aux besoins sans recourir au législateur.

Nous n'entendons pas, dans cette étude, après tant d'autres, refaire l'historique de la stipulation pour autrui, suivre l'évolution de cette théorie à travers le droit romain et l'ancien droit français.

Qu'il nous suffise de constater au passage que le Code par ses articles 1119 et 1121, l'un qui pose le principe et l'autre les dérogations à la défense de stipuler en son nom pour autrui, a été justement interprété dans ce sens que les rédacteurs du Code n'ont pas eu l'intention de changer quoi que ce soit à la doctrine traditionnelle, consacrée par les anciens auteurs et de nombreux arrêts du Parlement (1).

Cette doctrine admet la validité d'un contrat en faveur des tiers, qui s'appuie soit sur une donation faite à une autre personne que le bénéficiaire, soit sur une stipulation que le stipulant fait pour lui-même, dans les termes stricts de l'article 1121 du Code civil ; soit même sur une simple dation ou une promesse à un titre quelconque faite par le stipulant,

1. Nous renvoyons sur ces points au travail remarquable de M. Lambert, *op. cit.*, p. 5.

et cela par une interprétation de l'article 1121 qui ne fait que confirmer les solutions antérieures et qui reste dans la tradition.

Telle était, en effet, dans le dernier état du droit, la théorie adoptée par nos anciens auteurs, notamment par Pothier (*Oblig.*, n° 71).

De sorte que la règle « on ne peut en son nom stipuler que pour soi-même », qu'a reproduite en lui conservant son sens traditionnel et sa portée véritable, l'article 1119 du Code civil, était déjà réduite à peu de chose et n'avait plus guère au moment de la rédaction du Code civil d'importance pratique. Elle signifie simplement que la stipulation pour autrui est nulle quand elle fait à elle seule l'objet du contrat, sans qu'aucune des parties ait rien donné ou promis à l'autre. On a fait remarquer que les anciennes ordonnances entendaient prohiber les libéralités, les donations faites par un engagement unilatéral.

L'article 1121, qui en apparence ne fait qu'apporter des exceptions au principe posé par l'article 1119, a remplacé en réalité ce texte désuet.

« Nous pouvons donc affirmer, dit M. Lambert (p. 9, *op. cit.*, dans sa thèse), que la prohibition des stipulations pour autrui a disparu de notre droit. La jurisprudence est revenue à la tradition française, et celle-ci a remplacé la tradition romaine. »

En quoi, remarque-t-il, elle ne fait que traduire la

pensée des rédacteurs du Code civil. Et si les rédacteurs du code civil n'ont pas réglementé en détail la stipulation pour autrui, s'ils lui ont consacré seulement deux courts articles (1) (art. 1119 et 1121, auxquels il faut ajouter l'art. 1165 qui les complète), c'est qu'ils voulaient par scrupule et par prudence, réserver à l'avenir « la possibilité de se servir d'un instrument qui avait déjà servi » (Lambert, *op. cit.*, p. 72).

Toutefois, la jurisprudence moderne n'a pas su retrouver du premier coup le sens traditionnel de l'article 1121. Elle a été un peu désorientée devant les applications tout à fait inédites de la stipulation pour autrui qui surgirent vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

En effet, pendant un demi-siècle environ qui suivit le Code civil, la théorie de la stipulation pour autrui sommeilla, faute d'application pratique. Les anciennes applications avaient disparu dans le changement général de nos institutions et de nos mœurs, notamment les substitutions. Les nouvelles n'étaient pas encore découvertes. Vers 1860 (2) apparut l'assurance sur la vie, d'importation anglaise, et cette institution prit un rapide essor. Ce fut un problème nouveau qui se posa devant les tribunaux.

On connaît la définition que Portalis (3) donnait

1. Les travaux préparatoires sont muets sur cette question.

2. Lyon, 2 juin 1863. D. 63.2.119.

3. Cité par Cruet dans *La vie du droit*, page 63.

de l'assurance sur la vie: « Un pacte odieux où la cupidité qui spéculé sur les jours du citoyen, est voisine du crime qui peut les abréger. »

Mais la condamnation prononcée par Portalis n'a pas empêché, heureusement, les tribunaux d'accueillir et d'encourager par les moyens en leur pouvoir, l'institution nouvelle. Nos tribunaux se sont montrés, en toute cette matière, animés d'un esprit très large et très progressif. Ils auraient pu s'arrêter à l'objection que l'assurance sur la vie est une stipulation pour autrui, interdite en principe, en vertu de l'article 1119. Mais, désireuse avant tout de valider une institution que l'on pouvait considérer comme digne à tous égards d'être encouragée, la jurisprudence, pour justifier l'application à l'assurance sur la vie de l'article 1121, cherche un appui dans les précédents. Déjà en 1845 (1) un arrêt de Caen valide la stipulation pour autrui toutes les fois que le stipulant y aura un intérêt appréciable; pour d'autres arrêts un intérêt moral suffit, car il constitue pour le stipulant un intérêt personnel suffisant (Cass., 16 jan. 1888, D. 88.1.77). Elle découvre cet intérêt dans la stipulation que fait l'assuré au profit d'une personne déterminée, au profit d'un tiers nommé ment désigné.

Et c'est ainsi que de bonne heure, après avoir

1. Caen, 17 mai 1845, S. 45.1.534.

adopté la théorie de l'offre en la corrigeant par l'idée de la rétroactivité de l'acceptation du tiers, la jurisprudence s'est fixée dans ce sens que l'assurance sur la vie au profit d'un tiers nommément désigné est une stipulation valable en vertu de l'article 1121, comme étant liée à une dation, en l'espèce le paiement des primes, faite par l'assuré.

C'est à partir de 1888, que la Cour de Cassation (Cass. civ., 8 février 1888) a définitivement renoncé à la théorie de l'offre que *Laurent* (1) restait seul en 1878 parmi tous les auteurs, à soutenir avec toutes ses conséquences logiques, au mépris des nécessités les plus évidentes de la pratique des assurances sur la vie.

L'arrêt de la Chambre civile du 8 février 1888 (2) est à retenir. Il pose en principe que l'acceptation, ou pour employer les expressions de la loi « la déclaration par le bénéficiaire qu'il entend profiter de la stipulation », a pour unique effet de mettre obstacle à la révocation. Elle ne saurait être assimilée à l'acceptation d'une offre faite par le stipulant, ayant pour but de réaliser entre lui et le bénéficiaire un contrat d'acquisition. De sorte que cette acceptation peut avoir lieu après la mort du stipulant (3) ou après

1. LAURENT. *Principes de droit civil*, t. XV, n° 559, 3<sup>e</sup> édition.

2. D. 88.1.193 ; S. 88.1.29.

3 Req., 22 juin 1891, D. P. 92.1 205.

sa faillite (1). Elle peut être expresse ou tacite.

A défaut de toute législation maintes fois réclamée par les auteurs et les praticiens, peu à peu la jurisprudence, après des hésitations et des contradictions inévitables, est arrivée à donner une solution satisfaisante à toutes les difficultés que soulève l'assurance sur la vie et à établir progressivement les règles d'un contrat devenu usuel. Actuellement cette réglementation est à peu près définitive.

L'assurance sur la vie est une des applications les plus importantes que la jurisprudence ait faite de la stipulation pour autrui.

Nous citerons, au passage, d'autres applications de cette théorie, dont l'une, la cession de dettes, par exemple, était déjà connue en droit romain.

« La cession de dettes a pour but essentiel, dit M. Lambert (p. 221), d'obliger à la dette un nouveau débiteur, d'acquérir au créancier action contre le cessionnaire. C'est par nature une stipulation pour autrui. Elle avait déjà ce caractère en droit romain. »

Elle trouve emploi dans le droit français, notamment au cas où l'acquéreur d'un immeuble hypothéqué s'engage au paiement de la dette. Le débiteur n'est pas libéré par là, mais il donne au créancier hypothécaire un autre débiteur. Le créancier pourra pour-

1. Civ. c., 5 avril 1895, D.P. 95.1.441.

suivre l'acquéreur, et c'est là l'avantage de cette stipulation de cession de dette, non seulement sur l'immeuble hypothéqué, mais sur tous ses biens (1).

Autre application courante de la stipulation pour autrui au contrat de transport: le voiturier se trouve obligé envers le destinataire par un contrat passé avec l'expéditeur. « Par le seul effet de la convention intervenue entre l'expéditeur et le voiturier, le destinataire acquiert le droit d'exiger la remise des objets expédiés, et le plus souvent de réclamer des dommages-intérêts pour pertes ou avaries. Cette solution n'est pas douteuse en présence de l'article 105 du Code de commerce qui établit contre ces actions une fin de non recevoir fondée sur le paiement par le destinataire du prix de transport et l'écoulement d'un délai de trois jours (loi du 11 avril 1888) (2) ».

C'est la stipulation pour autrui qui explique le droit du destinataire vis-à-vis du voiturier; bien plus, lorsqu'il y a plusieurs voituriers successifs, et que l'expéditeur a traité avec le premier, tant le destinataire que l'expéditeur peuvent intenter une

1. Autre cas pratique de cession de dette : stipulation par les copartageants à l'occasion d'un partage de mettre telle dette à la charge exclusive de l'un d'eux pour éviter les frais et les recours.

2. LAMY. *Manuel pratique des transports par chemins de fer*, p. 36.

action en dommages-intérêts contre chacun des voituriers (1).

Comme exemple de stipulation pour autrui, nous relevons encore celle qui résulte des clauses temporaires d'inaliénabilité. Leur validité est admise par la jurisprudence (2). Cette clause peut se justifier par l'intérêt du donateur, du donataire ou d'un tiers. Dans ce dernier cas, un testateur qui déclare que les biens sont inaliénables entre les mains du légataire ou du donataire pour assurer le service d'une rente viagère dont ils sont grevés au profit d'une personne, fait une véritable stipulation au profit de cette personne.

On peut multiplier les exemples. Le domaine de la stipulation est illimité. Ne peut-on pas appeler stipulations pour autrui, les avantages que des syndicats locaux d'initiative, un peu partout, obtiennent des Compagnies de chemin de fer, au profit des touristes et des voyageurs, dans le but d'attirer dans leur pays, dans l'intérêt des commerçants de ce pays, l'afflux des touristes pendant les vacances? Il y a là en quelque sorte une stipulation à coup dou-

1. La jurisprudence admet d'ailleurs, qu'à part le premier voiturier chacun des voituriers successifs n'est responsable que de ce qui se passe sur son parcours, (Cass., 19 août 1868, 8 déc. 73. SIREY, 77.1.277.

2. Cour d'Angers, 29 juin 1842, D. 42.2.218; Cass., 20 avril 1858, D. 58.1.154; Douai, 27 avril 1864, D. 64.2.89.

ble : une stipulation dans l'intérêt des voyageurs, une autre dans l'intérêt des habitants d'une région.

Ces procédés se généralisent.

Quand deux pays, comme deux contractants, comme deux particuliers quelconques, stipulent par exemple dans un traité de travail des avantages réciproques au profit de leurs nationaux, s'entendent par exemple pour réserver à ceux-ci les bénéfices de la législation sur les accidents du travail, il y a là, peut-on dire, dans le domaine du droit international, de véritables stipulations pour autrui.

Nous avons de nombreux exemples de traités de travail conclus entre la France d'une part, l'Italie et la Belgique de l'autre, qui s'envoient réciproquement un grand nombre de travailleurs (1) (traités relatifs à l'application de la loi sur les accidents du travail).

**Objet de notre étude.** — Nous nous proposons

1. A) Convention concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail entre la France et la Belgique, du 21 févr. 1906 (ratifiée par un décret du 14 juin 1906. *Journal officiel*, 14 juin). D.R. 1907.4.125 ;

B) Convention ayant le même objet entre la France et l'Italie, du 9 juin 1906 (ratifiée par un décret du 4 juin 1907. *Journal officiel*, 4 juin) ;

C) Convention ayant le même objet entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg, du 27 juin 1906 (ratifiée par décret du 15 nov. 1907. *Journal officiel*, 15 nov.). D. Rép. 1907.4.125.

d'étudier ici la stipulation au profit de personnes indéterminées et de personnes futures, dans les applications les plus importantes que cette théorie a reçues ou est susceptible de recevoir dans la pratique, tant en droit public (fondations, contrats d'utilité publique), que dans le domaine du droit privé (assurances sur la vie au profit de bénéficiaires indéterminés, assurances collectives contre les accidents, contrats collectifs).

**EN DROIT PUBLIC.** — A) *Applications de la stipulation pour autrui au profit de tiers indéterminés dans le droit public. Considérations générales.*

a) **Fondations.** — Cette question ne soulève plus de difficultés en ce qui touche la validité des stipulations qu'elles contiennent. C'est en effet une des applications les plus anciennes (avec les substitutions) de notre théorie. Elles ont été dans notre ancien droit le moyen normal de réaliser les donations au profit des pauvres et des établissements religieux. Ici la jurisprudence a l'appui d'une longue et persistante tradition.

b) **Contrats d'utilité publique.** — Il en est autrement pour les contrats d'utilité publique. Les clauses qu'ils contiennent soulèvent des questions assez

déliçates. Il faut distinguer ici : 1° les clauses insérées dans les marchés de travaux publics et de fournitures passés au nom de l'État ou des villes ; 2° celles qui figurent dans les concessions accordées par les communes pour la fourniture et l'exploitation de certains services (eau, gaz, tramways, électricité). Il est à noter que l'habitude est désormais prise pour les villes d'insérer dans les cahiers des charges de leurs concessions, des stipulations de plus en plus nombreuses et minutieuses, tant dans l'intérêt du public que dans l'intérêt du personnel employé dans les exploitations concédées. Nous n'en voulons comme exemple que les récentes concessions faites par la Ville de Paris de la fourniture de gaz et celle des secteurs électriques. Et il est à noter surtout l'importance des stipulations faites par le conseil municipal au profit des personnels de ces deux industries publiques : salaire minimum, assimilation à cet égard et au point de vue des retraites au personnel municipal, réglementation des congés, etc.

A l'occasion de la prochaine concession des lignes d'omnibus et de tramways, les projets soumis actuellement à l'approbation du ministre des travaux publics, contiennent des stipulations analogues en faveur des employés de toutes catégories occupés dans ces entreprises, sans préjudice des stipulations au profit de certaines catégories de voyageurs (tram-

ways ouvriers du matin), et des voyageurs en général.

On voyait jadis dans ces stipulations, qu'on peut expliquer si l'on veut par l'idée large de mandat, un véritable danger. Même des délibérations de conseils municipaux qui consacraient une telle extension des clauses des cahiers des charges ont été annulées. Par exemple les délibérations du conseil municipal de Paris en date des 26 et 30 avril 1887, 29 février 1888, annulées par un décret du 17 mars 1888.

L'insertion dans les cahiers des charges des marchés des clauses concernant par exemple la fixation d'un salaire minimum et d'une durée maxima du travail, ont été expressément prohibées par la loi du 3 décembre 1888, article 2, renvoyant au décret précité.

La jurisprudence ne pouvait que leur refuser toute validité et à cette époque ces clauses exorbitantes de droit commun, n'étaient pas vues avec faveur. Mais depuis les décrets de 1899 dont nous parlerons, de pareilles clauses sont devenues très fréquentes et nous croyons qu'il serait difficile de leur refuser la validité. Il nous paraît qu'elles sont devenues nécessaires à titre de précautions contre les grèves, comme mesures préventives contre un arrêt brusque de ces services publics, dont l'interruption causerait à la population une gêne et un préjudice considérables.

Dans l'intérêt même du fonctionnement de ces services essentiels et pour prévenir autant que possible toutes causes de conflits, les conseils municipaux trouvent sage de régler d'avance le plus soigneusement possible et en tenant compte des revendications du personnel, la situation de ce personnel, exactement comme s'il s'agissait d'une exploitation en régie directe. Et à vrai dire, il semble bien qu'on s'achemine, par l'étape intermédiaire du système de la régie intéressée vers la régie directe.

Ce qui semblerait l'indiquer c'est que les villes font volontiers une partie des frais que coûtent les améliorations accordées aux personnels des entreprises publiques concédées, lors du renouvellement des concessions.

Et cela étant, il nous semble qu'on ne pourrait pas refuser aux villes dans ces conditions, à côté de l'action directe reconnue par la jurisprudence aux bénéficiaires des stipulations en question (habitants et employés des entreprises), une action indépendante. Car elles ont désormais un intérêt personnel, pécuniaire à l'exécution des clauses qui concernent les tiers au profit desquels elles stipulent. Mais nous retrouverons ces questions en leur temps et dans leur ordre (1).

1. Toutefois dans le domaine du droit public signalons les tentatives faites à plusieurs reprises pour introduire dans les dispositions de lois sociales portant allocation de primes à

B) **EN DROIT PRIVÉ.** — *Applications de la stipulation pour autrui au profit de tiers indéterminés dans le droit privé.*

a) **Assurances sur la vie.** — *Assurances sur la vie au profit de personnes indéterminées.* — Nous verrons qu'une jurisprudence constante refuse aux bénéficiaires qui ne sont pas nommément désignés dans la police un droit propre et direct sur le capital assuré. En effet, suivant les solutions adoptées par elle, ni la désignation des « héritiers » ni celle des « enfants », en général, n'est suffisamment précise. *A fortiori* quand les bénéficiaires sont des enfants « nés ou à naître ».

b) **Assurances-accidents.** — *Assurances collectives contre les accidents.* — Quant aux stipulations contenues dans les assurances collectives contre les accidents, nous verrons que la jurisprudence, en présence de plusieurs théories, a adopté en cette matière pour expliquer l'action directe des ouvriers contre

des industriels, en même temps que des avantages ayant un caractère contractuel, en faveur des industries protégées, des stipulations au profit des ouvriers occupés dans ces industries. Ex. proposition en ce sens de Jaurès en 1897 lors de la discussion du projet de loi sur le régime des sucres accordant aux fabricants des primes d'exportation. Tout récemment encore, lors de la discussion des conventions avec les messageries maritimes, des propositions en ce sens ont été faites. Ce seraient là de véritables stipulations pour autrui qui finiront peut-être par être admises.

les compagnies d'assurances, non pas la stipulation pour autrui, mais la théorie de la gestion d'affaires. Cette solution nous paraît illogique, nous verrons pourquoi.

c) **Contrats collectifs de travail.** — Les contrats collectifs de travail, suivant une expression assez peu exacte d'ailleurs, sont susceptibles de diverses interprétations, mandat, gestion d'affaires, stipulation pour autrui. C'est une question qui relève plutôt du droit industriel. Elle est encore, du moins en France, à l'état de devenir social, et est liée au développement des syndicats, à la question de l'organisation des forces ouvrières, encore tumultueuses et désordonnées.

Toutes ces applications de la stipulation, fondations, contrats d'utilité publique, assurances collectives, contrats collectifs, soulèvent la question de l'indétermination des bénéficiaires.

D'une manière générale la jurisprudence ne fait aucune difficulté pour valider ces stipulations. C'est vrai pour les fondations, au sujet desquelles il y a une jurisprudence solidement établie sur la tradition; c'est vrai encore pour les autres applications qui font partie de cette étude. C'est également vrai à propos de l'assurance « pour le compte de qui il appartient », fréquente tant en matière d'assurance maritime, qu'en matière d'assurance terrestre (Cass., 5

mars 1888, D. P. 1888.1.365; S. 88.1.315. Amiens, 10 juin 1887, D. 89.2.181).

L'assurance maritime « pour le compte de qui il appartiendra », établit un lien de droit non seulement entre les parties dénommées au contrat, mais encore entre l'assureur et tous les propriétaires présents et futurs, de la chose assurée, en sorte que le porteur du connaissement a qualité pour réclamer le bénéfice du dit contrat.

Mais par une véritable anomalie la jurisprudence se refuse à valider à l'égal des autres stipulations en faveur de personnes futures, l'assurance sur la vie au profit des enfants nés ou à naître. Il y a là une contradiction que nous expliquerons, quand nous en serons venus à l'assurance sur la vie au profit des enfants nés ou à naître.

Sauf cet illogisme de la jurisprudence, la légitimité des stipulations s'adressant même à des bénéficiaires indéterminés et futurs ne fait aucun doute.

« Cette solution, explique M. Planiol (1), est devenue une nécessité pratique absolue avec l'emploi des contrats collectifs faits par une personne qui se porte mandataire ou gérant d'affaires pour un groupe indéterminé d'autres personnes. Il est de toute nécessité que la stipulation faite par cette personne unique au nom d'une foule d'autres puisse profiter à

1. PLANIOL. T. II, n° 1243.

celles-ci indéfiniment, non pas seulement à celles qui étaient déjà vivantes lors du contrat fait à leur profit, mais à tous ceux qui se trouveront à l'avenir dans les conditions voulues pour en profiter, alors même qu'ils seraient nés depuis. »

**Division de notre sujet.** — En premier lieu nous exposerons dans une partie générale les principes essentiels qui se dégagent tant de la doctrine que de la jurisprudence et à l'aide desquels on a coutume de justifier la validité des stipulations au profit de personnes indéterminées et de personnes futures et d'expliquer : 1° comment peut naître au profit des bénéficiaires indéterminés de la stipulation un droit propre ; 2° quels sont les effets d'une stipulation à leur profit, quelles sanctions elle comporte.

Puis à propos de chacune des applications qui font l'objet de cette étude, nous examinerons en détail les difficultés particulières qu'elles soulèvent ou qu'elles ont soulevées, et en passant en revue les solutions qui leur ont été données par la jurisprudence nous ferons de celle-ci une étude critique.

En dehors de la partie générale relative à l'indétermination des bénéficiaires, nous traiterons successivement dans un chapitre séparé :

*Chapitre 1<sup>er</sup>.* — La question de l'assurance sur la vie au profit de tiers indéterminés ou inexistants.

*Chapitre 2.* — Les fondations.

*Chapitre 3.* — Les contrats d'utilité publique.

*Chapitre 4.* — Les assurances collectives contre les accidents.

*Chapitre 5.* — Le contrat collectif de travail.

## PARTIE GÉNÉRALE

### DE L'INDÉTERMINATION DES BÉNÉFICIAIRES

Examinons en premier lieu la question de la validité des stipulations au profit de tiers indéterminés et de personnes futures. Voyons : 1° comment une stipulation en leur faveur peut donner ouverture à leur profit d'un droit propre ; 2° quelles sont les actions auxquelles cette stipulation donne naissance et au profit de qui ? C'est la question de la sanction attachée à une stipulation de ce genre.

1° QUESTION DE LA VALIDITÉ DES STIPULATIONS AU PROFIT DE TIERS INDÉTERMINÉS ET DE PERSONNES FUTURES. — Nous avons constaté dans notre introduction que la stipulation au profit d'un tiers nommément désigné est valable, dans un sens restreint, quand elle est la charge (modus, donation avec charge) ou la condition d'une convention principale produisant ses effets entre les contractants, qui lui sert de support. De plus, une dation quelconque faite par le sti-

pulant suffit à la valider. Enfin, dans un sens large, il n'est même pas nécessaire que le stipulant ait donné quelque chose au promettant. Il suffit simplement qu'il se soit lui-même obligé envers le promettant. Un engagement, une simple promesse, sont des conditions suffisantes pour valider la stipulation. En un mot, pour qu'une stipulation au profit d'un tiers déterminé soit valable, il faut seulement qu'elle ne soit pas isolée. Tel est le sens de l'article 1121 du Code civil, consacré d'une manière définitive par les anciens auteurs, la doctrine et la jurisprudence actuelle. Donc pas de difficulté pour les tiers nommément désignés.

Mais peut-on valablement faire une stipulation au profit de personnes indéterminées et de personnes futures ?

Il faut distinguer en effet, au point de vue de l'indétermination, deux catégories de bénéficiaires qui présentent ce caractère : d'une part, les bénéficiaires qui, bien qu'existant déjà, ne sont pas individuellement déterminés, et d'autre part ceux qui, quoique désignés d'une manière suffisamment précise, ne sont pas encore conçus au moment de la stipulation. Parfois les bénéficiaires réunissent ces deux caractères. Ils sont à la fois indéterminés et non existants.

Examinons donc séparément : *a*) la question de la validité à l'égard des tiers indéterminés, *b*) la même question à l'égard des personnes futures.

a) **Tiers indéterminés.** — Peut-on stipuler au profit de tiers indéterminés ? Nous renvoyons pour ce qui concerne les enfants nés ou à naître et les héritiers au chapitre suivant qui traite de l'assurance sur la vie au profit de ces deux catégories de bénéficiaires, à la fois indéterminés et futurs.

Il s'agit de savoir ce qu'on entend par indétermination. Pour bien saisir le sens qu'on attache d'ordinaire à ce mot, il faut, dit M. Lambert (1), s'en référer à la théorie des legs en droit romain, donnée par Demolombe (*Donations et testaments*, n<sup>os</sup> 606 et 607) : « Les personnes indéterminées sont celles dont l'acte même de disposition ne détermine pas actuellement l'individualité et n'indique non plus aucun moyen, aucun événement par l'accomplissement desquels elles pourraient être plus tard déterminées. » La simple indétermination ne suffit donc pas pour que la stipulation ne soit pas valable.

Seule l'indéterminabilité, l'impossibilité absolue de se figurer quels seront les bénéficiaires, pourrait avoir cet effet.

Pourvu que les bénéficiaires, qui ne sont pas actuellement désignés d'une façon précise, qui sont actuellement indéterminés, soient déterminables au jour où la stipulation doit produire son effet à leur

1. LAMBERT, *op. cit.*, p. 139.

profit, il n'y a aucun obstacle qui s'oppose à la validité de cette convention.

Que faut-il entendre par indétermination, suivant M. Champeau (1) : « Ce n'est pas toute insuffisance de désignation. En d'autres termes, il n'y a pas indétermination par cela seul que les bénéficiaires, au lieu d'être individuellement nommés, sont désignés en groupe ou par leur quantité. »

« C'est ainsi, ajoute-t-il, que la Cour de Nancy D. 85.1.150 (25 février 1882) et la Cour de Cassation (même affaire, Civ., 2 juillet 1884, S. 85.1.5), ont décidé qu'un droit propre pouvait être reconnu aux bénéficiaires, alors que le stipulant avait en vue des personnes certaines, quoique non nominativement désignés. »

Il y a indétermination lorsque au moment de la convention il est impossible de dire quels seront ceux qui seront appelés à en recueillir le bénéfice.

Ainsi la jurisprudence admet couramment qu'un testateur peut imposer à son légataire une charge en faveur de personnes indéterminées, mais déterminables en fait (2) (les pauvres d'une commune, par exemple) ; il en est de même dans les libéralités entre vifs (donation *sub modo*) qu'il n'y a aucune raison de ne pas admettre.

1. CHAMPEAU. La stipulation pour autrui et ses principales applications. *Thèse Paris*, 1893, p. 118.

2. Amiens, 26 fév. 1869. S. 81.2.138.

Elle ne s'est pas plus arrêtée dans les contrats d'utilité publique à l'objection de l'indétermination des bénéficiaires, qui cependant est des plus caractérisée. Le bénéfice de la stipulation peut être réclamé non seulement par ceux qui habitaient la commune lors du contrat, mais encore par ceux qui viendront s'y fixer par la suite. Le promettant pourra être poursuivi en exécution de ses engagements, alors que la population aura été entièrement renouvelée.

Un syndicat passe un contrat collectif dans lequel il stipule des avantages au profit des ouvriers d'une ville, d'une région, d'une profession. De même que dans l'hypothèse précédente (contrats d'utilité publique), l'indétermination consiste en ce que le bénéficiaire, c'est un groupe qui se formera plus tard et dont la composition est essentiellement variable.

Dans l'hypothèse des assurances collectives contre les accidents du travail, le patron contracte au profit de ses ouvriers pris en bloc, groupe essentiellement mobile et changeant, sans consistance bien déterminée.

La jurisprudence n'en a pas moins reconnu la validité des stipulations en question, du moment que la désignation précise ou l'existence des bénéficiaires sont subordonnées à telle condition, tel événement qui se réalisera (le fait par les ouvriers bénéficiaires du contrat d'assurance souscrit par un patron, d'entrer au service du dit patron, pour les ouvriers

d'adhérer au syndicat ou à la convention collective de travail dans le cas d'un contrat collectif).

Mais il est impossible d'admettre l'indéterminabilité absolue des bénéficiaires. Il ne faudrait pas que la condition, l'événement, qui font la détermination, fussent laissés à la discrétion du stipulant, et qu'il dépendît uniquement du stipulant de désigner lui-même ceux qui profiteront de la stipulation. En réalité le stipulant s'approprierait alors le bénéfice du contrat, et la créance ainsi créée restant dans son patrimoine, tant qu'il n'en aurait pas disposé il n'y aurait pas là une stipulation pour autrui faisant acquérir directement la créance au tiers.

Il s'agit d'expliquer précisément comment des tiers dont la désignation n'est pas absolument précise, peuvent acquérir directement une créance en vertu de la stipulation, comment s'ouvre au profit de personnes « incertaines », un droit propre.

Puisqu'en vertu de la stipulation, du seul accord des parties contractantes, un droit naît immédiatement au profit d'un tiers, il faut bien, dit-on, que ce tiers soit une personne actuellement certaine, quelle soit bien déterminée, pour qu'elle ait l'aptitude à être un sujet de droits.

Et l'on pourra même devancer l'objection qu'il suffit d'appliquer à la stipulation la règle romaine admise en matière de legs quant à la détermination des bénéficiaires. Car, dira-t-on, le droit du légataire

ne prend naissance qu'à la mort du testateur ; il suffit donc d'attendre jusqu'à ce moment pour déterminer la personne du légataire. « Au lieu que dans la stipulation pour autrui, le droit se fixe sur la tête du bénéficiaire dès la formation du contrat. Il faut donc que ce bénéficiaire soit actuellement connu (1). » Donc le caractère même, la nature juridique de la stipulation pour autrui s'opposeraient à ce que le droit s'ouvrit directement au profit de bénéficiaires actuellement indéterminés.

A cette objection de principe on a répondu que les contractants sont libres de subordonner le droit du tiers à un terme ou à une condition quelconque (et dans les hypothèses de stipulations que nous envisageons la condition est sous-entendue), ils peuvent aussi en retarder la naissance. « Le promettant, dit M. Champeau (2), est tenu dès l'époque de la convention envers le stipulant. Cet engagement suffit à soutenir l'opération jusqu'au jour où la détermination du tiers fixera sur la tête de celui-ci, le droit jusqu'alors éventuel en ce qui le concerne. »

b) *Personnes futures.* — Tout contrat suppose pour sa formation l'existence de deux personnes vivantes qui y ont concouru. On ne peut pas, par exemple, gratifier un non conçu en vertu d'une do-

1. CHAMPEAU. *Op. cit.*, p. 119.

2. CHAMPEAU. *Op. cit.*, p. 120.

nation, car un non conçu ne peut pas accepter la donation.

Dans l'ancien droit, les donations à des non conçus après avoir été longtemps permises ou tolérées, ont été formellement prohibées (ordonnances de Villers-Cotterets, août 1539, art. 133, et de février 1731, art. 5). Elles n'étaient restées permises que par contrat de mariage aux enfants à naître des époux, et cette exception à la prohibition des donations directes aux non conçus a été conservée dans le Code civil (art. 1082 qui constitue une exception à la règle de l'art. 906).

Or, précisément, pour refuser aux personnes futures (héritiers par exemple, habitants d'une ville, à la fois indéterminés et inexistants) tout droit propre à une stipulation faite en leur faveur, on a invoqué (la jurisprudence, notamment à propos de l'assurance sur la vie), les articles 906 et 725 du Code civil.

L'article 725 ne s'applique pas à notre sujet. Mais étant donné qu'une stipulation pour autrui est une libéralité, on peut soutenir que l'article 906 s'applique à toutes les donations et par conséquent à la stipulation en faveur de personnes indéterminées et futures.

Nous verrons à propos des fondations, que d'après la tradition de notre ancien droit, conservée et attestée par la jurisprudence des Parlements, d'après une interprétation qui a survécu dans le Code civil, l'ar-

ticle 906-1° invoqué ici n'a pas le sens étendu qu'on pourrait être tenté de lui attribuer, au mépris même de la tradition la mieux établie. Il s'applique en effet aux donations directes adressées aux non conçus, et non aux libéralités indirectes résultant d'une charge imposée à un donataire ; d'autre part (al. 2°) il vise les legs directs et non les charges apposées à un legs, ou même à un contrat à titre onéreux.

On comprend qu'une donation ne soit possible qu'au profit d'une personne conçue. Car la donation constitue un véritable contrat, qui exige l'accord simultané de deux volontés, le consentement des deux parties. Il faut donc que les contractants coexistent.

Or, dans la stipulation pour autrui, pas plus que dans une donation *sub modo*, pas plus que dans les anciennes substitutions, qui constituaient dans l'ancien droit une des applications les plus courantes de la stipulation pour autrui, le droit du tiers ne naît pas d'une convention à laquelle il a participé. Le bénéficiaire est demeuré étranger à la convention. Tout s'est passé sans lui, en dehors de lui comme dans la gestion d'affaires. « Puisque, dit M. Planiol (1), l'on n'a pas besoin de lui pour créer ce droit, pourquoi exiger qu'il soit vivant au moment du contrat ?

« On se passera aussi bien de son existence que de sa volonté. »

1. PLANIOL. *Droit civil*, t. II, n° 1242.

Son acceptation n'est nécessaire que pour montrer qu'il ne refuse pas le bénéfice de l'avantage qui lui est conféré. Elle équivaut à une ratification postérieure d'un acte de gestion d'affaires.

Mais, objecte-t-on, comment expliquer qu'il puisse naître un droit qui n'a pas de titulaire actuel, qui n'appartient à personne ; qu'une obligation puisse exister sans créancier ?

Il importe de remarquer que le promettant s'engage d'abord envers le stipulant, en même temps qu'il est lié envers le tiers. L'obligation du promettant existe donc dès le contrat, son engagement est certainement valable dans ses rapports avec le stipulant, *inter partes* même si le contrat doit profiter à un titulaire qui n'existe pas encore.

Seulement au moment du contrat il n'y a encore qu'un créancier, le stipulant ; plus tard, la condition à laquelle est subordonnée l'obligation du promettant vis-à-vis du tiers venant à se réaliser, au stipulant vient s'ajouter le tiers. Le droit s'ouvre bien directement au profit de ce dernier, mais la réalisation du droit est ajournée, est seulement retardée.

Il n'est pas nécessaire que les actes juridiques produisent effet immédiatement.

L'obligation du promettant vis-à-vis de celui qui a stipulé suffit à soutenir la stipulation jusqu'au jour où les tiers se révéleront, suivant l'expression de M. Champeau ; les tiers bénéficiaires sont censés cré-

anciers dès le jour du contrat, et le promettant s'engage « conditionnellement » avec le premier créancier (le stipulant) et « éventuellement » avec le second (le tiers bénéficiaire).

Il suffit, suivant cet auteur, d'appliquer ici l'article 1134 du Code civil, le principe de la liberté des conventions entre les parties contractantes. « Si l'on admet, dit-il, que dans une stipulation pour autrui, le promettant peut s'engager avec le stipulant et se lier avec le tiers, pourquoi ne pourrait-il s'engager « conditionnellement » avec le premier et « éventuellement » avec le second (1) ? »

Ne peut-on pas dire, écrit M. Deslandres (2), qu'il y a actuellement une convention dans laquelle les parties échangent leurs consentements de manière que ces consentements forment plus tard, à la naissance des enfants, une stipulation en leur faveur ? Au moment où il y a entente entre les parties, — l'assuré et la Compagnie, — (dans l'hypothèse de l'assurance sur la vie), il n'y a pas stipulation immédiate au profit des enfants ; mais rien n'empêche les parties de remettre à plus tard la réalisation d'un con-

1. CHAMPEAU. *Op cit.*, p. 124.

2. DESLANDRES. Article dans *Revue critique de législation et jurisprudence*, année 1891, à propos de la jurisprudence sur l'assurance-vie au profit des enfants nés ou à naître, p. 183.

trat pour lequel elles sont déjà d'accord, et que leurs volontés échangées à l'avance puissent se transformer, à l'arrivée d'un événement prévu, en une stipulation pour autrui.

« Je prétends, ajoute plus loin cet auteur, que le bénéficiaire ne tient son droit que de l'accord du promettant et du stipulant, et non d'une seconde cession entre lui et le stipulant (1). »

Le droit lui est acquis, indépendamment de toute acceptation, puisqu'il le tient d'une convention à laquelle il n'a pas participé.

D'ailleurs une convention au profit d'une personne future n'est pas plus impossible qu'une convention sur une chose future (en ce sens Planiol, II, 1242) ; en vertu de l'article 1138 sur la vente, la propriété est transférée par le seul effet du consentement des deux parties, à condition, bien entendu, que la chose existe au moment de la vente. Si la chose n'existe pas, l'effet de la convention sera reporté au jour où elle existera (2).

1. Suivant M. Champeau (*op. cit.*, p. 124) : la convention est « une ». Il n'y a pas d'une part acquisition par le stipulant, puis transmission du stipulant au tiers. Le tiers acquiert le droit directement en vertu de la convention.

2. A citer encore M. Lambert (*op. cit.*, p. 211) : « Assurément, dit cet auteur, la stipulation ne peut pas conférer au tiers, avant sa naissance un droit définitivement acquis. Mais ce tiers trouve, le jour où il vient au monde, un droit

La jurisprudence en matière de fondations admet la stipulation au profit de personnes futures comme elle l'admet au profit de tiers simplement indéterminés.

Elle valide sans hésitation les fondations réalisées au moyen d'un legs avec charge, et elle n'hésiterait pas davantage à valider les fondations réalisées par une donation *sub modo*. Pour rester d'accord avec elle-même, elle ne saurait refuser la validité à une convention, même à titre onéreux, réalisée au profit de personnes indéterminées au moyen d'une stipulation. Il faut appliquer ici l'article 1121 complété par l'article 1165 et admettre qu'il y a là une exception au principe de la personnalité des contrats.

Donc ni les principes, ni les textes ne s'opposent à la validité des stipulations au profit de personnes indéterminées et de personnes futures. Le caractère juridique de la stipulation pour autrui, l'analyse même des rapports qui lient le stipulant et le tiers avec le promettant, justifient parfaitement que le droit s'ouvre directement, dès le jour de la convention, au profit de bénéficiaires dont la désignation est subordonnée à l'arrivée d'une convention ou d'un événement qui ne dépendent pas, bien entendu, de la volonté du stipulant.

éventuel qui n'attendait que sa naissance pour prendre corps, et qui pouvait tenir debout parce qu'il sortait d'une convention valable entre deux autres personnes. »

C'est ainsi que par une interprétation de plus en plus large de l'article 1121, sans l'intervention d'une législation particulière, à l'aide des seuls principes de la stipulation pour autrui, la jurisprudence a justifié la validité des clauses contenues dans les contrats d'utilité publique et dans les cahiers des charges des administrations, au profit d'un groupe indéterminé d'individus, et donné au contrat collectif une valeur juridique ; qu'enfin, tantôt en vertu de la stipulation pour autrui, tantôt par application de la gestion d'affaires, elle a reconnu aux ouvriers d'une entreprise, bénéficiaires de l'assurance collective, un droit propre sur l'indemnité stipulée par leur patron. C'est, croyons-nous, par une extension jurisprudentielle donnée à l'article 1121, conforme d'ailleurs aux principes et à la tradition, qu'un pareil résultat a été obtenu.

Par une anomalie singulière et qui a été maintes fois relevée, la jurisprudence s'est, au contraire, toujours refusée jusqu'ici à adopter la même solution en ce qui touche la question de l'assurance-vie au profit des enfants nés ou à naître et des héritiers. Les principes que nous venons d'exposer nous serviront à critiquer sur ce point les solutions de la jurisprudence et nous fourniront les arguments nécessaires à cette critique au chapitre suivant.

Mais avant d'aborder la question de l'assurance sur la vie, il nous reste à examiner le second pro-

blème que nous nous sommes proposé à étudier, à savoir la sanction du droit ainsi reconnu aux bénéficiaires indéterminés.

Quels sont donc les effets des stipulations au profit des personnes indéterminées? Quelles actions en découlent et au profit de qui?

2° SANCTION DES STIPULATIONS AU PROFIT DES TIERS INDÉTERMINÉS ET DES PERSONNES FUTURES : ACTIONS QUI EN DÉCOULENT. AU PROFIT DE QUI? — En particulier le stipulant a-t-il qualité pour réclamer l'exécution de la stipulation? C'est la question de savoir s'il a une action propre, indépendante dans ce but.

Cette question donne lieu à des discussions très délicates et à des controverses que nous retrouverons plus loin quand nous examinerons successivement, à titre d'applications de notre théorie, la matière des assurances collectives contre les accidents, et surtout les contrats d'utilité publique et le contrat collectif de travail. Nous ne faisons qu'indiquer ici les principales difficultés et les principes qui permettent de rejeter ou d'admettre une action indépendante au profit du stipulant.

a) **Actions au profit des tiers bénéficiaires.** — La sanction de la promesse, de l'engagement contracté par le promettant vis-à-vis du stipulant est une action au profit des tiers bénéficiaires. Le principe n'est pas douteux et il se dégage de la jurisprudence elle-même. Que celle-ci, dans l'assurance collective contre les

accidents, par exemple, fonde l'action des ouvriers assurés par le patron sur la stipulation pour autrui ou sur la gestion d'affaires, le résultat n'en est pas moins conforme aux principes qui régissent ces deux institutions.

De même dans les contrats d'utilité publique, les bénéficiaires des stipulations insérées dans les cahiers des charges de travaux publics ou de concessions (ouvriers, fournisseurs, habitants), ont une action pour obtenir l'exécution de ces clauses inscrites en leur faveur. La jurisprudence ici encore est d'accord avec les principes pour accorder aux tiers l'action en exécution, pour donner à ces stipulations la force exécutoire à l'égard des bénéficiaires.

Enfin les membres d'un syndicat par les soins duquel une convention collective de travail a été passée, les bénéficiaires d'un contrat collectif pris individuellement, sont également investis d'une action pour forcer le patron qui a contracté avec le syndicat à exécuter ses engagements en ce qui les concerne.

Mais quelle action à proprement parler appartient aux habitants d'une commune, aux membres d'un syndicat qui stipule une convention collective (ou aux futurs adhérents à la convention collective)? Quel est l'objet de cette action? Cette question semble faire préjuger qu'il y aurait en réalité deux actions, l'action au profit des bénéficiaires, considérés *ut sin-*

*guli*, et une seconde action indépendante de la première. A qui appartiendra cette dernière? Est-ce au stipulant en personne, en l'espèce la commune contractante, le syndicat ouvrier? Est-il possible de leur reconnaître à l'un et à l'autre pris en leur qualité de stipulants, une action propre? Les principes s'y opposent-ils ou non?

b) **Actions au profit du stipulant.** — D'une manière générale le stipulant a-t-il lui-même une action pour obtenir l'exécution de la promesse faite par son cocontractant?

En principe, non, car il n'a pas stipulé le droit pour lui-même. Le promettant ne lui doit rien, ne s'est pas engagé envers lui en vertu de la promesse faite au profit du tiers. Autrement dit, *in abstracto*, il n'est pas intéressé directement à la stipulation puisqu'elle ne doit pas lui profiter, mais au tiers. Il a procuré au tiers l'engagement du promettant, à cela se borne son rôle. Or là où il n'y a pas d'intérêt, il n'y a pas d'action.

Mais s'il a en réalité un intérêt à l'exécution de la promesse?

Étant alors personnellement intéressé, il a une action.

Il s'agit donc de rechercher dans chacune des hypothèses concrètes où il y a stipulation au profit de tiers indéterminés si le stipulant a un intérêt et quel est cet intérêt sur lequel peut être fondée son action.

Il n'est pas impossible de le découvrir. A défaut d'un intérêt pécuniaire, le stipulant peut avoir un intérêt moral, qui constitue un élément d'appréciation suffisant pour lui accorder le bénéfice de l'action.

Et de fait la jurisprudence, nous le verrons par la suite, a reconnu qu'un patron qui assure ses ouvriers avait un intérêt direct, moral et pécuniaire à la fois à l'exécution des engagements contractés par la Compagnie d'assurance vis-à-vis de son personnel. D'ailleurs en assurant son personnel il s'est assuré lui-même, il a stipulé pour lui-même. Ainsi se trouve validée la stipulation qu'il a faite et justifiée en même temps l'action qui doit naître à son profit de cette stipulation.

Mais pour les contrats d'utilité publique, pour les stipulations qu'une commune a introduites dans un contrat administratif au profit des habitants ou des ouvriers employés dans l'entreprise concédée, et enfin à propos d'un contrat collectif passé par un syndicat, la question est plus délicate. Comment justifier au profit de ces personnes morales contractantes l'existence d'une action propre ? Quel est son objet ? Est-elle susceptible d'être confondue avec celle qui appartient aux habitants, aux adhérents du syndicat, *ut singuli*, ou bien suivant la distinction qui a été établie et jusqu'ici maintenue par la jurisprudence y a-t-il deux actions absolument distinctes, l'une au profit de la commune, du syndicat, l'autre

au profit des seuls habitants, des seuls syndiqués ?

Une commune, par exemple, qui a stipulé au profit de ses habitants ou des ouvriers occupés dans une entreprise concédée peut-elle contraindre le concessionnaire à exécuter ses engagements ?

Tout le monde est d'accord pour reconnaître qu'elle a au moins un intérêt moral à cette exécution. Nous pensons pour notre part, qu'on peut lui reconnaître dans certains cas un intérêt pécuniaire ; nous réservons nos arguments pour l'étude particulière des contrats d'utilité publique.

Mais peut-elle exercer, outre l'action en contrainte destinée à poursuivre l'exécution des clauses d'un cahier des charges, les actions individuelles qui peuvent appartenir aux habitants lésés par la non exécution de ces clauses ?

La même question se pose pour les syndicats, partie à un contrat collectif passé au profit de leurs adhérents. Autrement dit, les personnes morales dont il s'agit peuvent-elles se substituer pour l'exercice de l'action en justice aux bénéficiaires de la stipulation qu'elles ont passée ?

Suivant M. Lambert (1) les principes de notre droit s'y opposeraient, sous ce prétexte qu'on ne peut pas obliger une personne à se prévaloir d'une action qui lui appartient et se substituer à elle sans

1. LAMBERT. *Op. cit.*, p. 353 notamment.

son mandat, ni exercer ses droits. Il est possible que les tiers bénéficiaires ne se prévalent pas de la stipulation faite à leur profit, qu'ils ne songent pas à poursuivre l'exécution de l'engagement du promettant. Pourquoi quelqu'un le ferait-il à leur place ?

Nous sommes d'un avis contraire et cette manière de voir nous paraît un peu étroite. M. Sainctelette (1) a très bien démontré à notre avis la nécessité d'accorder, par exemple, aux municipalités qui ont inscrit des clauses dans leurs cahiers des charges au profit des habitants, l'action personnelle en vue d'obtenir l'exécution. Étant admise, dit-il en substance, la force obligatoire du contrat d'utilité publique, avec les sanctions que ce caractère obligatoire comporte, à savoir l'action en exécution et l'action en résolution, « pourquoi le pouvoir public, stipulant au profit du public, serait-il réduit à exercer la seule action en résolution ? Est-ce à raison du brocard : « Nul ne plaide par procureur » ? Cet adage est, dans la pensée même de ceux qui l'invoquent, étranger aux pouvoirs publics. »

« Est-ce à raison de l'adage : « Point d'intérêt, point d'action » ? Pareille objection n'est pas admissible de la part de ceux qui considèrent l'intérêt public. »

1. SAINCTELETTE. *Revue de dr. international*, 1888, p. 425 et s. Des contrats d'utilité publique. De leur énergie obligatoire. De leur force exécutoire.

« Nous pensons qu'il est impossible que l'intérêt public soit plaidé autrement que par le pouvoir public. C'est le pouvoir public qui défendra son œuvre, et alors il n'y aura qu'un procès et qu'une sentence avec force de chose jugée au profit de tout le public. »

« Autrement, ajoute M. Saintelette, on arrive à ce résultat absurde que chacun plaident pour soi défendra ce qu'il n'a pas stipulé, et il y a cet inconvénient pratique, qu'il devra y avoir autant d'instances, autant de procès que d'individus. L'unité de stipulation impose l'unité de décision. »

« Si l'on refuse au concédant l'action directe en exécution, sous prétexte qu'il n'a pas un intérêt pécuniaire, comment peut-on lui reconnaître un intérêt pécuniaire direct à faire prononcer la résolution? Comment peut-il être lésé par l'inexécution de ce qui ne lui importe point de faire exécuter ? »

Comme conclusion, M. Saintelette admet qu'une municipalité peut exiger non seulement l'action en résolution du contrat inexécuté par le concessionnaire, mais, au nom de l'intérêt public qu'il représente et qui se confond avec l'intérêt des habitants, qui ne fait qu'un avec celui-ci, poursuivre même la restitution des sommes indûment perçues par le concessionnaire au préjudice des habitants (1).

1. A propos d'un jugement du trib. de commerce de

Nous sommes pleinement d'accord avec M. Sainctelette et nous admettons avec lui « qu'une ville qui stipule au profit de ses habitants, a en réalité stipulé non pour autrui, mais pour elle-même, en sa qualité de représentant légal des intérêts généraux de ses habitants, que la partie publique est, suivant son expression, « l'auteur des tiers au profit desquels elle a stipulé », et qu'à ce titre, elle est fondée comme tout auteur à faire prononcer une condamnation générale, sauf à ses ayants cause à faire de cette condamnation, telles appropriations particulières que de droit ».

En un mot, et la Cour de cassation belge (2) elle-même le dit, il est impossible de mesurer la portée et l'influence d'une stipulation ou d'une promesse faite par une partie publique, d'après les mêmes règles qui circonscrivent l'influence d'une stipulation ou d'une promesse faite par une partie privée.

C'est dire qu'il faut combiner les règles ordinaires de la stipulation pour autrui avec l'idée de représen-

Mons (10 mai 1886) qui avait décidé que la ville de Mons était recevable en son action en ce qui la concernait personnellement, mais qu'elle était sans qualité pour réclamer la restitution des sommes perçues au détriment des habitants. Arrêt de la Cour de Bruxelles, 7 déc. 1886, confirmant cette décision. M. Sainctelette critique cette solution (S. 89.4.9)

2. Cass. belge, 21 juillet 1888 (à propos de l'affaire de la ville de Mons). S. 89.4.9.

tation, de mandat légal. Telle est l'opinion à laquelle nous nous sommes arrêté dans notre étude des contrats d'utilité publique. Nous y avons tâché de montrer le lien qui unit cette question complexe avec celle du contrat collectif passé par un syndicat, et nous avons fait application à ce contrat *sui generis* des mêmes principes.

Ces considérations théoriques étant exposées, nous allons maintenant, reprenant chacune des applications de la stipulation qui font l'objet de notre étude, examiner pour chacune d'elles les solutions de la jurisprudence.

Nous montrerons l'état actuel de celle-ci, nous essaierons de déterminer pour certaines applications, le sens de son évolution. Pour d'autres nous aurons l'occasion de critiquer ses décisions et d'en démontrer l'insuffisance de ses explications.

Nous consacrerons à l'étude de la jurisprudence en matière d'assurance sur la vie au profit des enfants, nés ou à naître, et des héritiers un premier chapitre. Puis nous passerons successivement aux fondations, aux contrats d'utilité publique, aux assurances collectives, pour terminer avec le contrat collectif.

## CHAPITRE PREMIER

L'ASSURANCE SUR LA VIE AU PROFIT DES « HÉRITIERS »  
ET DES « ENFANTS NÉS ET A NAÎTRE ». INDÉTERMINA-  
TION DES BÉNÉFICIAIRES. CONSÉQUENCES QU'EN A  
TIRÉES LA JURISPRUDENCE. CRITIQUE DE LA SOLUTION  
JURISPRUDENTIELLE.

1° L'assurance sur la vie au profit des « héritiers ». — Pour que l'assurance sur la vie ait son plein effet (voir notre introduction), la désignation du bénéficiaire doit déterminer nettement son individualité. Dans ce cas l'attribution du bénéfice de l'assurance soit par la police, soit par un avenant postérieur, ou par tout autre mode d'attribution, constitue une stipulation pour autrui régie par l'article 1121 du Code civil, et confère au tiers nommé désigné un droit propre et personnel au capital de l'assurance (D. P. 1903.1.433) (1).

1. En ce sens Cass., 16 janv. 1888, S. 88.1.121 ; Cass., 22 juin 1891, D. 92.1.205 ; Cass., 8 avril 1895, D. 95.1.141.

Tel est le principe définitivement fixé par la jurisprudence en cette matière de l'assurance sur la vie.

Inversement, la jurisprudence n'est pas moins constante pour refuser tout effet à une stipulation contenue dans une police d'assurance au profit de personnes indéterminées, et notamment des « héritiers » (en ce sens Civ. rej., 15 décembre 1873, D. P. 74.1.113 ; S. 74.1.122), sans autre désignation plus précise. Car une telle stipulation faite au profit des « héritiers », serait réputée viser non pas telles personnes déterminées mais les personnes quelconques et inconnues qui se trouveront être les héritiers du stipulant au jour de son décès (arrêt cité de 1873).

Même solution à propos d'une stipulation contenue dans une assurance contre les accidents contractée au profit des « héritiers directs » toujours à cause de l'indétermination des bénéficiaires (Paris, 8 juillet 1904 D. P. 1906.2.13) (1).

1. Note Dupuich. Il rappelle à ce propos la jurisprudence constante visant les « héritiers », cette désignation générale ayant pour effet de ne pas leur faire acquérir un droit propre à l'assurance, à cause de l'indétermination des bénéficiaires. Quant à la stipulation au profit des « héritiers directs » dans l'espèce soumise à la Cour de Besançon (arrêt cité de 1833) si cette stipulation n'avait pas été considérée, à raison des éléments des faits de la cause, comme visant individuellement les enfants du contractant, le montant de l'assurance serait tombé dans la succession, car il s'agirait non d'une institution personnelle et directe, mais d'une dis-

La même indétermination « héritiers directs » existait dans une espèce semblable (assurance-accidents) soumise à la Cour de Besançon (2). L'arrêt décide que cette désignation pouvant viser soit les ascendants, soit les descendants, concernait, suivant l'intention présumée du stipulant, ses enfants. L'assuré a voulu conférer un droit propre à ces derniers, à l'exclusion de sa femme.

La question se ramènerait donc, suivant l'arrêt de Besançon, à une recherche et à une interprétation de l'intention de l'assuré, telle qu'elle peut résulter de l'examen des faits.

En notre matière de l'assurance sur la vie, la jurisprudence a persisté dans son refus de valider l'assurance sur la vie au profit de personnes indéterminées, et s'est refusée à voir dans une stipulation au profit des « héritiers », sans autre désignation plus précise, une stipulation de l'article 1121. Elle n'a pas fait une affaire d'interprétation de volonté, de la question de savoir si l'assuré a stipulé en faveur de

position indéterminée dont l'objet doit tomber dans la succession, et elle tomberait dans la communauté entre le mari et la femme (Nancy, 23 janv. 1904. D. P. 1906.2.174). La femme y aurait droit pour moitié comme commune, et les enfants également pour moitié comme héritiers de leur père. Mais ils n'auraient pas un droit propre et exclusif sur l'assurance.

2. Besançon, 14 mars 1883. D. P. 83.2.129.

ses héritiers, s'il a entendu leur conférer un droit propre, ou s'il a voulu au contraire que le capital assuré tombât dans sa succession.

Pourtant, du moment qu'il s'agit de bénéficiaires, sinon déterminés, du moins déterminables, il n'y a aucune raison de nier aux héritiers un droit propre. Mais nous allons retrouver ces arguments critiques à propos de l'assurance sur la vie au profit des enfants nés ou à naître.

2° L'assurance sur la vie au profit des enfants nés ou à naître. — Sauf quelques rares décisions (1) qui avaient reconnu sans difficulté la validité d'une assurance sur la vie contractée par un père au profit de ses « enfants », la jurisprudence est d'accord pour refuser aux bénéficiaires qui ne sont pas nommément désignés dans la police un droit propre et direct sur le capital assuré. En effet suivant les solutions qu'elle a adoptées, ni la désignation des « héritiers » en termes généraux, ni celle des enfants » n'est suffisamment précise (2). *A fortiori* quand la police parle des enfants « nés ou à naître ».

Il s'ensuit que les enfants viennent comme héritiers, qu'ils ont un droit héréditaire sur le capital

1. Lyon, 2 juin 1863, D. P. 63.2.119 ; Colmar, 27 février 1865, S. 65.2.337 ; Paris, 5 avril 1867, S. 67.2.249, D. P. 67.2.221 ; Besançon, 23 juillet 1872, S. 72.2.122.

2. Sauf en ce qui concerne les « enfants », à interpréter la volonté de l'assuré.

assuré, mais qu'ils n'ont pas un droit propre à l'abri des revendications des créanciers en cas de faillite.

Telle est la solution donnée par l'arrêt de Besançon, 23 décembre 1891 (D. P. 1892.2.111), confirmant le jugement de Montbéliard du 26 juin 1891. Il s'agit là, dit-il, à propos d'une assurance contractée au profit des enfants nés ou à naître, d'une stipulation au profit de personnes « incertaines » et par conséquent incapables d'acquérir un droit propre. Et il en est ainsi non seulement pour les enfants à naître, mais même *pour ceux déjà nés lors du contrat* et non individuellement désignés.

Sur pourvoi formé contre l'arrêt de Besançon la Cour de Cassation (Req., 7 mars 1893, D. P. 1894. 1.77) a confirmé l'arrêt, en distinguant en droit entre la situation des enfants nés et celle des enfants à naître.

« Lorsqu'une assurance sur la vie est stipulée par un père au profit de ses enfants nés ou à naître, cette stipulation, en ce qui concerne les enfants à naître, étant faite au profit de personnes indéterminées (incertaines et inexistantes), ne peut leur créer un droit propre, mais un droit héréditaire. »

« Quant aux enfants déjà nés, c'est à bon droit que le juge du fond refuse également de leur reconnaître un droit propre à l'assurance, s'il déclare en fait, que la stipulation de la police à leur égard ne peut être considérée comme faite au profit de personnes

déterminées, par la raison que ces enfants, d'ailleurs non individuellement désignés, n'étaient aptes à recueillir le montant de l'assurance qu'en cas de survivance, et par conséquent à titre héréditaire. »

« Dans ces conditions le bénéfice de l'assurance est resté dans le patrimoine du père et ne peut échapper à l'action de ses créanciers.

« Il appartient au juge du fond de déclarer qu'un père de famille, en attribuant, par une disposition commune, à ses enfants nés ou à naître, le montant d'une assurance... a entendu leur conférer aux uns et aux autres un droit égal. »

Donc de même que l'arrêt de la Chambre civile du 2 juillet 1884, (D. P. 84.1.150) relatif à la question des enfants désignés *in genere*, l'arrêt précité de la Requête du 27 mars 1893, laisse à l'appréciation souveraine des juges du fond la question de savoir si la désignation faite par le père vise nommément les enfants qu'il a actuellement à l'exclusion de ceux qui pourraient lui survenir par la suite.

Quand un père contracte une assurance au profit de ses enfants, doit-on, en d'autres termes, considérer qu'il vise les enfants nés et vivants lors du contrat, ou bien ceux qui se trouveront être vivants, ou comme tels, ses « héritiers », lors de son décès ? C'est là affaire d'interprétation de volonté, soumise à l'appréciation souveraine des juges du fond (Civ. rej., 2 juillet 1884, D. P. 84.1.150).

De là une certaine diversité des arrêts sur ce point, à cause des raisons de fait qui pouvaient se déduire dans les espèces soumises aux tribunaux. Par exemple, les Cours d'Agen et de Nancy (1) ont pu juger que dans les espèces qui leur étaient soumises, la stipulation faite au profit des enfants de l'assuré visait personnellement les enfants qu'il avait lors du contrat d'assurance, pour des motifs de fait.

Inversement pour des motifs également de fait, d'autres arrêts avaient décidé que dans la pensée du père, les personnes appelées à bénéficier de l'assurance étaient les « personnes mêmes appelées à lui succéder », c'est-à-dire ses héritiers, et la décision était exacte puisque l'assuré avait placé sur la même ligne les enfants nés et ceux à naître.

Ici, sous prétexte que le père de famille a visé indistinctement ses enfants nés ou à naître, l'arrêt précité de la Chambre des Requêtes (rendu sur pourvoi contre arrêt de Besançon, 1891), maintient l'égalité entre les enfants, en leur refusant indistinctement tout droit propre au capital assuré.

De même l'arrêt de Rennes (5 décembre 1899) (2) décide que la stipulation d'une assurance au profit des enfants nés ou à naître est nulle comme faite au

1. Nancy, 25 février 1882 (S. 85.1.5); Agen, 23 novembre 1880 (D. 82.2.221).

2. D. P. 1903.2.377, note de M. Dupuich combattant l'arrêt.

profit de personnes incertaines, non encore existantes, et conséquemment incapables de manifester leur intention de bénéficier du contrat ou de le rejeter.

Et il en est ainsi, ajoute l'arrêt, encore bien que lors du décès de l'assuré, il n'existe qu'un seul enfant qui était déjà né lors du contrat. Une telle stipulation serait au contraire valable si elle était faite au profit des « enfants nés », cette désignation étant suffisante, malgré l'absence de noms, pour ôter toute incertitude sur la personne du bénéficiaire (1).

**Critique de la jurisprudence.** — Cette jurisprudence, à laquelle il n'a pas été apporté jusqu'ici de changement, a été à bon droit vivement critiquée par les auteurs, unanimes à la condamner. Nous allons résumer ces critiques :

a) *Arguments de fait.* — Elle va à l'encontre des intentions les plus légitimes des pères de famille. Souvent, c'est en prévision des charges de famille, des enfants qui pourront lui survenir qu'un père de famille s'assure sur la vie. Un père veut assurer l'avenir de ses enfants. S'ils sont tous nés lors du con-

1. Dans le même sens: Cass. civ., 24 fév. 1902 (D. 903.1. 433, note Dupuich). Cet arrêt pose incidemment la question de l'assurance au profit des enfants à naître. L'arrêt répond qu'elle n'est pas valable. On ne peut considérer comme un tiers qu'une personne individuellement désignée. Or une stipulation au profit d'enfants à naître est nulle, c'est comme s'il n'y avait pas de bénéficiaire.

trat, il peut être tranquille. Mais qu'il en naisse un depuis qu'il a signé la police d'assurances, voilà que les enfants, indistinctement, n'auront plus un droit propre à l'assurance, et ce capital qui échappait aux revendications des créanciers va au contraire devenir leur gage. Or, probablement cette survenance possible d'un nouvel enfant avait-elle déterminé le père à contracter une assurance sur la vie. Ayant cru travailler pour ses enfants, il se trouve qu'il a travaillé pour ses créanciers ou sa femme commune en biens.

Voilà à quoi aboutit la solution de la jurisprudence, qu'il faut espérer provisoire.

Ce système est relativement récent (1). Tout d'abord les arrêts validaient l'assurance contractée au profit de tous les enfants indistinctement, non seulement de ceux déjà nés, mais de ceux qui pourraient survenir par la suite, comme ayant tous un droit égal à la sollicitude de leur père (Ex. Colmar, 27 fév. 1865, S. 65.2.337 ; Dijon, 4 août 1875, S. 77.2.14).

Plus tard, les tribunaux et les cours ont cru s'apercevoir qu'une assurance valable au profit des enfants déjà nés ne pouvait l'être au profit des enfants à naître, et pour éviter l'inégalité entre eux, on les dépouille tous indistinctement (2).

La vérité est que l'égalité commanderait de leur

1. Note de M. Dupuich sous arrêt, Rennes, précité de 1899.

2. V. à cet égard plus haut, Req., 7 mars 1893, D. 94.1.77.

reconnaître à tous le bénéfice de l'assurance. Il est inadmissible qu'un enfant, né au moment du contrat et qui lors du décès du père est et est resté son seul enfant, soit déclaré incapable de recevoir, sous prétexte que la stipulation visait les enfants « nés et à naître » (1).

Quels sont les motifs allégués par la jurisprudence pour refuser toute validité à l'assurance au profit des enfants à naître ?

Ces enfants ne peuvent prétendre à un droit propre et personnel sur l'indemnité d'assurance, dit la jurisprudence, étant des personnes incertaines et indéterminées (Amiens, 19 déc. 1877. S. 78.2.13 ; Paris, 1<sup>er</sup> août 1879. S. 80.2.249 ; Nîmes, 25 fév. 1880. S. 80.2.327 ; Seine, 4 nov. 1889. *J. ass.*, 90, 10 ; Cass., 7 fév. 1877. S. 77.1.397 ; Cass., 27 jan. 1879. S. 79.1.218).

Mais que faut-il entendre par personnes incertaines, indéterminées ? Ce sont, suivant M. Planiol qui a fait une application de cette définition à la stipulation pour autrui, à l'assurance sur la vie, « des personnes qui, à raison de leur indétermination, ne peuvent figurer dans un rapport juridique dont la formation suppose des sujets définis. D'ailleurs, pour qu'une personne soit suffisamment déterminée, il n'est pas nécessaire qu'elle soit individuellement

1. Telle est cependant la solution de Rennes, 5 déc. 1889 ; D. P. 1903.2.377.

désignée; il suffit qu'elle fasse partie d'une catégorie déterminée de personnes (1). »

La notion d'indétermination est donc toute relative, et il n'y a plus indétermination, dès qu'une personne non désignée est déterminable en fait.

b) *Arguments tirés de la jurisprudence elle-même.*  
— D'ailleurs, la jurisprudence admet déjà la validité de libéralités au profit de personnes non déterminées. Un testateur écrit un legs en faveur de chacune des vingt villes de France « ayant le plus de pauvres ouvrières ».

La Cour d'Amiens a jugé (26 fév. 1879. S. 81.2.138) que ces villes ne sauraient être qualifiées de « personnes incertaines », « puisque leur individualité peut être déterminée par l'autorité judiciaire et qu'il résulte des statistiques, des renseignements administratifs et autres documents que ces villes sont... »

De même, une administration stipule qu'au cas de sous-traité, en matière de travaux publics, l'entrepreneur demeurera personnellement responsable envers les ouvriers du sous-traitant.

Ces ouvriers sont bien indéterminés puisqu'il est impossible de savoir s'il y aura sous-traité, et à plus forte raison, quelles personnes seront embauchées par le sous-traitant. Et cependant la Cour de Poitiers

1. PLANIOL, t. III, n° 2927.

valide comme stipulation pour autrui cette stipulation au profit d'inconnus (1).

Enfin la Cour de cassation a consacré la même théorie en matière d'assurances collectives contre les accidents du travail. La police ne désigne pas les bénéficiaires, essentiellement flottants et variables, suivant le hasard des embauchages et forcément inconnus lors du contrat.

Or la Cour suprême valide sans hésitation comme stipulation pour autrui, une assurance collective contractée par un patron au profit de ses ouvriers, personnes essentiellement indéterminées, dont l'individualité est ignorée des contractants (Civ. rej., 1899, D. P. 1900.1.169).

On comprend d'autant moins la théorie de la jurisprudence, dit M. Lambert, que celle-ci a admis que l'assuré pouvait désigner le bénéficiaire, postérieurement à la signature de la police, et elle est tout à fait inexplicable quand les bénéficiaires sont à la fois déterminables et actuellement existants. C'est le cas des enfants nés ou à naître. Auquel cas la simple indétermination ne peut être une cause de nullité de la stipulation pour autrui.

Pour le prouver, M. Lambert (2) rappelle les nombreux arrêts rendus en matière d'assurance « pour le compte de qui il appartiendra », fréquente

1. Poitiers, 20 juin et 2 déc. 1889. D. 90.2.159.

2. Thèse citée, p. 141.

en matière d'assurances maritimes et même terrestres, par exemple l'assurance-incendie « pour le compte de qui il appartiendra » très usitée par les industriels que leur profession appelle à être dépositaires de marchandises appartenant à un grand nombre de propriétaires divers.

De tous ces exemples, il résulte que la théorie de la jurisprudence à l'égard de l'assurance sur la vie contractée au profit des enfants nés ou à naître, est une théorie surannée.

La jurisprudence allègue encore, comme second motif, que les enfants à naître sont des personnes futures, encore inexistantes et même non conçues au moment de la stipulation. Elles sont par là réputées incapables en vertu de l'article 906 du Code civil.

D'une incapacité textuellement décidée pour le cas d'une donation entre vifs ou d'un testament, la jurisprudence fait l'application au cas, non réglé par la loi, d'une stipulation pour autrui. Donc, sans s'appuyer sur un texte applicable à l'espèce, elle refuse toute efficacité à un acte pourtant digne de faveur, par une simple analogie superficielle.

c) *Arguments tirés des textes (art. 906 Code civil).*

— La jurisprudence oublie ici les précédents historiques. Or, l'article 906 n'a été que la consécration de l'état antérieur du droit, dans la pensée de ses rédacteurs (1).

1. V. PLANIOL, t. II, n° 1244, note 2.

L'incapacité des non-conçus à recevoir à titre gratuit n'avait été édictée par les ordonnances de 1731 et 1739 qu'en ce qui touche les donations entre vifs proprement dites. Mais nos anciens auteurs ont toujours fait la distinction entre la donation entre vifs, la donation directe adressée à une personne future, laquelle était interdite, et la simple charge insérée en faveur d'une personne future dans un acte fait avec une personne vivante, procédé qui n'a jamais cessé d'être permis. Étendre à cette dernière hypothèse, le texte de l'article 906, alors que ce texte n'a rien changé à la tradition reçue, c'est aller contre une jurisprudence adoptée jusqu'alors. Quelle raison de le faire ?

Raison de bon sens, disent plusieurs arrêts. Ce qui n'existe pas ne peut avoir un droit. Pour créer un droit il faut une personne qui puisse en être titulaire (1).

1. Signalons encore sur cette question des enfants à naître une note très intéressante de M. Boistel, sous un arrêt de Caen, 3 janvier 1888. Suivant lui, c'est seulement dans la théorie de M. Thaller que pourrait se justifier l'assurance sur la vie au profit des enfants à naître, que la jurisprudence a écartée. Le contrat, suivant cette théorie, ne se formant qu'au décès de l'assuré, il suffit que l'offre de la Compagnie puisse s'adresser aux enfants nés ou même conçus au moment de ce décès. La théorie proposée par M. Boistel lui-même (obligation facultative) pourrait également servir à valider cette assurance. S'il est vrai, dit-il, que l'assurance au pro-

Réponse : Les articles 1048 et suivants et 1082 et suivants permettent la substitution ou l'institution contractuelle au profit des enfants à naître.

Dans un contrat qui a pour but de parer aux éventualités de l'avenir, il n'y a pas de raison qui empêche et il est sans inconvénient pratique d'attendre, pour vérifier l'existence des bénéficiaires, le moment où l'assureur exécutera son obligation. Cela n'a rien de contraire à l'essence du droit, pas plus, puisqu'on admet la vente d'une chose future, qu'il n'est contraire à l'essence de la vente, de vendre ou acheter une chose future qui n'existera peut-être jamais. Par analogie avec l'article 906 qui dit que pour recueillir un legs, il suffit d'être conçu à la mort du testateur, on peut dire: pour recueillir le bénéfice d'une assurance sur la vie, il suffit d'être conçu à l'époque du décès de l'assuré, c'est-à-dire au moment où le droit s'ouvre.

La Cour de Rennes ne l'admet pas (1): « Parce que les personnes non encore existantes ne peuvent ma-

fit d'un tiers désigné constitue une obligation unique avec divers créanciers facultatifs, et que l'obligation principale au profit de l'assuré peut à elle seule soutenir le contrat jusqu'à l'accession des autres créanciers indiqués comme possibles, aucune raison ne s'oppose à ce que l'on désigne (Caen, 3 jan. 1883, D. 89.2.129) parmi ces créanciers futurs, des individus incapables, des enfants non encore conçus.

1. Arrêt de Rennes, 5 déc. 1899, déjà cité. D. 1903.2.379.

nifester leur intention d'accepter ou de refuser le bénéfice du contrat. »

Mais, est-il besoin de cette manifestation de volonté pour que le droit à l'assurance s'ouvre ?

Ce serait vrai si la stipulation pour autrui était une donation entre vifs, puisque, d'après l'article 906, pour recevoir une donation, il faut être au moins conçu au moment de la donation. Et cela se conçoit d'après l'article 932.

Mais la stipulation en faveur d'un tiers n'est pas une donation entre vifs. Ce n'est pas un contrat entre le stipulant et le bénéficiaire, subordonné à l'accord de leurs volontés. Le bénéficiaire acquiert sans le vouloir, sans le savoir par l'effet de la stipulation faite en dehors de lui. Si l'article 1121 l'autorise à déclarer qu'il veut profiter de la stipulation, ce n'est pas pour acquérir un droit qui existe déjà en sa personne, c'est pour empêcher que ce droit soit résolu par une révocation du stipulant. Et cela est si vrai, que la « déclaration » que la jurisprudence ne qualifie nulle part d'acceptation, peut être faite après la mort du stipulant, à un moment où l'accord des volontés n'est plus possible. Cette théorie de la stipulation est aujourd'hui incontestée.

Donc il ne s'agit pas de donation entre vifs. Nous sommes en dehors de l'application de l'article 906.

Ni les textes, ni les précédents historiques, ni la logique n'autorisent les décisions de la jurisprudence.

La solution contraire en découlerait plutôt. Et c'est elle qui a triomphé chaque fois que la question s'est posée dans une matière autre que l'assurance sur la vie.

On en a un exemple fameux cité par M. Huc (*Commentaire théorique et pratique du Code civil*, t. VII, n° 54), l'exemple d'un particulier qui avait fait une stipulation, et avait pris vis-à-vis de l'Administration des engagements en faveur d'une commune dont la création était projetée.

L'Assemblée Nationale, dans sa séance du 31 mai 1875, en prit acte et valida ainsi cette stipulation au profit d'une personne morale future.

Mais la jurisprudence de la Cour de cassation elle-même, ailleurs que dans l'assurance sur la vie, s'est prononcée pour la validité des stipulations au profit de personnes futures notamment dans la matière des fondations (1).

Par exemple un testateur lègue à une ville pour remettre annuellement à une société une certaine somme. Cette société n'a pas encore, au moment du décès du testateur, d'existence légale, et elle ne devait l'acquérir en fait que huit ans plus tard en vertu d'un décret d'autorisation.

La Cour de Caen, 12 novembre 1869 (D. P. 69.2.225) proclame le droit de la société à la somme léguée,

1. Cass., 21 juin 1870. S. 70.1.367 ; Cass., 8 avril 1874. S. 74.1.258. D. 76.1.225.

par un arrêt qui distingue entre la donation directe à une personne future, que défend l'article 906, et le droit pour la personne future, qui n'existait pas encore au moment de la donation ou du testament, de réclamer le bénéfice d'une charge imposée à un donataire ou à un légataire capable (Cass., 8 avril 1874. S. 74.1.258). Même solution de l'arrêt de cassation (Req. r., 21 juin 1870, D. 71.1.97, S. 70.1.367), qui rejette précisément le pourvoi formé contre l'arrêt de Caen précité (1).

Dans l'espèce s'applique l'article 1121, stipulation au profit d'un tiers comme condition, comme charge d'une donation que l'on fait à un autre.

Or, d'après l'article 1121 la stipulation pour autrui est encore valable si elle est la condition d'une stipulation que l'on fait pour soi-même. C'est le cas de l'assurance sur la vie au profit d'un tiers d'après une jurisprudence bien établie depuis l'arrêt (Cass. civ., 16 jan. 1888. Sirey, 88.1.121).

1. « Attendu, dit la Chambre des Requêtes, que si une société de bienfaisance non encore autorisée au moment du décès du testateur, ne peut recueillir les legs qui auraient été faits directement en sa faveur, aucune loi ne s'oppose à ce que cette société, une fois autorisée, puisse réclamer l'exécution d'une charge imposée à son profit à un légataire capable, sous la condition exprimée ou sous-entendue et acceptée par le légataire capable, que la charge n'aura effet qu'à partir du moment où la société aura acquis une existence légale. » (V. le rapport de M. le conseiller Degallier).

Donc il suffit d'appliquer à l'hypothèse spéciale de l'assurance sur la vie, les principes désormais acquis dans la théorie générale de la stipulation pour autrui et consacrés dans le cas des fondations et le contrat de command (Civ. Cass., 4 décembre 1863, D. P. 1866.1.135). Une personne achète un immeuble avec faculté d'élire command puis le lendemain déclare avoir acquis pour le compte d'une société non existante encore au jour de l'acquisition, et fondée depuis. La Cour de cassation décide que la société est devenue, du jour même de l'adjudication, propriétaire de l'immeuble adjugé. C'est donc qu'on peut légalement stipuler pour une personne encore inexistante, et la rendre titulaire du droit stipulé, dès le jour même de la stipulation.

Tant que la jurisprudence n'ira pas jusqu'à admettre comme une stipulation valable, l'assurance sur la vie au profit des enfants à naître, elle se contredira.

D'après M. Planiol (1), « si la jurisprudence n'est pas d'accord avec elle-même, c'est qu'elle procède au jour le jour et prend les questions qui lui sont présentées dans l'état où les études doctrinales les ont amenées. Or, pour les fondations, dont la pratique est fort ancienne, elle était guidée par la théorie immémoriale des donations avec charge, qu'elle s'est

1. PLANIOL, II, n° 1244, note 2.

bornée à conserver sans changement. Pour les assurances sur la vie, contrat tout moderne, elle n'avait pas le soutien de la tradition. Elle n'avait même pas soupçonné tout d'abord la difficulté, et ses premiers arrêts validèrent des assurances au profit d'enfants à naître, sans que la question de nullité ait été soulevée; le jour où l'on invoqua contre ces bénéficiaires de l'assurance l'article 906, alinéa 1, l'argument parut irrésistible et les tribunaux annulèrent les stipulations faites à leur profit. On ne se mit pas en peine, à ce moment, de rechercher l'origine historique et la portée de l'article 906-1° : on lui attribua une valeur absolue. »

D'où les contradictions de la jurisprudence qui n'a pas vu le lien étroit qui unissait les questions de l'assurance sur la vie et les fondations.

Il est à espérer que sous l'effort persévérant de la doctrine, la Cour suprême fera justice de la fausse application de l'article 906, en admettant pour les enfants à naître la possibilité de recueillir le bénéfice d'une assurance sur la vie, à moins que la loi elle-même ne devance la jurisprudence (on a souvent réclamé sur ce point l'intervention du législateur) (1).

Nous allons voir qu'à propos des fondations qui

1. La commission instituée par le ministère du Commerce a consacré le droit propre des enfants nés et à naître dans l'article 53, 5° et 6° de son projet : « Est considérée comme faite au profit de bénéficiaires déterminés la stipulation par

sont une des applications les plus anciennes de la stipulation pour autrui la jurisprudence n'a fait que suivre la tradition établie. Ce sera l'objet de notre chapitre 2.

laquelle l'assuré attribue le bénéfice de l'assurance... à ses enfants nés et à naître, sans qu'il soit nécessaire d'inscrire leur nom dans la police ou dans tout autre acte ultérieur contenant attribution du capital assuré ».

« Les enfants et descendants de l'assuré ainsi désignés ont droit au bénéfice de l'assurance en proportion de leurs parts héréditaires. Ils conservent ce droit même en cas de renonciation. » (Projet cité par MM. Balleydier et Capitant dans leur article sur *l'Assurance sur la vie et la jurisprudence*. Livre du centenaire du Code civil, t. I, page 577).

## CHAPITRE II

### LES FONDATIONS

Nous venons de voir que la jurisprudence a refusé toute validité aux assurances sur la vie au profit des enfants nés ou à naître, faute d'avoir appliqué à ces assurances la distinction traditionnelle entre la donation directement adressée à une personne future, et la charge imposée en sa faveur à un donataire ou légataire capable.

Au contraire à propos des fondations, elle n'a jamais perdu de vue cette distinction essentielle, et les fondations sont restées ce qu'elles étaient déjà dans l'ancien droit : « l'une des applications les plus pratiques, les plus normales de la stipulation pour autrui (1). »

Dès leur apparition dans notre droit, la donation *sub modo* et le legs avec charge ont servi à réaliser les libéralités en faveur de l'Église et des pauvres.

La jurisprudence est bien fixée sur le sens traditionnel de l'article 906 et sur l'application aux fondations de l'article 1121 du Code civil.

1. LAMBERT. Thèse citée, p. 358.

**Principes dégagés par la jurisprudence en matière de fondations.** — Il s'en dégage : 1<sup>o</sup> que le bénéficiaire a un droit indépendamment de toute acceptation ; 2<sup>o</sup> que ce bénéficiaire peut aussi bien être une personne indéterminée ou une personne future, qu'une personne actuellement existante.

La stipulation pour autrui en cette matière permet d'éviter l'application rigoureuse de l'article 906 du Code civil. Le legs est nul quand il est adressé à une personne non conçue du vivant du testateur. Cela est vrai pour le legs direct adressé à cette personne future. Mais on adresse la libéralité à une personne capable, à un intermédiaire chargé de transmettre le bénéfice du legs à cette personne future. C'est vrai encore de la donation proprement dite, mais non de la donation avec charge.

Telles sont les deux idées fondamentales qui ont été dégagées par la jurisprudence.

Sur le premier point on cite généralement un arrêt de Rouen du 28 décembre 1887 (1) qui reconnaît le droit de l'établissement bénéficiaire de la charge, antérieurement même à l'autorisation d'accepter (exigée par l'article 910 pour les legs et 937 pour les donations). « Attendu, dit l'arrêt, que s'il est de règle qu'aux termes de l'article 932 la donation... ne produit d'effet que du jour où elle a été acceptée en ter-

1. D. P. 89.1.143.

mes exprès, cette règle cesse de recevoir son application quand la donation a pour objet de favoriser un tiers qui n'est pas partie à la donation... qu'il importe en conséquence de rechercher si la fabrique n'ayant pas été effectivement représentée à la donation... elle est en droit d'invoquer l'article 1121 et de dire que le donateur pouvait en dehors d'elle et sans qu'elle soit astreinte à notifier postérieurement son acceptation, stipuler à son profit. »

Cette décision s'explique en ce sens que la stipulation pour autrui confère par elle-même un droit au bénéficiaire, sans que son acceptation soit nécessaire.

Examinons maintenant la question de savoir si une libéralité avec charge au profit d'un établissement non reconnu (personne morale future) est possible ?

Longtemps le Conseil d'État refusa d'autoriser les établissements qui n'étaient pas encore reconnus, qui n'existaient pas encore à l'époque de la disposition testamentaire, à accepter les legs faits à leur profit, de façon à éviter les procès, suivant lui, perdus d'avance, dès qu'on invoquerait l'article 906 (legs à une personne non conçue au moment du testament)(1).

1. Avis du Conseil d'État, 14 mai 1834 ; 18 avril 1834 ; 11 mai 1838, cités par M. Marguerie, dans la *Revue critique* de 1878, p. 513 et suiv.

Si l'établissement non reconnu est assimilé à un non conçu et comme tel incapable de recevoir directement, la jurisprudence a admis de bonne heure qu'un établissement non reconnu peut bénéficier indirectement d'une libéralité, quand il s'agit d'une charge imposée à un intermédiaire capable de recevoir. Et depuis que cette jurisprudence est bien établie, le Conseil d'État (1) laisse arriver aux établissements non reconnus toutes les charges d'hérédité qui ne font pas d'eux des légataires directs. Si un legs a été fait à un établissement non reconnu, il intervient un décret portant qu'il n'y a pas lieu de statuer, l'établissement n'ayant pas d'existence légale. S'il s'agit au contraire d'une charge imposée à un légataire ou à un héritier, l'autorité administrative s'abstient purement et simplement, laissant entendre, par son abstention, que ces libéralités peuvent s'exécuter sans son assentiment (2).

Mais revenons à la jurisprudence de la Cour de cassation. Déjà un arrêt de cassation du 14 août 1866 (3) qui rejette le pourvoi formé par une so-

1. Décret du Conseil d'État du 16 août 1859 qui, reconnaissant comme établissement public la société d'agriculture d'Indre-et-Loire, l'a autorisée à accepter un legs fait antérieurement à son profit (Cité par Lambert, p. 370, d'après M. Marguerie).

2. TISSIER, *Dons et Legs*, n° 71.

3. S. 67.1.61.

ciété d'agriculture déclarée d'utilité publique contre une décision annulant un legs fait à son profit, distingue entre le legs proprement dit et la charge d'un legs universel.

Et il résulte de cet arrêt que dès qu'on se trouvera en présence d'une simple charge, il faudra donner effet à la disposition testamentaire, même si elle s'adresse à un établissement qui n'existait pas encore à l'époque du testament.

Tel est le sens d'un arrêt de Caen, du 12 novembre 1869 (D. P. 69.2.225; S.70.2.145) (1).

L'arrêt de Caen applique les principes traditionnels de la stipulation pour autrui. La stipulation pour autrui au profit d'une personne future est parfaitement valable. Le bénéficiaire n'aura une action que du jour où il existera, mais la personne morale, l'établissement une fois reconnu (autorisation administrative pour les établissements d'utilité publique, reconnaissance d'utilité publique pour les associations depuis la loi de 1901) aura une action directe

1. Caen, 12 nov. 1869. Confirmé sur pourvoi par Cass., 21 juin 1870 (D.P. 71.1.97), déjà cité plus haut. L'arrêt de Caen reconnaît valable un legs particulier fait à la ville d'Alençon, avec charge de payer une rente annuelle à une société de patronage non encore reconnue. Dans le même sens, Cass., 8 avril 1874. D.P. 76.1.225; S. 74.1.258; Cass., 5 juil. 1886, D.86.1.465; Cass., 6 nov. 1888, D.89.1.314; Cass., 12 mai 1902, D. 1902.1.425; S. 905.1.137.

pour exiger de la personne gratifiée en première ligne l'exécution de la charge imposée à cette personne en sa faveur.

Donc la jurisprudence est bien fixée sur la distinction à faire entre les libéralités directes et les charges imposées à des personnes capables gratifiées en faveur d'un établissement futur.

S'il s'agit d'une libéralité « directe », elle est nulle, comme faite à un établissement qui n'existe pas encore, par assimilation avec l'état d'un enfant non conçu à l'époque de la disposition (art. 906) (1).

Mais si le fondateur a adressé « indirectement » sa libéralité à l'établissement non encore reconnu, en imposant à un intermédiaire capable la charge de la remettre à l'établissement futur, la fondation est valable en vertu de l'article 1121 du Code civil (2). On peut dire à cet égard que depuis l'arrêt de cassation de 1874 (3), la jurisprudence est définitive.

En vertu du même principe une disposition au

1. En ce sens, Nîmes, 18 juillet 1892, D. P. 93.2.490. Cass, 2 jan. 1894, D. P. 94.1.81.

2. Req., 19 avril 1899, D. P. 1900.1.549. La fabrique d'une paroisse est recevable à demander la construction d'une église à son service lorsque cette construction est la condition de l'acquisition d'un terrain vendu à la commune par un particulier, bien que l'acte d'achat (qui stipule au profit de la paroisse, établissement futur) soit antérieur à la création de la paroisse que représente cette fabrique (art. 1121).

3. Cass. 8 avril 1874, D. 76.1.225.

profit d'un établissement qui n'a pas encore d'existence légale sera maintenue, s'il existe un établissement doué de la personnalité civile, qui ait les mêmes attributions (1). Par exemple le legs adressé à une association charitable non autorisée peut être accepté par le maire au nom du bureau de bienfaisance, s'il apparaît que l'intention du testateur a été moins de gratifier l'association charitable en elle-même, que les pauvres secourus et assistés (Toulouse, 4 nov. 1890, S. 92.2.151; Chambéry, 10 déc. 1894, D. 94.2.221).

« Mais si l'on ne veut pas employer le détour, d'ailleurs très simple, d'une charge imposée à un tiers, peut-on conférer utilement une libéralité directe à un établissement non reconnu, en la subordonnant à la condition expresse qu'il se fera autoriser? Cette condition est, pour les associations, l'équivalent de

1. La disposition faite en faveur d'un établissement non reconnu est valable si cet établissement se trouve uni, soit par un lien de dépendance, soit par une communauté d'intérêts, avec un autre établissement public puissant déjà de la personnalité civile. Ce dernier recueillera le bénéfice de la disposition pour l'employer au profit de l'établissement non encore autorisé. Exemple d'un legs fait à une commune pour l'établissement d'un hospice avec disposition au profit de cet hospice de divers immeubles du testateur. Le legs est considéré comme fait à la commune ayant la charge de la fondation, et non à l'hospice lui-même directement.

la condition *si nascatur* pour les enfants non encore conçus (1). »

Aussi, le constate M. Planiol, la grande majorité des auteurs déclare nulle une pareille libéralité.

Toutefois M. Marguerie (2) et après lui M. Théod. Tissier (3) ont proposé d'admettre la validité des dispositions directes, en considérant l'établissement non reconnu, mais qui a une existence de fait, qui fonctionne déjà, comme étant dans la même situation juridique que les enfants simplement conçus.

Il y a là en effet une analogie de situation. « L'assimilation est d'autant plus exacte, dit M. Planiol, que cette période d'existence de fait est imposée à tout établissement qui sollicite sa déclaration d'utilité publique, cette faveur ne lui étant accordée qu'après qu'il a prouvé son aptitude à vivre et la nature des ressources qui assurent son avenir (Planiol, III, 2920, *passim*). » Quant à la jurisprudence il y a sur ce point divergence entre la Cour de cassation et le Conseil d'État. La jurisprudence civile a décidé autrefois que la reconnaissance d'utilité publique reste sans effet et ne rétroagit pas, même lorsqu'elle est

1. PLANIOL, t. III, n° 2920.

2. Note de Marguerie sous Sirey, 1890.1.241. « Il est vrai qu'on eût pu admettre sans inconvénient la possibilité de faire un legs particulier à un non conçu. Mais l'article 906 ne le permet pas. »

3. TISSIER. *Dons et Legs*, n° 85.

accompagnée de l'autorisation d'accepter la fondation faite sous cette condition (Cass., 12 avril 1864, D. 64.1.218; 14 août 1866, D. 67.1.110).

La jurisprudence administrative se prononçait anciennement dans le même sens. Mais elle a changé depuis le décret du 16 août 1859 qui permet au gouvernement de reconnaître un établissement et de l'autoriser en même temps à accepter une libéralité même antérieure, faite à son profit (Planiol, III, 2920.)

**Réfutation par la jurisprudence de deux objections tirées du rapprochement des articles 906 et 911 du Code civil.** — La jurisprudence, appliquant et précisant la distinction du legs et de la charge, a réfuté deux graves objections tirées du rapprochement des articles 906 et 911 du Code civil.

Article 911 : « 1° Toute disposition au profit d'un incapable sera nulle soit qu'on la déguise sous la forme d'un contrat onéreux, soit qu'on la fasse sous le nom de personnes interposées. »

Ici le légataire universel, qui ne recueille rien, apparaît comme personne interposée, déguisant le véritable bénéficiaire, en l'espèce l'établissement non reconnu.

Sur cette question un arrêt de cassation (1) casse une décision de la Cour d'Orléans du 8 janvier 1885 (S. 90.1.241), rendue à propos d'un legs universel fait

1. Civ. Cass., 5 juillet 1886, S. 90.1.241 ; D. 86.1.465.

à une personne chargée par le testateur d'employer la totalité du legs à la fondation d'une école chrétienne libre. La Cour d'Orléans avait admis que l'ayant cause universel, ne recueillant rien, n'était pas un vrai légataire, mais une personne interposée.

La Cour de cassation a cassé cette décision : « Attendu que malgré que le légataire universel n'ait rien recueilli, il n'en est pas moins le continuateur juridique de la testatrice. »

Renvoi à la Cour d'Angers qui statue le 22 juin 1887 (D. 89.2.6 ; S. 90.1.241) de la manière suivante : « Non seulement on est en présence d'un légataire sérieux, mais il n'est pas possible de trouver un bénéficiaire de l'interposition, qui permette de dire qu'on se trouve en présence d'un fidéicommiss ou d'une interposition de personne » (légataire occulte à côté du légataire apparent, ce dernier chargé de conserver et de transmettre les biens au véritable bénéficiaire). Il y aurait eu interposition, si l'on avait voulu adresser l'hérédité, non pas au légataire universel, mais directement à l'établissement à fonder. Tel n'était pas le cas. Il s'agissait d'une charge apposée à un legs universel. Le disposant voulait conférer à l'établissement un droit de créance contre le légataire universel, pour le jour où l'établissement serait reconnu.

L'article 911 défend de réaliser, par personnes interposées, au profit d'un établissement non reconnu,

les libéralités directes visées par l'article 906, mais l'article 906 n'interdit pas les libéralités par voie de stipulation ou de charge.

Un arrêt d'Angers, d'autre part, a réfuté l'argument tiré de la prohibition des substitutions. Sur pourvoi, la Chambre des Requêtes a confirmé l'arrêt d'Angers (1).

La jurisprudence est donc bien établie. Seul un arrêt de Besançon (2) demeuré isolé jette une note discordante, en décidant qu'un testament qui impose à un légataire universel l'obligation d'affecter à une fondation projetée tout ou partie des biens légués, constitue un legs direct au profit des bénéficiaires de la fondation, en l'espèce les pauvres.

Sauf cette discordance, la jurisprudence a nettement fixé la distinction entre le legs et la charge, à preuve encore un arrêt fameux et partout cité de la Haute Cour de cassation et de justice de Roumanie du 2 mars 1892, rapporté d'ailleurs au Dalloz (3).

On opposait au legs universel l'article 808 du Code civil romain, analogue à l'article 906 du Code civil français.

Dans l'espèce le testateur instituait subsidiaire-

1. Cour d'Angers, 22 juin 1887, confirmé par Cass. rej., 6 novembre 1888, S. 92.1.241.

2. Besançon, 26 mars 1891, D. 93.2.1.

3. Cet arrêt avait été rendu après consultation de juriconsultes français, D. P. 93.2.1 ; S. 92.4.17.

ment, au cas où la validité de la disposition directe ne serait pas acceptée, un légataire universel à l'effet de réaliser par son intermédiaire une fondation qu'il ne pouvait réaliser directement par son testament.

La Cour de Roumanie a admis la validité de cette disposition par un arrêt longuement et soigneusement motivé qui répond à toutes les objections soulevées contre la distinction du legs et de la charge.

L'arrêt développe les raisons d'être de cette distinction : « Dans les dispositions directes, il faut nécessairement, puisque la propriété doit passer du disposant au bénéficiaire, qu'il y ait coexistence de ces deux personnes. Il n'en est plus de même quand il existe un intermédiaire qui puisse acquérir du disposant et transmettre à son tour au bénéficiaire, qui soit propriétaire depuis le jour où le donateur ou le testateur cesse de l'être, jusqu'au jour où le donataire et le légataire le deviendront. »

La jurisprudence administrative est ici d'accord avec la jurisprudence civile. Citons, d'après M. Planiol (III, n° 3345), le décret du Conseil d'État qui est intervenu en faveur de l'Académie de Goncourt, laquelle n'a commencé à fonctionner qu'en 1903 (*Bulletin des lois*, 1903, n° 3677).

Il résulte de cette jurisprudence que par le détour d'une charge apposée à un legs universel, il est possible de créer un établissement nouveau, de même

qu'il est possible de gratifier un établissement ou une association qui a déjà l'existence de fait, mais à qui manque l'existence légale, faute de l'autorisation administrative ou de la reconnaissance d'utilité publique.

Grâce à cette combinaison, un fondateur n'est pas obligé de se dépouiller de son vivant, ce à quoi répugnent la plupart des fondateurs.

Il y aura bien pour lui une gêne légère venant de ce qu'il ne peut léguer directement à l'établissement projeté ou non reconnu et qu'il doit instituer un légataire universel. Mais il peut être sûr que ses intentions seront respectées.

D'autant plus que la jurisprudence a reconnu qu'on pouvait imposer une charge à un légataire universel, même en vue de créer une fondation qui doit profiter à des bénéficiaires auxquels la loi a assigné un représentant légal, par exemple, les pauvres d'une commune dont le représentant légal est le maire, ceux d'un département étant représentés par le préfet, ceux de Paris par l'Administration générale de l'Assistance publique.

Ainsi la Cour de Paris, le 3 janvier 1890 (1), a décidé que dans un legs fait au profit, non des pauvres en général d'une commune, mais au profit d'une catégorie de pauvres déterminée, le testateur pouvait

1. D. P. 901.2.215.

valablement stipuler que les bénéficiaires seront désignés par un comité dont le legs fixe la composition, à l'exclusion du bureau de bienfaisance.

Même solution dans l'espèce suivante (1) :

Une veuve fait un legs universel à des demoiselles à charge par elles de fonder un asile de vieillards. Le maire de la commune prétendit comme représentant légal des pauvres et dûment autorisé, accepter la libéralité faite aux vieillards. La Cour de Paris a repoussé sa prétention en constatant que la dame M... avait assigné une mission déterminée aux légataires universelles, en créant une œuvre privée, personnelle, et de famille placée exclusivement sous la direction de personnes choisies par elle. La libéralité ne s'adressait pas aux vieillards, personnes indéterminées, mais à la fondation, établissement public non encore créé, que la libéralité avait précisément pour but de créer.

Ce sont là des solutions libérales qui permettent aux fondateurs de soustraire à l'administration des représentants officiels des pauvres, les biens donnés ou légués, pourvu que le gouvernement veuille conférer à l'établissement la personnalité civile.

Jusqu'à présent nous avons vu, — et telle est la solution conforme à la tradition et définitivement acquise par la jurisprudence, — que l'on peut, grâce

1. Paris, 17 juin 1892. D. 92.2.381.

au détour d'une stipulation pour autrui, gratifier un établissement qui, bien qu'existant, n'a pas encore été autorisé administrativement à accepter.

Puis, que par le même moyen d'une charge imposée à un donataire ou légataire (particulier ou établissement), il est admis qu'on peut gratifier un établissement qui n'a pas encore d'existence légale, mais qui fonctionne déjà, qui a une existence de fait. Telle est la pratique administrative.

D'autre part, en vertu de cette même pratique administrative il est admis qu'une personne peut de son vivant créer par disposition directe un établissement nouveau à condition qu'elle obtienne pour cet établissement la reconnaissance d'utilité publique et l'autorisation de recueillir la donation.

*Peut-on réaliser directement une fondation par un acte de dernière volonté? Raisons qui s'y opposent.* — Mais s'il est possible, sous la réserve d'obtenir tout à la fois la reconnaissance d'utilité publique pour le nouvel établissement et l'autorisation d'accepter la libéralité, de créer un établissement nouveau par donation entre vifs, pourquoi défendre de réaliser directement une fondation par un acte de dernière volonté?

« Cette difficulté, dit avec raison M. Planiol (1), n'a aucun motif sérieux, ni dans l'ordre logique, ni

1. PLANIOL, t. III, nos 3343-3344.

au point de vue social ou administratif. Elle vient uniquement de nos habitudes de langage en matière de personnalité civile et d'une tendance à raisonner sur des mots. On dit : le testateur ne peut adresser sa libéralité à l'établissement qu'il veut fonder, puisque cet établissement n'existera pas encore comme personne juridique au jour de son décès ; il naîtra seulement plus tard, et la disposition doit être traitée comme faite à une personne non encore conçue. Il est tout aussi impossible de créer un établissement nouveau par ce procédé, que de gratifier une association ou établissement ayant déjà l'existence de fait, mais sans reconnaissance d'utilité publique.

« Quand on y réfléchit, ajoute M. Planiol, on voit que l'obstacle qui empêche de réaliser d'une manière directe une fondation par testament, ne vient pas d'une prohibition de la loi, puisque cette même fondation aurait peut-être été approuvée avec empressement et encouragée par l'administration, si le fondateur avait voulu ou pu l'organiser de son vivant. L'obstacle vient de ce que, le jour de son décès, ses biens vont se trouver vacants et sans maître ; ils ne seront pas encore la dotation d'un établissement qui n'existe pas ; ils ne sont à personne. D'où la nécessité d'un intermédiaire capable qui recueille les biens à titre de légataire (1).

1. M. Planiol fait justement remarquer qu'avec une loi de deux lignes qui accorderait la rétroactivité aux autorisations

Quoi qu'il en soit, l'obstacle vient de la conception française de la personnalité civile. Nous pensons que cette notion est purement fictive, contraire à la réalité des faits et inutile pour expliquer le fonctionnement et les droits des collectivités. La personnalité civile n'est qu'une fiction, une manière d'expliquer mal l'existence des biens collectifs à l'état de masses distinctes possédés par des groupes d'hommes plus ou moins nombreux. Il n'y a pas de personne morale ayant une existence et des droits distincts de ceux des individus qui constituent le groupe. Que veut-on dire, suivant M. Planiol (I. 1967), quand on dit que le département, la commune ont la personnalité morale, tandis que l'arrondissement n'est pas une personne morale de droit administratif? Tout simplement qu'ils possèdent un domaine, des biens, qu'ils constituent une propriété collective.

De même dans une association, les véritables sujets de droits, ce sont les associés, des individus en chair et en os, et leurs rapports, la communauté de leurs intérêts moraux et matériels, trouvent leur justification dans les statuts, dans le contrat de l'association. L'existence d'un être de raison doué des attributs qui appartiennent aux personnes physiques, et distinct, placé au-dessus des membres de l'associa-

administratives données pour des fondations testamentaires<sup>7</sup> on supprimerait cette difficulté (III, 3344, note 1).

tion, est purement imaginaire. Tout se ramène à la question du régime contractuel adopté par les associés, sous réserve d'un certain contrôle de l'État et de son estampille officielle dès que l'association voudra obtenir l'existence légale. Mais ni la déclaration pour les associations (et, avant la loi de 1901, l'autorisation), ni la reconnaissance d'utilité publique ne créent une personne.

L'association est une manière d'être et de posséder collectivement. C'est une masse de biens divers mis en commun, grâce à l'apport d'un certain nombre d'hommes décidés à se grouper sous le régime du contrat, afin d'accroître leur personnalité.

La personne morale existe en réalité dès que la masse de biens, dès qu'un patrimoine collectif, sont constitués.

Que l'État s'assure, avant d'autoriser la fondation, que celle-ci a été suffisamment dotée par le testateur, ou qu'il attende de voir fonctionner quelque temps l'établissement avant de le reconnaître, c'est là son rôle. Rien de mieux. Mais ne serait-il pas plus facile que le testateur, décidé à créer après sa mort un établissement, pût s'entendre d'avance avec l'autorité administrative, de façon qu'entre le moment du décès du fondateur et l'autorisation administrative qui n'est le plus souvent qu'une formalité, il s'écoulât le minimum d'intervalle?

Il est vrai qu'on peut répondre que le légataire,

chargé de l'exécution des volontés du testateur, a son utilité en ce sens, qu'étant choisi *intuitu personæ*, il assurera l'existence de la fondation, en surveillera l'exécution conformément à l'intention du fondateur. Mais un simple exécuteur testamentaire, un fidéicommissaire remplirait parfaitement cet office. Or, dans le cas d'une disposition testamentaire où le légataire institué ne recueille rien, qu'est ce prétendu légataire, sinon une personne interposée, au fond? La jurisprudence pour encourager la pratique des fondations le tient pour un véritable légataire, et se contente d'un détour juridique pour valider le legs avec charge, grâce précisément à la charge apposée au legs. Mais encore une fois, ne pourrait-on pas éviter et supprimer ce détour?

En Italie et en Allemagne, on reconnaît la validité du legs adressé à une œuvre future non reconnue. Et l'on a préconisé cette solution en France, et proposé de substituer à la théorie traditionnelle de la stipulation pour autrui la théorie allemande de déclaration unilatérale de volonté.

Cette théorie allemande a trouvé son application en matière de promesses de fondations (1).

La fondation existe dès que le fondateur a déclaré, en termes solennels, vouloir s'obliger à consacrer à l'œuvre en question une partie de ses biens.

1. Le Code civil allemand a réglementé toute la question des fondations dans ses articles 80 à 89.

La fondation existe par le seul fait de cette déclaration de volonté, elle trouve en elle-même la raison de son existence, elle est un patrimoine affecté à un but déterminé. Elle n'est pas le patrimoine d'une corporation, mais elle constitue un établissement distinct, qui a son patrimoine, sans que celui-ci puisse être considéré comme le bien collectif d'une corporation ou d'une association (1). L'autorisation administrative est toujours exigée d'ailleurs, mais elle a un effet rétroactif. La fondation donc, pas plus en Allemagne qu'en France, n'est affaire purement privée, entièrement laissée à la volonté des individus.

Or, comme le dit justement M. Lambert (2) qui

1. TRUCHY. Thèse, p. 159. M. Truchy fait observer avec raison que nous avons en France un certain nombre de fondations qui ressemblent beaucoup aux « stiftungen » allemandes, en ce sens qu'elles constituent à elles seules une personne morale possédant un patrimoine, sans que ce patrimoine puisse être considéré comme le bien collectif d'une corporation ou d'une association. Il cite en ce genre (p. 163 et 165), la fondation Chabrau-Thibault, hospice privé établi à Corneilles-en-Parisis (S.-et-O.) et approuvé par décret du 27 février 1869, et la fondation Rothschild, comprenant une maison de secours, une maison de retraite, un orphelinat, etc. Il y en a d'autres : Institution des jeunes aveugles de Nancy. La différence est que ces fondations sont organisées par une personne vivante. Elles ne résultent pas, comme dans le système allemand, directement des dispositions testamentaires d'une personne décédée.

2. LAMBERT. Thèse citée, p. 387.

critique ceux qui voudraient introduire chez nous ce système, jusqu'à cette approbation administrative, l'existence de l'établissement est tenue en suspens. Et une certaine incertitude plane sur le patrimoine du fondateur, au préjudice des créanciers et des héritiers.

Il faudrait, pour qu'un pareil système fût efficace que le fondateur pût, par lui-même et par sa seule volonté, créer la personnalité civile à son établissement. Notre droit public s'y oppose. Aucun établissement public ou d'utilité publique ne peut devenir une personne juridique et distincte que par une concession du gouvernement ou l'intervention du législateur.

Il faut donc conclure que la stipulation pour autrui est le seul mode actuel de réaliser les fondations en France.

Nous allons aborder maintenant dans un troisième chapitre l'étude des contrats d'utilité publique qui appartiennent, comme les fondations, plus au droit administratif qu'au droit civil.

## CHAPITRE III

### LES CONTRATS D'UTILITÉ PUBLIQUE

#### ÉTUDE DE DEUX CATÉGORIES DISTINCTES DE CONTRATS PASSÉS PAR LES ADMINISTRATIONS

Nous nous proposons d'étudier sommairement les applications qui ont été faites de la stipulation pour autrui à deux groupes distincts de contrats passés au nom des administrations publiques.

D'une part il y a les clauses contenues dans les cahiers des charges d'adjudication, à l'occasion des marchés de travaux publics proprement dits et de fournitures passés soit par l'État, soit par les départements, les communes et les établissements publics.

D'autre part il y a les stipulations contenues dans les cahiers des charges, à propos des contrats passés par ces mêmes personnes morales pour l'exploitation de leur domaine public, en vertu d'une concession faite aux particuliers sur le domaine public.

Cette dernière catégorie d'actes de gestion comprend

les contrats ayant pour objet l'exploitation, dans l'intérêt du public, de services tels que la fourniture d'eau, de gaz, de lumière et d'énergie électrique, les transports en commun, que l'État, les départements et les communes préfèrent, pour des raisons de bonne administration, concéder à des entreprises privées au lieu d'en assurer eux-mêmes la direction.

Le développement même de ces services dans les villes a rendu l'usage de ces concessions extrêmement fréquent. Les cahiers des charges établis à leur occasion contiennent des prescriptions très détaillées et de plus en plus minutieuses, tant au profit des ouvriers employés dans les entreprises concédées, que dans l'intérêt de la généralité des habitants.

A l'occasion de concessions nouvelles, les municipalités des grandes villes, par exemple, averties par l'expérience et obligées de compter avec tout l'imprévu des changements de l'outillage, s'efforcent d'un côté de réduire autant que possible la durée des concessions, et d'un autre côté de tirer de ces concessions le maximum des avantages compatibles avec les nécessités de l'entreprise, dans l'esprit de concilier l'intérêt de l'entrepreneur, du personnel et surtout celui des populations, qui doit primer toute autre considération.

Or, pour les habitants des grandes villes, le besoin de ces services d'eau, de lumière et de transports à

bon marché est devenu absolument indispensable, d'où la nécessité d'assurer à tout prix le fonctionnement régulier de ces services dont le corps social ne saurait se passer sans les plus grandes souffrances. Et c'est, croyons-nous, dans le but précisément d'obtenir cette régularité et de prévenir tout désordre et tout arrêt de ces services, que les cahiers des charges entrent dans les détails les plus minutieux, et que les conditions des exploitations concédées sont rendues de plus en plus rigoureuses pour l'adjudicataire.

Voilà qui explique et justifie les stipulations dont nous allons parler qu'on a coutume aujourd'hui d'insérer dans les cahiers des charges et que les administrations publiques, soucieuses de l'intérêt des habitants, imposent aux concessionnaires.

Aussi bien la jurisprudence elle-même a encouragé en quelque manière les administrations à insérer ces clauses, car elle n'a pas hésité, nous le verrons, à les valider et à leur donner une sanction positive.

Et l'on peut dire qu'à la faveur de la jurisprudence, les conventions en question se sont développées librement, et que la puissance publique au nom de laquelle elles sont passées, non contente de stipuler pour elle-même, n'a pas manqué d'étendre ses stipulations à des tiers indéterminés, à des collectivités, à la foule changeante des générations présentes et à venir.

Ajoutons, pour en finir avec ces considérations générales, que les stipulations concernant particulièrement les contrats de concessions y ont été introduites par analogie avec les clauses qui faisaient depuis longtemps l'objet des cahiers des charges relatifs aux marchés de travaux publics proprement dits.

*1<sup>o</sup> Stipulations contenues dans les cahiers des charges des marchés de travaux publics et de fournitures.*  
— Nous allons examiner en premier lieu les clauses au profit des tiers contenues dans ces marchés, et constaterons qu'à leur propos, bien avant que les textes leur eussent donné un caractère presque impératif (1), la jurisprudence avait adopté des solutions tout à fait favorables à leur égard et qu'elle les a validées sans hésitation en se fondant sur le droit commun de l'article 1121 du Code civil.

Un exemple souvent cité de ces stipulations est celui de l'article 9 des cahiers des charges des ponts et chaussées, du 16 novembre 1866.

En dehors des clauses qui visent les rapports de l'entrepreneur et de l'administration, ce cahier, type des clauses et conditions auxquelles sont soumis les marchés, contient des stipulations au profit des tiers, ouvriers et fournisseurs. « L'entrepreneur, dit

1. Nous faisons allusion aux décrets des 10-11 août 1899, dits décrets Millerand, dont nous parlons plus loin.

l'article 9, ne peut céder à des sous-traitants une ou plusieurs parties de son entreprise sans le consentement de l'administration ; dans tous les cas il demeure perpétuellement responsable tant envers l'administration qu'envers les ouvriers et les tiers » (les fournisseurs) (1).

La jurisprudence a appliqué, à cette clause de l'article 9 du cahier des charges précité, les principes de la stipulation pour autrui, et en la validant, elle a accordé aux bénéficiaires de la stipulation une action contre l'entrepreneur. Celui-ci est tenu, en vertu de son marché, à remplir vis-à-vis des ouvriers et des fournisseurs les engagements du sous-traitant, par application de l'article 1121 du Code civil.

« Attendu, dit l'arrêt de Poitiers (22 juin 1889), que nonobstant tous les paiements faits à ce dernier (au sous-traitant), il (l'entrepreneur) reste soumis à l'action des tiers, sous la seule condition que leurs fournitures et travaux rentrent dans l'exécution de l'entreprise, et que leur demande ne soit pas le résultat d'une fraude et d'une collusion concertées avec le sous-traitant (2)... »

Un pareil résultat, dit M. Lambert (3), montre bien l'indépendance des deux actions reconnues au four-

1. Dans le même sens, l'article 13, alinéa 5, du cahier des charges des marchés du génie, du 25 octobre 1876.

2. Poitiers, 20 juin 1889, D. P. 90.2.159.

3. LAMBERT. Thèse citée, p. 327.

nisseur du sous-traitant : 1° l'action contre l'entrepreneur qui résulte en sa faveur du cahier des charges, par cela seul qu'il devient le fournisseur du sous-traitant (stipulation au profit de personnes indéterminées et de personnes futures) ; 2° l'action contre le sous-traitant, née de son marché avec celui-ci.

Cette indépendance des deux actions ressort encore mieux de l'arrêt de cassation du 28 janvier 1868 (1). Dans l'espèce l'entrepreneur avait payé au sous-traitant le montant de ses travaux. Le sous-traitant était devenu depuis insolvable. Le créancier avait accordé un terme au sous-traitant pour se libérer. La Cour de cassation a reconnu que ce créancier pouvait cependant, malgré le délai accordé, agir directement contre l'entrepreneur, sans que celui-ci pût lui opposer le terme accordé au sous-traitant. Cette clause de l'article 9 a servi de modèle à des stipulations analogues. Elle se retrouve dans tous les cahiers des charges de travaux et de fournitures entrepris pour le compte des départements et des communes. De même les compagnies de chemins de fer les ont insérées dans leurs cahiers des charges.

Par ailleurs, la Cour de cassation a accordé aux tiers une action, en se basant sur une décision ministérielle qui autorisait, sur leur demande, des entrepre-

1. SIREY, 68.1.216.

neurs à prendre la suite des affaires d'un adjudicataire, à condition qu'ils seront substitués aux engagements de ces derniers pour le présent et pour l'avenir (1).

En vertu de cette clause on a reconnu aux tiers, aux fournisseurs ayant traité avec l'ancien entrepreneur pour l'exécution des travaux, une action personnelle et indépendante contre le nouvel entrepreneur.

On peut rapprocher l'action directe qui résulte de ces stipulations au profit des fournisseurs et ouvriers, de l'article 1798 du Code civil et du décret du 26 pluviôse an II.

L'article 1798 du Code civil confère aux ouvriers seuls, le décret de l'an II aux fournisseurs et aux ouvriers, un privilège sur les sommes dues à l'entrepreneur, mais quand il s'agit exclusivement des travaux entrepris pour le compte de l'État, et non pour des travaux exécutés au nom des départements et des communes.

De plus, ni l'un ni l'autre de ces deux textes ne confère aux ouvriers l'action directe, mais un privilège.

Or, suivant la Cour de cassation, 17 juin 1846 (2), « l'avantage de la stipulation pour autrui de l'article 1121 est que si le sous-traitant tombe en faillite, ils (les ouvriers et les fournisseurs) pourront se faire

1. Cassation, 4 février 1890, S. 91.1.261.

2. S. 46.1.863.

payer à l'exclusion des créanciers, sur le montant des sommes dues par l'entrepreneur à leur cocontractant ». Avec l'article 1798 du Code civil et le décret de l'an II, ils auraient échappé à l'égalité entre créanciers à cause du privilège qui leur est reconnu (article 2093 du Code civil).

Mais la stipulation pour autrui leur donne une sécurité bien plus complète.

Les communes ont trouvé le moyen par analogie avec le privilège qui est reconnu aux ouvriers et aux fournisseurs de l'entrepreneur de travaux pour le compte de l'État, de faire accorder l'action directe aux ouvriers, dans l'hypothèse non prévue par le décret en question de travaux publics communaux, alors que le privilège ne s'applique qu'aux travaux de l'État.

Elles ont tiré l'action directe au profit des ouvriers de l'article 1121. D'où cette clause courante dans les cahiers des charges des départements et des communes : « L'entrepreneur ne recevra le solde de son entreprise qu'en justifiant qu'il ne doit plus rien aux ouvriers et aux fournisseurs. » C'est là une application de l'article 1121, Code civil, suivant la formule d'un arrêt de Lyon du 18 décembre 1878(1).

Il en résulte que si les ouvriers n'ont pas le privi-

1. Lyon, 18 décembre 1878, D. 79 2.113, et Cass. à la suite, 11 août 1879, S. 1880.1.253.

lège conféré par le décret du 26 pluviôse an II, ils ont, en vertu de l'article 1121, l'action directe contre la commune.

Tel est le sens de l'arrêt de Lyon :

« Considérant que la ville de Bourg... a fait une stipulation non pas seulement dans son intérêt personnel... mais pour assurer aux tiers la garantie d'un droit personnel contre l'insolvabilité ou la mauvaise foi de l'entrepreneur, garantie analogue à celle résultant du décret du 26 pluviôse an II. »

Donc l'arrêt reconnaît l'action directe aux ouvriers et aux fournisseurs, et elle leur est accordée alors même que l'entrepreneur aurait cédé à un tiers sa créance contre la commune avant d'embaucher les ouvriers ou de s'adresser aux fournisseurs pour ses commandes ; il s'ensuit que la cession ainsi faite par l'entrepreneur n'est pas opposable aux ouvriers et fournisseurs, pourvu qu'ils aient accepté, expressément ou tacitement, la stipulation faite à leur profit par la commune. Et il a été jugé que l'acceptation résultait d'une saisie-arrêt pratiquée par les fournisseurs entre les mains de la commune.

Même solution de Cassation, 13 février 1886 (1).

On saisit donc encore ici, en cette matière des marchés de travaux publics, l'importance pratique

1. D. P. 86.1.307. Un adjudicataire qui avait cédé son entreprise malgré les termes du cahier des charges, est déclaré responsable envers les fournisseurs du sous-traitant.

de l'article 1121, dont la jurisprudence a su tirer parti au profit des ouvriers et des fournisseurs du sous-traitant.

Toutefois la jurisprudence administrative primitivement n'avait pas voulu reconnaître la validité de certaines stipulations plus étendues au profit des ouvriers, que des municipalités avaient essayé d'introduire et d'imposer aux adjudicataires dans leurs cahiers des charges de travaux ou de fournitures.

C'est ainsi qu'entre autres le conseil municipal de Paris, en vertu de ses délibérations en date des 27 avril et 30 décembre 1887 et 29 février 1888, avait décidé d'introduire dans les marchés passés au nom de la ville de Paris les clauses d'un minimum de salaire et d'une durée maxima de la journée de travail.

Le Conseil d'État a jugé à plusieurs reprises, avant 1899, que les conseils municipaux ne pouvaient introduire dans les cahiers des charges des stipulations relatives à la fixation des salaires des ouvriers employés par les entrepreneurs.

Mais depuis la promulgation des trois décrets des 10-11 août 1899, dits décrets Millerand, qui exigent notamment l'insertion dans les cahiers des charges des marchés passés au nom de l'État de diverses clauses imposant à l'entrepreneur l'interdiction du marchandage, le paiement aux ouvriers d'un salaire normal, l'obligation de leur assurer le repos hebdo-

madaire, etc... la légalité de ces clauses a été reconnue par le Conseil d'État le 19 février 1904 (1).

Donc depuis que les décrets Millerand ont donné à certaines stipulations un caractère obligatoire, ou qu'ils les ont seulement permises, disons même recommandées, la liste de ces clauses au profit de tiers, au profit de bénéficiaires indéterminés et futurs, s'est considérablement étendue.

Des marchés de travaux publics proprement dits ou de fournitures, elles ont été introduites dans les

1. D. P. 1905.3.57. — En ce qui concerne les départements et les communes, les décrets en question font de l'insertion de ces clauses, non une obligation mais une simple faculté pour les départements et les communes.

La ville de Paris les a introduites dès la promulgation des décrets dans les cahiers des charges de ses marchés de travaux publics et de fournitures. Il y figure, entre autres dispositions, la clause suivante. « Des prélèvements seront opérés sur les mémoires des adjudicataires, au cas où l'administration constaterait une différence entre le salaire payé aux ouvriers et le salaire fixé par les bordereaux de salaires annexés aux cahiers des charges. » De sorte que la ville indemniserait directement les ouvriers au moyen d'un prélèvement, des retenues opérées sur les sommes dues aux entrepreneurs, ou à défaut sur leur cautionnement. Les cahiers des charges de fournitures contiennent des stipulations très détaillées concernant la fixation du salaire normal, la durée du travail fixée à dix heures, sauf dérogation au cas d'urgence et moyennant l'autorisation de l'administration, la réglementation du travail aux pièces, le paiement des heures supplémentaires, etc...

contrats passés en vertu d'une concession auxquels nous allons arriver tout à l'heure.

Mais voyons d'abord les objections qui ont été adressées à ces stipulations.

On peut se demander en effet où est pour l'État ou les communes l'intérêt direct qui puisse justifier la validité de ces stipulations. Il a été répondu que l'État, les communes sont intéressés dans ces stipulations, d'abord parce qu'ils stipulent pour eux-mêmes (1). Les stipulations au profit des tiers sont liées aux stipulations que ces personnes morales font dans leur intérêt. Cela suffit à les valider.

Puis en ce qui touche les stipulations au profit des fournisseurs, les administrations publiques ont un intérêt moral à ce que les fournitures soient payées. Et on peut ajouter que c'est même leur devoir de garantir aux fournisseurs le paiement de ce qu'ils ont fourni.

Enfin, si l'on regarde du côté des ouvriers, toutes ces clauses, très nombreuses depuis les décrets de 1899, trouvent également leur justification dans l'intérêt moral dont nous parlions.

Au fond, c'est dans l'intérêt de l'exécution loyale de l'entreprise, dans un esprit d'équité si l'on veut

1. D'ailleurs les obligations contractées par l'entrepreneur vis-à-vis des administrations publiques sont garanties d'ordinaire par un cautionnement.

encore, que ces clauses ont été mises à la charge de l'entrepreneur.

D'autre part, nous pensons que ces stipulations qui pour l'entreprise constituent des restrictions assez rigoureuses et des véritables charges, ont une contre-partie dans certains avantages spéciaux dont jouissent ceux qui assument l'entreprise de travaux ou de fournitures pour le compte de l'administration, tels qu'un marché passé pour une longue période de temps, la certitude d'une production régulière, celle du paiement, bref une absence presque totale des risques ordinaires. Il nous semble que moyennant ces avantages et ces garanties particulières, les administrations ont le droit et même le devoir de se ménager de leur côté, toutes les garanties qu'elles jugeront propres à assurer la bonne gestion des intérêts dont elles ont la garde.

Et loin de voir, dans ces stipulations relatives par exemple au minimum de salaire et à la durée maxima de la journée de travail, loin d'y voir « un danger », nous n'y voyons que des précautions, utiles et parfaitement légitimes, destinées moins à favoriser les ouvriers qu'à éviter dans l'exécution d'entreprises ayant un caractère d'utilité publique, tout désordre ou tout arrêt momentané dont l'intérêt général aurait à souffrir.

Ces considérations ont encore plus de valeur quand il s'agit des contrats passés par les villes à l'occasion

d'une concession sur leur domaine public. Il nous reste à examiner cette seconde catégorie de contrats, appelés par M. Sainctelette « contrats d'utilité publique ».

2° *Contrats passés par les villes à l'occasion d'une concession sur leur domaine pour l'exploitation de certains services (eau, lumière, transports).* — Ces contrats contiennent des stipulations tant au profit des habitants (ce sont les plus anciennes) qu'au profit du personnel employé dans les entreprises concédées (elles commencent à s'y introduire, en imitation des clauses inscrites dans les cahiers des charges des marchés et elles constituent encore une nouveauté).

Ainsi que l'a dit M. Sainctelette (1), en stipulant pour les habitants, pour ses administrés, une municipalité ne fait que stipuler pour elle-même, en vertu du mandat légal qu'elle a reçu d'eux. La personnalité de la commune, qu'est-ce autre chose, sinon l'expression de l'intérêt commun des habitants?

Ajoutons que ces contrats dont nous nous occupons maintenant, concernent de véritables « services publics ». Et l'objet même de ces contrats justifie à lui seul l'insertion dans les cahiers des charges de stipulations en faveur des personnels occupés dans

1. SAINCTELETTE. « Les contrats d'utilité publique », *Revue de droit international*, 1888, p. 425 et suiv.

les entreprises concédées, puisqu'elles sont le moyen d'assurer précisément le fonctionnement normal de ces « services publics ».

Et nous croyons que si la jurisprudence avait à examiner quelque jour la validité de ces clauses nouvelles, elle n'hésiterait pas à l'admettre, d'autant plus qu'elle pourrait s'appuyer sur les précédents créés par les décrets Millerand et sur la jurisprudence administrative.

En ce qui concerne les stipulations au profit des habitants, dont la pratique est déjà ancienne, nous avons des nombreuses décisions des tribunaux dans le sens de leur validité. Comme conséquence, on a reconnu aux habitants, bénéficiaires indéterminés, l'action directe contre le concessionnaire pour lui réclamer l'exécution des engagements pris vis-à-vis de la puissance publique contractante.

Par exemple, la ville de Paris ayant concédé l'exploitation de l'éclairage au gaz à une compagnie (l'ancienne compagnie du gaz) stipulait que cette compagnie consentirait à ses abonnés une réduction progressive du prix du gaz. La Cour de cassation (24 jan. 1852 D. 52.1.62), a admis que les abonnés pourront agir directement contre la compagnie concessionnaire pour réclamer le bénéfice de cette disposition. Dans le même sens pour un cas analogue voir Cass., 14 avril 1885, (D. 86.1.30).

La ville de Paris stipule de la Compagnie des om-

nibus qu'elle établira telle ligne de voitures avec horaire déterminé. Le tribunal de la Seine (1) valide cette clause et déclare que les intéressés pourront réclamer l'exécution de l'engagement convenu entre la compagnie et la ville de Paris.

La ville de Mons convient le 30 mars 1873 avec une compagnie du gaz que celle-ci devra abaisser ses tarifs, si la fourniture du gaz est donnée à un prix inférieur aux siens, dans d'autres villes de Belgique ou de France, et qu'elle remboursera à ses abonnés les sommes qui seraient perçues en trop pendant un certain temps.

La jurisprudence belge a reconnu aux abonnés le droit de réclamer le remboursement (2).

Dans un autre ordre d'idées à propos d'une concession de mine, il a été décidé qu'un engagement formel du concessionnaire, pris sous forme de promesse au moment de la demande en concession, rappelé et visé au décret de concession, peut être invoqué par tous les ayants droit aux eaux rencontrées par le concessionnaire, au profit desquels cet engagement avait été souscrit d'une façon générale.

Une compagnie minière ayant obtenu une conces-

1. Trib. c. Seine 6 août 1886. *Droit*, 7 août 1886.

2. Cour de Bruxelles, 7 déc. 1886. Cass. belge, 21 juillet 1888. S. 89.4.9. Note de M. Labbé. Suivant lui, cette convention vaut comme stipulation pour autrui, la commune ayant intérêt à son exécution.

sion, l'exploitation souterraine avait tari les sources sur les propriétés riveraines. Or, le concessionnaire s'était engagé, dans cette éventualité, à indemniser les propriétaires que le tarissement de leur source pouvait léser. Il s'agissait donc de savoir si, en vertu de l'engagement rapporté, la Compagnie minière devait indemniser les propriétaires de la surface situés dans le périmètre de la concession, à raison du tarissement des sources dû à l'exploitation souterraine (1).

La Cour de Nancy (2) a répondu que les tiers indéterminés visés par cet engagement avaient le droit de s'en prévaloir, et elle a condamné la compagnie minière à des dommages-intérêts envers les ayants droit.

1. Toujours en matière de concessions minières, signalons les stipulations introduites par la loi du 29 juin 1905 en faveur des ouvriers employés à l'abatage dans les travaux souterrains des mines de charbon : durée de travail : neuf heures, réduite à huit heures et demie au bout de deux ans qui suivraient la promulgation de la loi, puis à huit heures au bout d'une nouvelle période de deux ans.

Mentionnons encore les stipulations qu'il est d'usage d'introduire depuis quelque temps au profit des localités, dans les cahiers des charges des exploitations minières, en vertu du décret de concession. Notamment on impose aux concessionnaires certains travaux de voirie intéressant les localités sur le territoire desquelles s'étendent leurs concessions. L'État ici, dans le décret de concession, stipule au profit des communes.

2. Nancy, 7 déc. 1895., *Pand.* 1898.2.241. Note de M. Génv.

En l'espèce l'engagement en question dûment constaté constituait une véritable stipulation pour autrui.

« Ou plus exactement, dit M. Géný dans une note sous l'arrêt, c'est ici l'État qui, dans le décret de concession, a stipulé pour les propriétaires futurs, indéterminés, en recevant l'engagement du concessionnaire. Et cette intervention de l'État, ajoute-t-il, qui nous place en dehors de l'application du droit commun, nous soustrait aux exigences de l'article 1121 et suffit à valider la stipulation au profit des tiers indéterminés visés à l'engagement. »

C'est aussi la manière de voir de M. Saintelette<sup>(1)</sup> qui allait jusqu'à conclure que non seulement les tiers pouvaient réclamer le bénéfice de cette stipulation, mais encore l'État lui-même, la personne publique ayant stipulé pour ses administrés, était fondé à poursuivre lui-même, l'exécution des droits particuliers réservés par lui. La jurisprudence ne l'a pas admis avec toutes ses conséquences.

La question se pose donc de savoir si, à côté de l'action qui a été reconnue d'une manière générale par la jurisprudence au profit des tiers bénéficiaires des stipulations dont nous avons parlé, il est permis d'admettre avec M. Saintelette que l'État, qu'une commune peut poursuivre elle-même l'exécution des

1. Article cité, p. 425 et ss.

clauses qui intéressent les habitants, en un mot s'il faut admettre au profit de ces personnes morales une action propre, indépendante.

A cet égard il y a une analogie (signalée par M. Génv dans la note précitée) entre la situation d'une commune et celle d'un syndicat. Or la jurisprudence (1) est arrivée à admettre depuis la loi de 1884 que les syndicats pouvaient valablement stipuler dans l'intérêt de leurs membres. C'est lorsque les syndicats agissent conformément à leur destination.

Mais en vertu de quel principe le syndicat fait-il acquérir un droit à ses membres ? Simplement en vertu de la destination que lui assigne la loi dès sa fondation, en vertu de son rôle social. Voilà pour le droit des syndiqués d'agir en justice, pour réclamer l'exécution des stipulations faites à leur profit par le syndicat.

Mais quand reconnaîtra-t-on au syndicat en personne le droit de poursuivre l'exécution des enga-

1. Dijon, 23 juillet 1891 ; Cass. civ. , 1<sup>er</sup> février 1893 ; Trib., Cholet, 12 février 1897, cités par Hubert-Valleroux dans la *Réforme sociale* du 1<sup>er</sup> septembre 1898. Le tribunal de Cholet reconnaît à un syndicat ouvrier le droit d'agir en justice pour faire respecter une convention passée avec un patron. De même la cassation belge reconnaît expressément la validité des conventions passées entre syndicats et patrons, et donne au syndicat le droit d'agir en justice.

gements qu'il a obtenus d'un patron? Sur ce point la jurisprudence a distingué suivant que l'intérêt général, collectif, professionnel était engagé ou non. Si l'intérêt particulier des syndiqués pris individuellement est seul en jeu, la jurisprudence n'autorise pas le syndicat à se substituer dans l'exercice de leurs droits, à ses adhérents bénéficiaires de la stipulation.

Tel est le sens d'un jugement du tribunal de commerce de la Seine du 4 février 1892 (1) statuant sur un conflit entre la Compagnie des omnibus et son personnel. Le préjudice causé n'atteignant pas le syndicat, il n'a pas été admis à réclamer, au nom de ses adhérents lésés, les dommages-intérêts résultant de l'inexécution par la Compagnie d'une convention collective passée entre elle et le syndicat du personnel.

La distinction posée par la jurisprudence entre l'intérêt général du syndicat et l'intérêt particulier des syndiqués n'est pas toujours aisée. A notre avis, il y a presque toujours en fait confusion entre l'intérêt du syndicat et celui des membres, ce qui peut s'expliquer par l'idée d'un mandat au sens large donné au syndicat par ses adhérents. Cette jurisprudence étroite est propre à affaiblir considérablement

1. *Gaz. Pal.*, 92.1.221 ; D. P. 1903.2.25.

le rôle et la portée des syndicats. Nous pensons qu'elle n'est pas définitive.

Pour revenir à l'hypothèse d'une commune qui a stipulé dans le sens que nous avons indiqué au profit des habitants ou du personnel employé dans une entreprise concédée, nous estimons, si la question venait à se poser quelque jour, qu'il serait difficile à la jurisprudence de refuser à la commune le droit de poursuivre en personne l'exécution des clauses insérées dans un contrat d'utilité publique, sous prétexte qu'elle n'a pas un intérêt direct à leur exécution. Nous avons fait allusion à ces hypothèses dans notre introduction.

Quand une ville par exemple, telle que la ville de Paris, a traité avec une société pour l'exploitation de l'éclairage au gaz sur les bases d'une régie intéressée (c'est le cas avec la Société nouvelle du gaz de Paris), il est impossible de nier que cette ville, personnellement intéressée aux bénéfices de l'exploitation, ait l'intérêt direct, voire même l'intérêt pécuniaire, qui justifie, en dehors de toute considération de principe, son droit d'agir personnellement contre la compagnie fermière pour obtenir l'exécution « intégrale » du cahier des charges (1).

1. Le système de la « régie intéressée », à cause de ses avantages, tend de plus en plus, en matière d'exploitation des services municipaux, à se substituer à la concession.

Bien mieux, et ceci concerne particulièrement les clauses en faveur du personnel employé dans l'exploitation, quand une ville (et c'est le cas de la ville de Paris) a fait elle-même les frais ou la plus grande partie des frais des améliorations du salaire et des conditions du travail souscrites par l'adjudicataire, l'intérêt personnel, pécuniaire, de cette ville est assez clair. Donc il n'est pas besoin d'invoquer par ailleurs l'intérêt moral pour justifier à son profit le droit de poursuivre elle-même l'exécution « intégrale » des clauses du cahier des charges et de se substituer aux intéressés.

Mais même sous le régime de la concession, il s'agit, nous l'avons vu, de véritables services publics, et à ce titre une commune ou l'État ne peuvent s'en désintéresser et les abandonner à la discrétion des entreprises privées. Ils ont au contraire le plus grand intérêt à ce que ces exploitations soient gérées de la manière la plus conforme à l'intérêt général. De là les précautions minutieuses prises dans les cahiers des charges et pour une ville ou pour l'État le droit et le devoir de surveiller l'exécution intégrale des clauses qu'elle a jugé utile d'y insérer. Le cahier des charges forme un tout, il est indivisible ; et il appartient à la puissance publique qui a contracté en tant que gardienne de l'intérêt général, d'en poursuivre l'exécution complète. C'est pourquoi on ne peut pas dire qu'en agissant elle-même elle se substitue aux

véritables intéressés. La première intéressée, c'est elle-même (1).

1. Mentionnons finalement à titre d'exemple de stipulations dans un sens large, celles qui résultent en matière de concessions de chemins de fer, de l'article 87 (loi de finances, 13 avril 1898). L'article 87 prescrit qu'à l'avenir les concessions de chemins de fer d'intérêt général, ou de tramways à marchandises, imposeront l'obligation d'étendre aux propriétaires et aux concessionnaires de l'outillage public des ports maritimes, le droit d'embranchement prévu à l'article 62 du cahier des charges.

## CHAPITRE IV

### LES ASSURANCES COLLECTIVES CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL (AVANT LA LOI DU 9 AVRIL 1898)

#### Section I. — *Avant-propos*

Avec la question des assurances collectives contre les accidents du travail, nous rentrons dans le domaine du droit privé.

Il s'agit ici des assurances collectives que souscrivaient les patrons au profit de leurs ouvriers pour se couvrir personnellement d'une manière indirecte (1) et garantir en même temps leur personnel contre les conséquences des accidents survenus dans le travail et provenant des causes fortuites et involontaires, sans que leur responsabilité fût engagée à raison d'une faute quelconque.

1. En ce sens qu'ils espéraient en assurant leurs ouvriers, que ceux-ci seraient moins portés à rechercher leur responsabilité personnelle et à invoquer contre eux l'idée de faute.

En dehors de cette assurance qui comprenait tout le personnel par eux employé (1) les patrons s'assuraient encore fréquemment contre la responsabilité civile qui pouvait leur incomber par suite des accidents éprouvés par leurs commis ou ouvriers.

Cette assurance dite « de responsabilité civile » destinée à couvrir les patrons contre les risques d'accidents dus à leur propre faute, bien qu'elle formât l'objet d'une police séparée, n'était que le complément de la police collective et ne pouvait être contractée isolément (2).

Avant d'aborder la question qui nous occupe, examinons, dans l'hypothèse où le patron n'avait pas assuré ses ouvriers, quel était le régime auquel étaient soumis les accidents industriels avant la loi du 9 avril 1898, et quelle situation était faite aux victimes de ces accidents.

Les accidents du travail étaient alors sous l'empire du droit commun, c'est-à-dire qu'ils étaient régis par les dispositions des articles 1382 et 1384 du Code civil.

L'ouvrier, victime d'un accident survenu dans le travail, ou ses ayants droit, ne pouvaient prétendre à une indemnité qu'autant que l'accident était dû, soit à la faute personnelle du patron (art. 1382), soit à

1. Bordeaux, 9 juin 1893. D. P. 94.2.161.

2. Paris, 29 décembre 1890. D. P. 91.2.320.

une faute commise par l'une des personnes dont il répond : contremaîtres, camarades d'atelier, etc. (art. 1384).

A vrai dire la jurisprudence, dans les trente dernières années qui ont précédé la loi du 9 avril 1898, s'est montrée favorable aux ouvriers quant à l'appréciation des fautes pouvant donner droit à une indemnité.

Néanmoins elle a toujours maintenu le principe que c'était à la victime à faire la preuve des ces fautes (1).

« La victime d'un accident industriel qui voulait obtenir la réparation du tort subi, devait d'abord articuler des faits « précis, pertinents et admissibles », selon les termes de la procédure, c'est-à-dire tendant à établir soit un outillage défectueux, une absence de précautions, en un mot un fait illicite quelconque qui pourra constituer une faute imputable au patron ou à ses préposés. Puis il restait à prouver la vérité des faits, soit au moyen de procès-verbaux, soit par témoins (2). »

On voit quelles difficultés de preuve rencontrait la victime d'un accident industriel pour obtenir une

1. Paris, 29 mars 1883, D. P. 84.2.89; Cass., 2 déc. 1884, D. P. 85.1.223; S. 86.1.367; Rennes, 20 mars 1893, D.P. 93. 2.526.

2. E. TARBOURIECH. *La responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes*. Paris, 1896, p. 67.

réparation pécuniaire du préjudice causé par la faute du patron. Aussi bien tous les auteurs, les tribunaux et jusqu'aux industriels eux-mêmes étaient d'accord sur ces inconvénients et reconnaissaient qu'un changement de législation s'imposait.

Bien qu'en apparence ce régime légal fût tout à l'avantage des patrons, ils ne souffraient pas moins que la classe ouvrière des inconvénients inhérents à la législation alors en vigueur. Dans un ouvrage très documenté sur les accidents du travail avant la loi de 1898, M. Tarbouriech (1) montre fort bien les défauts de la loi et les inconvénients qu'elle entraînait même au regard des industriels.

Suivant lui, ce régime légal avait d'abord aux yeux des industriels le grave défaut de fournir un aliment de plus aux haines qu'ils sentent grandir contre eux.

Ajoutons, d'après l'auteur précité, que si l'application des articles 1382 et 1384 aux accidents industriels était très défavorable à la victime, elle était également très défectueuse quant au mode de fixation des indemnités. En ce qui touche cette fixation, les tribunaux jouissaient de la plus grande latitude. « Aussi, les indemnités attribuées pour des cas semblables varient dans des proportions étonnantes, tantôt manifestement trop faibles, tantôt visiblement exagérées. »

« La responsabilité qui pèse sur les patrons est une

1. E. TARBOURIECH. *La responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes...* Paris, 1896, p. 70.

perpétuelle menace de ruine, à raison surtout de l'article 1384 qui les rend responsables, *in infinitum*, des conséquences de toutes les fautes, si faibles soient-elles, de préposés qu'il leur est impossible de surveiller d'une façon continue, et on comprend que les industriels aient applaudi aux projets qui devaient modifier leur situation. »

« Tous convenaient expressément ou tacitement que la législation actuelle doit être abrogée ou profondément modifiée (1). »

Après toute une série de projets et de propositions de loi dont l'origine remonte à une proposition de Martin Nadaud et Raspail dès 1880 (2), qui tendait à faire admettre le système « du renversement de la preuve », la théorie du « risque professionnel » qui constitue à notre sens la théorie la plus rationnelle, a fini par prévaloir.

Elle a triomphé du système du « renversement de la preuve » justement critiqué par M. Tarbouriech (p. 79 et suiv.), défenseur lui-même de la théorie du risque professionnel, et aussi du système de l'assurance obligatoire (3), qu'à l'exemple de l'Allemagne, des hommes tels que MM. de Mun, Rouvier, Peule-

1. TARBOURIECH. *Op. cit.*, p. 71 et 72.

2. Pour l'étude critique et détaillée de tous ces projets de loi, voir le même auteur, p. 84 et s.

3. M. Lambert redoutait qu'une réforme s'orientât dans ce sens, thèse citée, p. 320.

vey entre autres, n'hésitaient pas à préconiser (1).

« Mais tandis qu'en Allemagne et aussi en Italie la question des accidents du travail a été placée sur le terrain du droit public et résolue par la création d'organismes étatiques d'assurance, au contraire en France les travaux parlementaires ont pris une tout autre direction, très nettement différente de celle suivie par le législateur d'Outre-Rhin, et elle a été maintenue sur le terrain du droit privé et rattachée à la responsabilité. » (Tarb., p. 86.)

La loi du 9 avril 1898 avec ses additions successives et les lois postérieures du 30 juin 1899 et du 12 avril 1906 (2), qui n'ont fait qu'en étendre le domaine d'application, ont fondé sur le « risque professionnel » la responsabilité civile du patron.

Suivant une définition qui en a été donnée (3),

1. Réfutant les partisans de l'assurance obligatoire, M. Tarbouriech (*op. cit.*, p. 84 et suiv.) fait justement remarquer que l'assurance obligatoire contre les accidents en Allemagne et en Autriche n'est pas une institution indépendante se suffisant à elle-même. Elle fait partie d'un tout, d'une trilogie comme on dit, qui comprend les trois termes, accident, maladie, invalidité ou vieillesse. En outre elle se rattache en Autriche et en Allemagne à une organisation corporative de l'industrie, qui compte en France des partisans éminents, mais qui ne sera pas adoptée avant longtemps.

2. La première soumet au régime du risque professionnel les exploitations agricoles dans certaines conditions, la seconde les exploitations commerciales.

3. CHEYSSON. *Journal des Économistes*, 15 mars 1888, p. 429.

« le risque professionnel », « c'est le risque afférent à une profession déterminée, indépendamment de la faute du patron et des ouvriers. »

« Du moment, a dit M. Cheysson, où l'industrie moderne entraîne des risques inévitables, l'ouvrier ne peut ni ne doit les supporter, aujourd'hui moins que jamais, en présence de l'outillage moderne et des forces qui l'actionnent... L'ouvrier n'a pas le choix de ces outils, il les subit. C'est au maître qui les lui impose de subir la responsabilité des choses qu'il a sous sa garde. »

Cette théorie se résumait à l'origine en cette double proposition :

1° Les accidents du travail ne pouvant être attribués qu'à un cas de force majeure ou à un cas fortuit, doivent donner lieu à une législation spéciale, lorsqu'ils surviennent dans certaines industries présentant un caractère particulier de danger.

2° Cette législation doit créer au profit des victimes des accidents du travail un droit à indemnité.

Puis, peu à peu, la conception du risque professionnel a été étendue des accidents dus à l'outillage, aux accidents imputables à la faute légère de l'ouvrier et même à sa faute lourde.

Finalement, l'on en est venu à considérer que tout accident du travail devait peser sur le travail, sur l'industrie, devait être supporté par le patron, et imputé sur le prix de revient, au même titre que les

frais généraux, au même titre que les assurances des immeubles (1).

Nous disions (voir l'introduction) que cette notion du risque professionnel était déjà en germe dans la jurisprudence. En effet, la jurisprudence tout en rattachant la responsabilité du patron à l'article 1382, s'ingéniait à trouver à la charge du patron des prétendues fautes. On a cité le cas d'industriels condamnés pour n'avoir pas adopté l'outillage le plus perfectionné, très coûteux, malgré qu'ils employaient les machines usitées couramment dans les usines similaires.

Même des tribunaux (2) avaient posé en principe que le chef d'entreprise doit protéger les travailleurs contre leur propre imprudence, et qu'il y avait faute de sa part dans le fait de ne pas les avoir mis dans l'impossibilité de ne pas commettre l'imprudence dont ils ont été victimes.

Qu'est-ce dire sinon que si l'idée de risque professionnel n'est pas ouvertement professée dans les arrêts, la notion de faute ainsi comprise se confond presque avec celle du risque professionnel.

D'après ce qui précède, on peut comprendre pour-

1. Sur cette question avec tous les développements qu'elle comporte, v. Tarbouriech, *op. cit.*, ch. IV et V, p. 93 à 162.

2. Lyon, 26 avril 1871, S. 71. 2.156. Cass., 7 jan. 1878, S. 78.1.412. Cass., 28 août 1882, S. 85. 1.19. Amiens, 15 nov. 1883, S. 84.216.

quoi les patrons n'avaient pas attendu les réformes législatives projetées pour se couvrir contre les aléas que l'interprétation elle-même des tribunaux leur faisait courir.

Et afin d'atténuer les lourdes charges qu'une jurisprudence toujours plus large faisait peser sur leur industrie, ils assuraient leur « responsabilité civile » auprès de compagnies à primes fixes ou d'assurances mutuelles.

Ils y trouvaient un double avantage : celui de substituer à des indemnités éventuelles, impossibles à prévoir et à calculer, une prime ou une cotisation déterminée, payée à époques régulières et qu'ils pouvaient porter au compte des frais généraux.

D'autre part, ils laissaient aux compagnies d'assurances les frais et les ennuis d'un procès, l'assureur s'engageant à prendre en mains la direction de toutes les actions dirigées contre l'assuré du chef de sa responsabilité civile.

Enfin, à l'assurance de responsabilité civile se trouvait en fait toujours jointe une autre police dite « d'assurance collective », par laquelle la compagnie s'engageait à payer à l'ouvrier des indemnités déterminées, dans tous les cas où il serait victime d'accident, dû soit à un cas fortuit, soit à sa propre faute.

Ces différentes polices, collectives et de responsabilité civile, sont devenues sans objet dans les

industries assujetties à la loi du 9 avril 1898 (1).

La question des assurances collectives n'est donc plus d'actualité ; pratiquement parlant elle n'a plus aujourd'hui qu'un intérêt rétrospectif.

Mais au point de vue purement juridique, comme application possible de la stipulation pour autrui, elle a soulevé des difficultés et des controverses qui n'ont pas perdu leur intérêt.

**Section II. — *L'assurance collective contre les accidents du travail. L'action directe de l'ouvrier contre la Compagnie d'assurances. Théorie de la jurisprudence.***

Un patron a contracté une assurance collective destinée à assurer ses ouvriers contre les accidents dus à des causes fortuites et involontaires ou même à une négligence, une imprudence ou une faute de leur part. L'ouvrier était alors garanti contre les risques professionnels. C'est notre hypothèse, celle qui vise l'assurance-réparation, l'assurance du risque professionnel (2).

1. Elles ont conservé leur utilité dans les hypothèses assez rares qui demeurent régies par les principes du droit commun.

2. Les assurances collectives contre les accidents, constate M. Lambert dans sa thèse déjà citée (p. 288), datent de l'Exposition de 1878. Elles prirent la forme collective dès le début pour les raisons suivantes : les ouvriers, en général, ne s'assurent pas individuellement ; et puis les compagnies ne veulent pas avoir affaire à eux.

Le patron contractait une assurance collective, c'est-à-dire que la police était établie non sur la déclaration des noms des ouvriers, mais sur la déclaration du nombre d'ouvriers employés, « lequel nombre constituait seul l'élément du risque ».

« On fixe approximativement, dit M. Planiol (1), le nombre des ouvriers, afin que la compagnie puisse évaluer les chances d'accidents et son propre risque, mais elle ignore les individualités. La raison c'est que le contrat ne pourrait se former autrement, l'assuré étant ici représenté par une foule mobile qui se renouvelle incessamment, au fur et à mesure des embauchages. »

Ceci posé, à qui l'ouvrier bénéficiaire de l'assurance pourra-t-il réclamer l'indemnité au cas d'accident? Peut-il agir contre le patron et contre la compagnie à la fois?

En particulier, quand et comment sera-t-il possible à l'ouvrier, victime d'un accident du travail, de réclamer à la compagnie, directement, le bénéfice du contrat d'assurances souscrit à son profit par le patron? et quel intérêt présente pour lui cette action directe?

Telle est la question que nous avons à examiner.

1. Extraits des considérants du jugement du tribunal de commerce de la Seine, 2 mai 1896 (D. P. 98.2,317). Note de M. Planiol sous le jugement.

Il est évident que l'action directe contre la compagnie avait le plus grand intérêt pour la victime de l'accident, sans préjudice de son droit d'agir contre le patron. C'était au cas où son action contre le patron était inutile, par suite de l'insolvabilité de celui-ci.

Le patron étant tombé en faillite, par exemple, si l'ouvrier n'a contre la compagnie que l'action oblique de l'article 1166, il sera contraint de subir, sur les sommes réalisées, le concours des autres créanciers de l'assuré. C'est là un grave inconvénient.

Mais il y avait une véritable iniquité à ne pas lui reconnaître l'action directe, dès lors que les primes avaient été versées par le patron au moyen de retenues opérées sur le salaire de ses ouvriers, et qu'en somme l'ouvrier avait fourni par ces retenues, l'indemnité d'assurance.

D'autre part, les clauses des polices semblaient devoir exclure cette action directe, puisque les compagnies prenaient soin de stipuler qu'elles ne voulaient pas avoir affaire aux ouvriers, en même temps que, par une contradiction relevée par M. Lambert (1), l'indemnité devait être payée entre les mains de l'ouvrier à l'exclusion du patron. Le patron seul s'est engagé et la compagnie peut refuser de lui payer l'indemnité.

1. Thèse citée, p. 290.

Quel moyen de concilier ces clauses des polices avec le droit pour la victime d'un accident de réclamer directement à la compagnie l'indemnité du sinistre ?

M. Labbé (1) proposait de permettre à l'ouvrier d'exercer à son profit exclusif l'action oblique de l'article 1166. Suivant lui, le moyen d'attribuer à l'ouvrier le bénéfice exclusif de l'indemnité à l'encontre des créanciers, c'était de faire de sa créance contre la compagnie une créance privilégiée.

Pour M. Tarbouriech (2), cet engagement de l'assureur de payer directement au sinistré se concilie parfaitement, quoi qu'en ait dit la jurisprudence, avec sa prétention d'avoir le patron comme créancier direct.

« Car il ne paie pas sa dette mais la dette du souscripteur de la police. Il paie en qualité de mandataire du patron, et plaiderait au besoin sous son nom. »

« Quand je dis que l'assureur s'engage à payer directement aux sinistrés, je veux dire que c'est son devoir, mais c'est aussi son droit, et en agissant ainsi il remplit toutes ses obligations. Il faut en effet remarquer que les compagnies sont intéressées d'une

1. Note au Sirey, 86.2.49.

2. TARBOURIECH. *Des assurances contre les accidents du travail* (Thèse, Paris, 1889), § 224 à 227.

manière générale et pour le bon fonctionnement de leur industrie, à ce que les indemnités ne soient pas détournées de leur but, qui est la réparation des accidents, et parviennent bien effectivement aux victimes, et c'est pour être bien sûres de ce résultat qu'elles leur paient directement, au lieu de remettre l'argent au patron... En somme elles peuvent invoquer ces clauses... de même qu'on peut les invoquer contre elles. »

. . . . .  
Donc c'est comme mandataire du patron que la compagnie paie à l'ouvrier la somme que devrait payer le patron. Et du moment que la compagnie peut et doit même refuser de payer au patron, c'est comme si l'ouvrier exerçait à son profit exclusif l'action oblique de l'article 1166 du Code civil.

Quoi qu'il en soit, certains arrêts (avant 1885) (1) s'inclinant devant les réserves expresses des polices refusaient à l'ouvrier toute action directe contre la compagnie.

En somme, il s'agit en conférant à la victime un droit propre sur l'indemnité d'assurance qu'elle avait le plus souvent payée au moyen des retenues pratiquées sur son salaire, de soustraire cette indemnité stipulée par les polices payable à l'ouvrier lui-même,

1. Notamment : Cass., 23 juillet 1884, D. 85.1. 168 ; S. 85.1. 128 ; Rouen, 25 juillet 1881, D. 82.2.63 ; S. 82.2.112 ; Grenoble, 3 janvier 1885, S. 87.2.172.

au concours des créanciers éventuels du patron, dans le cas de la faillite de celui-ci, par exemple.

Comment lui reconnaître ce droit, sinon en disant que le patron a stipulé pour ses ouvriers, en faisant du contrat d'assurances collectives souscrit par le patron, une stipulation pour autrui (stipulation au profit de personnes indéterminées)? C'est l'opinion de M. Lambert: « Nous montrerons, dit-il, que la stipulation pour autrui constitue le seul terrain de transaction possible entre les divers intérêts qui sont ici en conflit (1). »

Nous reconnaissons avec M. Lambert que les assurances collectives telles qu'elles étaient pratiquées avant la loi de 1898, avec les diverses modalités qu'elles comportaient d'ordinaire, ne pouvaient trouver de fondement plus juridique que la stipulation pour autrui.

Nous estimons que la stipulation pour autrui pouvait constituer la justification la plus naturelle, la plus simple et la plus satisfaisante, de l'action directe que la jurisprudence a fini par reconnaître à la victime d'un accident.

C'est en effet, à dater de 1885 (2), que la jurispru-

1. LAMBERT, thèse citée, page 320.

2 Cass. c. r., 1<sup>er</sup> juillet 1885, S. 85.1.409; D. 86.1.201. Antérieurement dans le même sens: Dijon., 27 mars 1882, S. 83.2.121; D. 82.2.225; Nîmes., 24 mai 1882, S. 83.2.202; Nîmes, 13 mai 1884, S. 85.2.121. De même plus tard:

dence a admis au profit de l'ouvrier l'action directe contre la compagnie d'assurances, sans préjudice de son droit d'agir contre le patron, dans l'hypothèse la plus fréquente où l'ouvrier avait consenti à subir des retenues sur son salaire, en échange de l'assurance contractée à son profit.

Mais la jurisprudence a fondé cette action directe non sur la stipulation pour autrui, mais sur l'idée de gestion d'affaires.

Si les primes d'assurances ont été payées au moyen des retenues consenties par l'ouvrier, le patron est censé avoir géré l'affaire de ses ouvriers, et ceux-ci du fait qu'ils ont subi les retenues en question, ont ratifié l'acte du patron qui consistait à souscrire l'assurance.

C'est comme si les ouvriers avaient traité avec la compagnie par mandataire, puisque la gestion d'affaires, une fois ratifiée par le maître de l'affaire, équivaut au mandat.

« Attendu, dit l'arrêt de Paris (22 juin 1895) (1), que la police d'assurance collective souscrite par X...

Rennes, 22 mars 1887, S. 87.2.196 ; D. 88.2.224 ; Paris, 30 oct. 1885, D. 88.2.25 ; Grenoble, 12 mars 1886, S. 88.2.172 ; Dijon, 11 juill. 1890, D. P. 91.2.237.

1. Dans l'espèce l'action directe avait d'autant plus d'intérêt pour la victime, que le patron par suite du non-paiement des primes avait encouru la déchéance de la police (D. P. 96.2.44).

constitue au regard de l'ouvrier victime de l'accident... une véritable gestion d'affaires, ratifiée par l'ouvrier au moyen des retenues qu'il a consenties sur son salaire. »

Que devient avec le système de la jurisprudence la clause des polices qui exclut l'action de la victime contre la Compagnie (1) ?

Les arrêts n'en ont pas tenu compte et ont décidé que cette clause n'était pas opposable aux ouvriers.

A preuve l'arrêt de Paris 22 juin 1897 (2) qui déclare qu'en vain la Compagnie invoquerait contre l'action directe une clause contraire de la police, cette clause est nulle comme contraire à l'ordre public, puisqu'elle aboutirait à ce résultat, que par une entente entre la Compagnie et le patron seuls, l'ouvrier se trouverait privé d'un droit certain acquis par le paiement de ses primes (3).

1. C'est, constate M. Lambert, thèse citée, § 281 et s., précisément à la suite des arrêts qui ont consacré au profit de l'ouvrier l'action directe fondée sur la gestion d'affaires, que les Compagnies avaient déclaré dans leurs polices qu'elles n'entendaient créer aucun lien de droit entre elles et le bénéficiaire de l'indemnité. Qu'a fait la jurisprudence, ajoute-t-il ? Elle a passé outre.

2. Paris, 22 juin 1897, confirmant jugement du tribunal civil de la Seine, 30 juillet 1896. D. P., 98.2.94 (V. analyse de l'arrêt).

3. Voir encore Paris, 19 novembre 1897. D. P., 98.2.246. Cet arrêt fait une nouvelle application de la gestion d'affai-

La théorie de la gestion d'affaires, appliquée aux assurances collectives, a été imaginée par la jurisprudence pour justifier l'action directe au profit de l'ouvrier, et cela, surtout pour le garantir contre le risque d'insolvabilité du patron. Comme la plupart du temps les ouvriers avaient fait les frais de l'assurance contractée à leur profit, il était de toute justice que le bénéfice de l'assurance leur fût garanti, et qu'ils trouvassent à défaut du patron, insolvable, un assureur capable de satisfaire à ses engagements.

C'est dans cet esprit d'équité et pour répondre à certains griefs que les ouvriers élevaient contre les assurances contractées par les patrons, que M. Planiol avait préconisé l'idée du patron assureur de ses ouvriers (1).

res, dont il tire les conséquences au point de vue de l'étendue des obligations du patron gérant d'affaires. Il s'agissait d'un patron, qui contractant l'assurance au nom de son ouvrier, avait signé une police qui excluait précisément le risque le plus redoutable qui menaçait cet ouvrier (l'asphyxie pour un vidangeur). L'arrêt décide que le patron a commis une négligence, n'a pas apporté à la gestion d'affaires les soins d'un bon père de famille, et par conséquent a commis aux termes de l'article 1382 une faute dont il est responsable; est passible de dommages-intérêts envers la veuve de la victime. Le condamne, etc...

1. Note de M. Planiol, sous arrêt de Rouen, 25 janvier 1892. D. P. 93.2.121. Le patron qui opère une retenue sur le salaire de ses ouvriers, pour faire face aux primes d'une assurance collective contractée par lui, prend par ce seul fait

D'après lui, sur quoi fonder l'action directe contre la Compagnie ? Sur une délégation.

Le patron n'entend pas faire les frais de l'indemnité. Il s'est assuré et demande à la Compagnie d'assurances l'indemnité ; puis, ainsi assuré à son tour, il délègue à l'ouvrier sa propre créance contre la Compagnie. La Compagnie accepte de payer ainsi, au nom du patron, ceux des ouvriers qui seront victimes d'accidents.

En fait, les Compagnies paient directement les ouvriers. Ce serait une délégation imparfaite donnant à l'ouvrier une action directe contre la Compagnie sans libérer le délégant, le patron, puisqu'il reste tenu personnellement (1).

La jurisprudence n'a pas adopté cette théorie du patron assureur. Elle avait l'avantage de faire dis-

l'engagement personnel de remettre à ceux qui seraient victimes d'accidents, les indemnités indiquées dans le règlement d'atelier... Le patron assume, vis-à-vis des Compagnies la qualité d'assureur de ses ouvriers. Il stipule pour eux, l<sup>a</sup> Compagnie ne voulant pas avoir affaire aux ouvriers, personnel changeant, instable, inconsistant. Le patron est un assureur qui se réassure contre le risque d'accidents. Les ouvriers consentant une retenue de salaire pour avoir une assurance, il est juste qu'ils trouvent un assureur, et que cet assureur soit le patron, tenu personnellement envers l'ouvrier de lui remettre l'indemnité convenue, que l'ouvrier pourra lui réclamer, à lui, sans s'inquiéter de la Compagnie.

1. M. PLANIOL. Note précitée sous arrêt de Rouen, 25 janvier 1892. D. P. 93.2.121.

paraître la contradiction existant entre les clauses des polices et l'action directe reconnue à l'ouvrier. De plus, cette conception originale offrait des grands avantages pratiques, et notamment celui de rendre légal le petit profit que les patrons tiraient, en employant les retenues prélevées sur les salaires de leurs ouvriers aussi bien pour s'assurer contre les accidents dûs à leur propre faute qu'à celle des ouvriers.

Les ouvriers reprochaient aux patrons, non sans raison parfois, de leur faire supporter les frais de leur assurance personnelle, de leur assurance-responsabilité. C'était là un procédé condamnable et que ne pouvait justifier l'idée du patron mandataire ou gérant d'affaires.

Au lieu que dans la théorie du patron assureur, le patron eût été fondé à se réassurer après avoir assuré lui-même ses ouvriers.

« Or, il lui est permis, en droit, de contracter cette réassurance pour une prime inférieure à celle qu'il reçoit de ses ouvriers.

« Le patron est d'ailleurs plus connu, il offre plus de surface, il connaît son matériel, tous avantages qui justifient cette différence entre la prime et le montant des retenues (1). »

A vrai dire l'explication de la jurisprudence n'était guère satisfaisante tant au point de vue pratique

1. Note de M. Planiol précitée sous Rouen, 25 janvier 1892.

qu'au point de vue juridique. Aussi bien les critiques ne lui ont point manqué.

a) *Critiques de la théorie de la gestion d'affaires au point de vue juridique.* — Juridiquement elle n'est pas très solide. En principe, la gestion d'affaires ne donne pas au géré une action contre le tiers qui a contracté avec le gérant. Il eût fallu, pour créer entre la Compagnie et l'ouvrier un lien de droit, que la gestion d'affaires eût été acceptée par la Compagnie d'assurances en même temps que par l'ouvrier. L'ouvrier a ratifié la gestion en consentant les retenues sur son salaire. Quant à la Compagnie, elle a connu la gestion d'affaires par le fait même que le patron a souscrit l'assurance collective, non au profit de lui-même, mais de ses ouvriers. Mais s'est-elle engagée envers l'ouvrier, a-t-elle accepté la gestion ? Bien au contraire, puisqu'elle a pris soin de spécifier dans la police qu'elle entendait ne créer aucun rapport entre elle et l'ouvrier (1).

« Il n'y a de gestion, dit M. Lambert (2), que quand le stipulant d'une part a voulu se porter gérant d'affaires

1. Note de Sarrut sous cass. c. 19 décembre 1900. D. P. 1901, 1.353. Pour cet auteur, le lien de droit entre la Compagnie et l'ouvrier résulterait d'un accord tacite, de ce que la Compagnie et l'ouvrier ont adopté la gestion d'affaires l'un et l'autre, et du fait que la Compagnie a eu connaissance de la gestion par la police.

2. Thèse citée, § 282.

fares, et d'autre part que le promettant consent à s'engager envers le maître de l'affaire, pour le cas où celui-ci ratifierait. »

Donc la gestion d'affaires explique assez mal le lien de droit qui existe entre l'ouvrier et la Compagnie.

b) *Inconvénients pratiques de l'idée de gestion d'affaires.* — En ce qui concerne les inconvénients pratiques de l'idée de gestion d'affaires appliquée à la matière avec comme conséquence l'action directe au profit de l'ouvrier, le système de la jurisprudence entraîne des frais de procédure. L'ouvrier assignant la Compagnie en même temps que le patron, conjointement avec lui, il fallait dresser double copie de toutes les pièces de procédure, et une double constitution d'avoué était nécessaire de ce fait.

Or, la Compagnie répondait des frais occasionnés par la demande de l'indemnité d'assurance formée par l'ouvrier. De plus elle s'engageait en vertu de la police à plaider sous le nom du patron, de sorte qu'elle soutenait le procès et exécutait la condamnation prononcée contre lui sans obliger le sinistré à former une nouvelle instance contre elle, à moins qu'elle n'eût à opposer au souscripteur une cause de déchéance personnelle.

Donc l'ouvrier n'eût rien gagné à la mettre en cause puisqu'elle venait d'elle-même au procès défendre les intérêts du patron et les siens.

Telles étaient les objections d'ordre pratique que

les Compagnies élevaient contre l'action directe, et M. Tarbouriech (1) fait remarquer qu'elles n'étaient pas sans valeur. D'après le même auteur avec la gestion d'affaires, on isole les uns des autres les engagements pris par la Compagnie en faveur de chacun des ouvriers, tandis que la Compagnie n'a pas assuré un ouvrier isolément, mais l'ensemble. Elle a contracté avec l'entrepreneur, lequel lui doit une somme totale de primes, calculées à raison du nombre et du salaire des ouvriers. L'équivalent de l'indemnité promise se trouve dans le total de ces primes. D'où il résulte, qu'avec la gestion d'affaires, les Compagnies ne peuvent compenser l'indemnité avec les primes.

« Par dessus tout, la théorie en question, dénature le contrat d'assurances, puisqu'elle ne veut tenir aucun compte des stipulations de la police et des conventions intervenues entre les parties. »

« La jurisprudence eût évité toutes ces difficultés, écrit M. Lambert, en qualifiant de stipulation pour autrui la clause d'attribution insérée dans l'assurance en faveur des ouvriers.

« Il y a deux contrats en présence : Par un premier contrat, constaté par le règlement d'atelier et qui est un accessoire du contrat de louage lui-même, le patron s'engage envers ses ouvriers à leur fournir la garantie d'une assurance, moyennant certaines retenues prélevées sur les salaires. »

1. Thèse citée, Paris 1889, § 207 et ss.

« Par le second, passé avec la Compagnie d'assurances, il s'engage à verser des primes, équivalentes aux retenues opérées, en échange d'une indemnité payable à ses ouvriers.

« Il n'a pas entendu contracter au nom de ses ouvriers, au nom d'un personnel changeant. Il contracte avec la Compagnie en son nom personnel. Il s'est engagé envers les ouvriers à stipuler à leur profit. C'est donc une stipulation pour autrui et non une gestion d'affaires (1). (Stipulation au profit de personnes indéterminées). »

Cette explication avait les avantages pratiques suivants, indépendamment de sa valeur juridique :

Elle répond aux objections présentées par M. Tarbouriech contre la gestion d'affaires, en ce sens :  
1° Qu'elle seule pouvait permettre à la Compagnie d'opposer à l'ouvrier qui réclame l'indemnité la compensation des primes, même afférentes aux risques courus par les autres ouvriers (2).

1. LAMBERT. thèse déjà citée, p. 309 et 310.

2. Il faut noter que l'assurance collective dans l'esprit des industriels devait avoir pour résultat de diminuer les demandes en indemnité basées sur leur propre responsabilité, en vertu de l'article 1382. Mais il arrivait fréquemment que l'ouvrier prétendait que la responsabilité du patron étant précisément engagée, il avait droit à une indemnité supérieure à celle de la police, calculée comme nous l'avons vu, d'après le nombre et les salaires des ouvriers pris dans leur ensemble. De là, une difficulté, car l'obligation pesant sur

2° Puis la Compagnie aurait pu invoquer les causes de déchéance encourues par l'assuré aux termes de la police (par exemple, le fait qu'il a cessé de payer les primes).

Elle eût laisser subsister le dernier inconvénient signalé par M. Tarbouriech : la reconnaissance d'un droit au profit de l'ouvrier contre la Compagnie compliquait la procédure et multipliait les frais. Mais elle évitait à l'ouvrier le concours des créanciers de l'assuré.

Quelques décisions isolées ont adopté la théorie de la stipulation pour autrui, entre autres, le jugement du tribunal de la Seine du 30 juillet 1896 (1).

« Attendu, dit ce jugement, que l'assurance collective contractée par..., dans l'intérêt de ses ouvriers constitue au profit de ceux-ci une stipulation pour autrui autorisée par l'article 1221 du Code civil (2). »

l'industriel de réparer les dommages causés par sa faute étant absolument illimitée, les Compagnies avaient du fixer à leurs charges une double limite, l'une pour tous les sinistres qui atteindraient l'industriel, l'autre pour chacun d'eux en particulier.

1. D. P. 1898 2.317. Note de M. Planiol sous le jugement. De même Amiens, 6 janvier 1886, et Toulouse, 9 février 1886. D. P. 86.2.61 et 171.

2. Confirmé par Paris, 22 juin 1897, D. P. 98.2.94. Mais arrêt est fondé sur la gestion d'affaires.

A citer encore un arrêt de Douai, 11 juillet 1895 (1), très intéressant, car il résout la question de savoir si les créanciers de la faillite du patron peuvent exiger le paiement de l'indemnité stipulée dans l'assurance, entre leurs mains, autrement dit, si l'indemnité fait partie du patrimoine du patron.

L'arrêt décide que l'ouvrier a un droit propre sur l'indemnité, par application de la stipulation pour autrui, et par analogie avec l'hypothèse de l'assurance-vie.

Mais en sens contraire, deux arrêts de la Cour de cassation (2), statuant à propos d'accidents survenus avant que la loi du 9 avril 1898 fût entrée en vigueur, ne font que confirmer la jurisprudence antérieure en distinguant les deux hypothèses où, soit l'ouvrier aurait à la fois une action contre la Compagnie et une autre contre le patron, soit il serait privé à la fois de ces deux actions (3).

1. D. P. 1897, 2.370. Dans l'espèce, il n'y avait pas eu de retenues sur les salaires. Mais une clause de la police indiquait que la Compagnie devait verser l'indemnité à l'ouvrier lui-même. Voir la note de Dupuich qui critique l'explication donnée par l'arrêt pour justifier le droit propre reconnu à l'ouvrier comme étant inapplicable et inutile dans l'espèce ; il était inutile d'invoquer la stipulation pour autrui, il suffisait de s'en référer aux conventions expresses arrêtées entre les parties dans la police.

2. Cass. Requêtes, 9 janvier. Cass., 15 mai 1899, D. P. 1900, 1.169, cités plus loin.

3. Cass., 5 août 1902. D. P. 1903, 1.307. Action contre le

*Au point de vue de l'action en justice accordée à l'ouvrier, distinction capitale de la jurisprudence entre deux situations : 1° Convention formelle ou tacite entre le patron et l'ouvrier ; retenues opérées sur le salaire. La jurisprudence était fixée sur la distinction à établir entre deux situations : dans la première, par une convention intervenue entre lui et l'ouvrier, le patron s'engage à procurer à ses ouvriers le bénéfice de l'assurance. Des conventions de ce genre accessoires au contrat de louage d'ouvrage sont valables et peuvent être invoquées par l'ouvrier victime d'un accident industriel.*

Même à défaut de convention formelle à cet égard, la jurisprudence permet à l'ouvrier d'actionner le patron, lorsque des retenues ont été opérées sur son salaire pour payer les primes (1).

Enfin, il en sera ainsi alors même que le patron a payé les primes de ses propres deniers sans opérer de retenues, si par un règlement d'atelier il a porté l'assurance à la connaissance des ouvriers (Nîmes, 20 mars et 2 juillet 1895, D. P. 96, 2.72 et 73) (2).

patron dans ce cas, mais pas contre la Compagnie, l'assurance ayant été contractée par le patron en son nom personnel et sans la participation de ses ouvriers.

1. Rouen, 25 janvier 1892, D. P. 93, 2.121; Paris, 4 novembre 1892, D. P. 93, 2.92.

2. Là le patron n'a pas fait subir des retenues à ses ouvriers, mais il leur a notifié l'assurance par un règlemen

Cala en vertu d'une convention non plus expresse, mais tacite, accessoire au contrat de louage.

Dans cette première hypothèse, tantôt l'ouvrier aura une double action, l'une contre le patron, l'autre contre la compagnie en vertu de la gestion d'affaires, si le patron s'est formellement engagé de procurer à l'ouvrier le bénéfice de l'assurance et s'il a opéré des retenues sur les salaires ; tantôt il n'aura pas d'action contre la compagnie si des retenues n'ont pas été prélevées sur les salaires auquel cas aucun lien de droit n'existe entre lui et la compagnie. Mais l'ouvrier aura le droit de réclamer au patron l'indemnité d'assurance, s'il résulte d'un accord tacite que le patron a fait connaître à l'ouvrier l'assurance dans le règlement d'atelier.

2° *Pas de retenues pas de convention, pas de règlement d'atelier visant l'assurance* . — Si dans une deuxième hypothèse, le patron n'a contracté aucun engagement de ce genre, s'il a fait personnellement les frais des primes d'assurances, sans la participation de ses ouvriers, et qu'aucune mention de l'assurance ne figure dans le règlement d'atelier, nous sommes dans la seconde hypothèse visée par les deux arrêts

d'atelier. Par conséquent les ouvriers n'ont pas d'action contre la Compagnie, aucun lien de droit ne s'étant formé entre celle-ci et les ouvriers, mais ils ont une action contre le patron.

de cassation auxquels nous faisons allusion (1) et réglée par l'arrêt de cassation civile du 19 décembre 1900 (2).

Auquel cas l'ouvrier étant demeuré étranger au contrat d'assurance, aucun lien de droit n'a pu se former entre l'ouvrier et le patron où l'assureur, et l'action contre le patron lui est refusée. (Cass. req. 9 jan. 1899).

Quant à la Chambre civile, elle considère l'assurance collective comme constituant une stipulation pour autrui, laquelle ne confère au bénéficiaire aucune action contre le stipulant, contre le patron. Mais elle ne s'explique pas sur les effets que ce contrat est appelé à produire dans les rapports de l'ouvrier et de l'assureur.

On peut cependant en induire que du moment que le patron agissant dans l'espèce par pure bienveillance *animo donandi*, n'avait pas l'intention de répéter sur les salaires les primes qu'il a versées à la Compagnie, la gestion d'affaires avec toutes les conséquences que les arrêts cités tiraient de cette idée, ne trouve pas d'application ici ; il en résulte que l'ouvrier n'aurait ni l'action contre le patron, ni l'action contre la compagnie.

1. Cass. Reg. 9 janv. et cass., 15 mai 1899, D. P. 1900, 1. 169.

2. Cass. civ. 19 déc. 1900, D. P. 1900, 1.353. Note de M. Sarrut

Dans ce cas aucun lien de droit n'existe entre la Compagnie et le patron d'une part, et l'ouvrier d'autre part.

Telle est l'interprétation que M. Sarrut a tirée des deux arrêts rapportés (1).

C'est dire que dans son dernier état la jurisprudence n'a jamais admis que la stipulation pour autrui, suffit dans tous les cas à justifier l'action directe de l'ouvrier contre la Compagnie. En vérité, le jugement du tribunal civil de la Seine du 30 juillet 1896 (D. P. 98, 2, 316) a été le seul à adopter sans restrictions la théorie de la stipulation pour autrui.

Nous pensons avec M. Lambert (p. 320) avec M. Poncet (2) que la stipulation pour autrui s'applique à toutes les situations et n'aboutit pas à rendre une assurance collective contractée au profit des ouvriers sans utilité, tandis que le système de la jurisprudence privait dans certains cas l'ouvrier assuré de toute action contre le patron, sans lui laisser au moins l'action directe contre la Compagnie.

La théorie de la jurisprudence cadrerait seulement avec l'hypothèse où le patron en opérant des retenues avec le consentement des ouvriers, pouvait pas-

1. Note précitée sous Cass. c., 19 décembre 1900. D. P. 1901, 1.353.

2. Note sous le jugement de Grenoble, 7 avril 1892. D. P. 93, 2.265.

ser véritablement pour le gérant d'affaires de ses ouvriers.

Mais la stipulation pour autrui elle-même convenait parfaitement à ce cas, puisque le patron, en stipulant pour ses ouvriers (en contractant l'assurance), avait le plus grand intérêt à ce que la Compagnie indemnise l'ouvrier ; l'intérêt du patron validait la stipulation qu'il avait faite au profit de ses ouvriers et justifiait l'action indirecte accordée à la victime.

Bien plus ; en supposant absentes les deux conditions prévues par la jurisprudence pour l'exercice de l'action directe (à savoir, des retenues sur les salaires et des engagements exprès ou tacites du patron rentrant dans le contrat de louage) le patron a-t-il fait une stipulation valable en ce cas ?

Nous supposons que le patron a payé de ses deniers les primes, et n'a pris envers ses ouvriers aucun engagement exprès ou tacite de les assurer de sorte que le fait de l'assurance reste ignoré des ouvriers ; en pareil cas le patron a-t-il intérêt à ce que la Compagnie indemnise un de ses ouvriers victime de l'accident ? Et cet intérêt suffit-il à valider la stipulation ?

Oui, répondons-nous avec M. Poncet (1) d'abord si sa responsabilité est engagée dans l'accident, s'il

1. Note précitée sous jugement de Grenoble, 7 avril 1892, D. P. 93, 2, 265.

y a faute de sa part. Car il est exposé au recours de son ouvrier, et la somme que la Compagnie versera à la victime viendra s'imputer sur celle qu'il pourrait être obligé de payer lui-même.

Il a donc un intérêt pécuniaire à la stipulation d'assurance, et celle ci se trouve validée en vertu de l'article 1121. D'où l'action directe au profit de l'ouvrier contre la Compagnie.

Puis dans l'hypothèse même où la responsabilité du patron ne serait pas engagée, l'intérêt du patron est suffisant à valider la stipulation qu'il a faite, puisque cette stipulation, par analogie avec l'hypothèse de l'assurance sur la vie, est la contre-partie des primes versées par le patron.

Nous concluons avec la majorité des auteurs, qu'il est regrettable que la jurisprudence n'ait pas fait sienne la théorie de la stipulation pour autrui, ou bien encore la théorie du patron assureur, qui consacrait d'une manière formelle la responsabilité du patron, dès lors qu'il avait assuré ses ouvriers.

Ceux-ci étaient toujours sûrs avec ce système, de trouver un assureur responsable qui ne pût se dérober derrière les clauses d'une police, d'une convention à laquelle l'ouvrier demeurait étranger.

*Conséquences au regard des ouvriers des déchéances encourues par le patron.* — Nous aurons terminé avec cette question, quand nous aurons dit quelques mots au sujet des déchéances encourues par les pa-

trons et de leurs conséquences au regard des ouvriers dans leurs rapports avec la Compagnie d'assurances et avec le patron. Cela revient à discuter l'étendue des obligations du patron, vis-à-vis des ouvriers qu'il avait assurés, en sa qualité de gérant d'affaires.

Nous restons dans l'hypothèse où l'ouvrier a contribué au paiement des primes. La jurisprudence, on l'a vu, donne en ce cas à l'ouvrier le droit de réclamer au patron l'indemnité stipulée au contrat d'assurances. Il s'agit de savoir jusqu'à quel point le patron se trouve obligé. Notamment le patron peut-il opposer à l'ouvrier la déchéance qu'il aurait encourue aux termes de sa police, les fins de non recevoir que la Compagnie pourrait lui opposer à lui-même, pour le cas où il exercerait contre la Compagnie un recours ? Le patron est-il tenu de payer l'indemnité d'assurances dans tous les cas, même s'il n'avait pas de recours utile contre la Compagnie, par suite de nullité ou de déchéance de sa police ?

Sur ce point, la jurisprudence a fait une distinction, selon qu'il y a ou non faute personnelle du patron.

Celui-ci, en contractant l'assurance, s'est engagé à gérer l'affaire de l'ouvrier. Conformément au droit commun sur la gestion d'affaires (art. 1374 et suiv), il est tenu de gérer en bon père de famille et doit répondre de sa faute personnelle. Par exemple, il a traité avec une compagnie insolvable, ou il a oublié de comprendre dans la police, précisément le risque

le plus redoutable et le plus fréquent dans sa profession (1) etc.

Mais le patron s'est seulement engagé à gérer l'affaire de l'ouvrier, et en dehors de toute faute personnelle commise dans sa gestion, il est dégagé de toute obligation du fait qu'il a transmis à l'ouvrier le bénéfice de l'assurance. Il peut alors lui opposer les exceptions de non recevoir, les déchéances que la Compagnie peut faire valoir contre lui.

Telle est la solution de l'arrêt de la Chambre civile du 19 décembre 1900 (2).

Tous les arrêts n'ont pas admis cette distinction ; notamment l'arrêt de Rouen du 25 janvier 1892 a décidé qu'aucune déchéance ne saurait être opposée par le patron à ses ouvriers, comme une cause extinctive de sa propre obligation (3).

Donc dans tous les cas, que la déchéance ait été encourue par la faute du patron ou non, celui-ci est tenu de payer l'indemnité à l'ouvrier.

L'extension ainsi donnée par l'arrêt aux obligations du patron en tant que gérant d'affaires de ses

1. Il y a une application de cette idée « la responsabilité du patron sanctionnée par des dommages-intérêts, » V. Paris, 19 novembre 1897. D.P. 98, 2.246.

2. Cass. civ 19 décembre 1900. D.P. 1901, 1.353. Note de M. Sarrut.

3. Rouen, 25 Jan. 1892. D.P. 93, 2.121. Note de M. Planiol.

ouvriers, revient à faire du patron l'assureur de ses ouvriers.

Et M. Planiol ne pouvait qu'approuver cette solution, comme étant conforme à sa propre conception du rôle du patron.

Mais la jurisprudence n'a pas adopté cette conception, ou tout au moins, M. Planiol l'a fait remarquer lui-même, elle n'a pas osé admettre cette théorie jusqu'à ses dernières conséquences ni pousser la logique du système jusqu'au bout. C'est parfaitement explicable, les cours et les tribunaux ne voient que des espèces et ne prennent que des décisions d'espèce.

Dans le même sens que l'arrêt de Rouen, signalons l'arrêt de Lyon du 3 août 1899 (1), qui déclare que la clause d'une police aux termes de laquelle les demandes d'indemnité doivent être formées sous peine de déchéance dans le délai d'un an, n'est pas opposable à l'ouvrier qui a été assuré par son patron moyennant retenues sur son salaire, alors qu'en fait cette clause de déchéance ne figure pas dans l'affiche placardée à l'atelier.

Et il ajoute qu'en tout cas, le patron gérant d'affaires, ne peut opposer à l'ouvrier cette clause.

Des contradictions de la jurisprudence, il se dégage pourtant que la théorie de la gestion d'affaires l'a finalement emporté par le nombre des arrêts et des jugements qui l'ont adoptée.

1. Lyon, 3 août 1899, D. P. 1900, 2.157.

La théorie de la stipulation pour autrui a eu surtout des partisans dans la doctrine.

La loi du 9 avril 1898 en mettant le risque professionnel à la charge du patron, a fait cesser ces controverses et réconcilié partisans et adversaires de tel ou tel système qui appartient désormais à l'histoire du droit.

## CHAPITRE V

### LE CONTRAT COLLECTIF DE TRAVAIL

**Avant-propos.** — Comme avant-propos à cette étude juridique du contrat collectif de travail, nous nous demanderons ce qu'il est en fait, et ce qu'il pourrait être, quelle conception il est permis d'en avoir, par ce qu'il est déjà ailleurs qu'en France.

Il constitue plutôt une nouveauté dans l'ordre des phénomènes juridiques. La pratique, du moins en France, en commence à peine. Aussi est-il, naturel qu'en dehors des économistes qui s'en sont beaucoup occupés, les juristes et les tribunaux ne soient pas d'accord sur sa nature juridique, les effets qu'il comporte, la destination qu'on peut lui assigner. Car il s'agit là d'une institution naissante que l'on peut saisir en ce moment en pleine évolution, d'une convention qui n'a rien d'achevé, dont la physionomie n'est pas encore formée pour ainsi dire, et se dessine peu à peu.

Et il faut pour que le contrat collectif devienne une

réalité juridique complète, tout un ensemble de conditions préalables qui, réalisées ailleurs, expliquent le développement qu'il a reçu dans la pratique. Ici, il s'introduit à peine, ses progrès sont lents.

Dans d'autres pays, au contraire, il est devenu le mode presque normal de réglementation des rapports entre le capital et le travail ; il constitue un phénomène courant de la vie économique et sociale.

D'où vient qu'en Angleterre, en Allemagne (1) et aux États-Unis que les économistes citent toujours comme exemple et proposent comme modèle à cet égard, le contrat collectif ait atteint un développement inconnu ailleurs, et qu'il est parvenu presque à sa forme définitive ?

Cela tient à la forte organisation ouvrière et patronale dans ces trois pays, constatée à l'envi par tous les économistes.

Quant à cette aptitude à se grouper, à s'organiser dans des trade's-unions ou des syndicats, qui distingue les ouvriers et les industriels de ces pays, elle est peut-être plus difficile à expliquer.

Qu'il nous suffise de constater que le contrat collectif revêt dans ces pays le caractère d'accords durables, ayant une étendue beaucoup plus considérable

1. L'Allemagne peut enregistrer actuellement de 3 à 4.000 contrats collectifs de travail, qui intéressent uniquement la petite industrie (M. Jay, *Rev. d'Écon. Polit.*, 1907, page 576).

qu'ailleurs, en ce sens qu'ils tendent à régler les conditions du contrat de travail non seulement entre quelques employeurs et quelques employés, d'une entreprise isolée, mais entre tous les employeurs et employés d'une région, et même d'une profession déterminées.

Grâce à une discipline, à un sens pratique qui ne perd pas de vue les réalités et qui vise d'abord les améliorations immédiates, tangibles, les trad's-unions anglaises et américaines, les syndicats ouvriers d'Allemagne, ont su se servir de leurs organisations, pour obtenir du patronat, non moins puissamment associé, une véritable « réglementation contractuelle » des conditions du travail, telle qu'un partisan convaincu de l'organisation du travail, M. Jay, par exemple, peut la souhaiter.

Ainsi élargie, la conception du contrat collectif, revient à faire de celui-ci une réglementation préventive des conditions du travail, destinée autant à mettre fin aux conflits entre patrons et ouvriers, qu'à prévenir les conflits éventuels, à empêcher autant que possible le recours à la grève.

Jusqu'au moment où la convention en vigueur ne sera pas dénoncée (et les formes et délais de cette dénonciation sont prévus d'ordinaire et, en même temps que tous les détails accessoires de la convention), une telle « réglementation contractuelle » a toutes les chances d'être respectée de part et d'autre et de

n'être pas défaite du jour au lendemain par un caprice de l'une ou l'autre des parties contractantes.

La solidité de la convention est assurée et garantie en quelque sorte, par le fait même du soin qu'on a apporté à sa confection et des précautions minutieuses qui ont été prises d'un commun accord pour éviter cet accident. Il faut que les conditions des marchés, sur lesquels les délégués des trade's-unions anglaises et américaines sont renseignés, aient changé et que l'état de l'industrie impose des modifications en conséquence, pour que les parties réclament une convention additionnelle ou songent à supprimer la convention primitive pour lui en substituer une autre.

Tel est le contrat collectif arrivé à une forme supérieure, à la forme presque idéale que dans les pays de forte organisation économique, les unions professionnelles ont fini par lui trouver, grâce à cette organisation elle-même (1).

En France, à cause de l'inorganisation de la classe ouvrière et peut-être de l'inaptitude des industriels à se concerter, à s'entendre sur les conditions com-

1. Ce qui montre bien en Angleterre la valeur qui est reconnue au contrat collectif, c'est ce fait que les administrations publiques, les municipalités en tiennent souvent compte dans les travaux qu'elles font exécuter. Ce qui a fait dire à M. Jay (article cité p. 565) que le contrat collectif est sur les confins du droit public et du droit privé.

munes à faire aux employés, le contrat collectif n'est encore qu'une institution d'un caractère exceptionnel. Et là où il existe, il n'intervient le plus souvent qu'à la suite d'une grève, d'un conflit plus ou moins prolongé. Et il constitue la plupart du temps une sorte de trêve momentanée, jusqu'à la reprise prochaine des hostilités. Il a le caractère d'un accord provisoire, qui se borne à régler par voie transactionnelle les points essentiels du différend, quitte à reprendre la question sitôt que reparaîtront les anciennes causes qui ont amené le conflit. Ce n'est pas un contrat régulier, capable de fournir la solution des difficultés qui s'élèvent, et moins encore de contenir celle des différends à venir. L'accord en question a été imposé aux patrons, parfois même aux ouvriers, malgré ceux-ci, par un comité de grève reflétant plus ou moins fidèlement les volontés des intéressés. Bientôt de nouveau la grève éclate et tout est à recommencer. Du côté ouvrier (sauf quelques exemples de syndicats organisés qu'on puisse citer) défaut de cohésion, de discipline et de méthode dans l'organisation, quand il en existe une, ou absence totale d'union sur le terrain professionnel. A part un petit nombre de syndicats, qui à l'exemple de leurs voisins d'outre-Manche, font preuve d'un sens pratique réel, les syndicats ouvriers français représentent le plus souvent non les sentiments et les intérêts véritables de la corporation, mais ils sont des groupements con-

duits par des meneurs qui poursuivent dans le syndicat et par le syndicat une action politique. La grande masse des ouvriers réguliers reste en dehors de cette « coalition combative et désordonnée » (1).

En un mot, les syndicats professionnels tels que le législateur de 1884 les avait idéalement conçus, n'existent qu'à l'état d'exception. Tous les économistes le déplorent. On peut s'étonner que depuis vingt-cinq ans que la liberté syndicale a été accordée, le progrès des syndicats ait été si lent, et que la conception du syndicat soit demeurée en France, celle d'une coalition ayant exclusivement pour moyen et pour but la guerre industrielle, la grève. Car dans l'esprit des meneurs, les grèves sont comme des essais de mobilisation partielle, des répétitions préparatoires, en vue de la grande grève générale expriatrice.

Telle est à n'en pas douter, la conception syndicaliste qui appartient à un grand nombre d'organisations en France. Les syndicats ouvriers, n'ont pas répondu, d'une manière générale, à l'attente du législateur de 1884. Ils ne constituent pas la représentation effective des intérêts des travailleurs, et leurs adhérents sont l'infime minorité.

A part de grandes organisations qu'on peut citer,

1. Beaucoup de syndicats comptent à peine 2, 3 % de la corporation qu'ils prétendent représenter.

les chemins de fer, les mines, les typographes, le bâtiment (sans oublier les syndicats de fonctionnaires, et d'employés des administrations publiques, baptisés du nom d'associations, d'unions amicales sous les auspices de la loi de 1901), les autres n'ont aucune efficacité au point de vue économique.

Ils font de l'agitation, menés par des comités plus ou moins invisibles, sans agir dans le sens d'une action méthodique sur le terrain des intérêts professionnels.

Faut-il s'étonner que le patronat répugne à contracter avec des syndicats de ce genre et que l'idée du contrat collectif ne progresse que très lentement en France?

Ces considérations de fait, ce coup d'œil jeté sur l'état général de l'organisation syndicale en France tel qu'il nous est donné de le voir encore, ne sont pas inutiles pour faire comprendre plus loin les hésitations de la jurisprudence à donner une sanction pleinement efficace au contrat collectif. La situation des syndicats en France, sans ressources ou presque en hommes et en argent, dépourvus de tout patrimoine, n'inspire pas confiance aux tribunaux pas plus qu'aux organisations patronales (1).

1. M. Bureau a très bien montré à propos des grèves d'Elbeuf de 1900, les conséquences du manque d'organisation souvent constaté tant du côté patronal que du côté ouvrier. Faute de cette organisation qui existe ailleurs, la

Mais avant d'aborder la nature juridique du contrat collectif et les controverses que cette question a soulevées, examinons quelle est sa définition et quel est en fait son contenu.

**Section I. — Définition et analyse du contrat collectif d'après son objet. — Son contenu en fait.**

On a souvent fait observer que l'expression « contrat collectif » appliquée aux conventions d'un caractère général relatives au travail, était plutôt impropre. Le contrat collectif de travail n'est pas, en effet, un « contrat de travail » au sens véritable du mot. Suivant M. Jay (1), c'est une entente, un traité de paix destiné à prévenir un conflit, ou à y mettre fin.

Un auteur allemand, M. Lottmar (2), a écrit que le convention qui met fin à une grève ne lie que les contractants: « L'employeur s'engage à payer aux ouvriers actuellement en grève, s'il les emploie, un salaire de... pour un travail de... Mais qui ne voit que cette clause est enfantine si elle n'est suivie de cette autre: « Et le dit employeur s'engage à ne pas embaucher d'autres ouvriers à un moindre tarif, toutes les fois que cet embauchage préjudicierait aux parties actuellement contractantes. » Or, cette clause les grévistes français sont absolument incapables de l'imposer aux patrons et surtout d'en assurer le respect. » (Paul Bureau, *Le contrat de travail. Le rôle des syndicats professionnels*, p. 72.)

1. JAY. *Revue d'économie politique*, 1907.

2. Cité par M. Jay dans l'article précité de 1907, p. 563.

contrat collectif de travail ne déterminait pas d'ordinaire, si des contrats de travail devaient être plus tard formés, mais comment ces contrats de travail devaient être formés, s'il s'en formait.

C'est dire que s'il vise à assurer la continuation ou la reprise du travail, le contrat collectif n'obligera aucun patron, aucun ouvrier à s'engager dans les liens d'un contrat individuel de travail.

Le contrat collectif indique d'une manière préalable, à quelles conditions devront satisfaire les contrats de travail proprement dits qui interviendront par la suite entre les parties contractantes que vise la convention. Si les ouvriers et les patrons ainsi engagés continuent à travailler ou à faire travailler, ils ne pourront le faire qu'aux conditions stipulées.

Telle est l'interprétation qu'en donne le projet de loi déposé par le gouvernement à la Chambre des députés le 2 juillet 1906 (1). L'exposé des motifs de ce projet explique que les « conventions collectives » ayant trait au travail, *ne constituent pas un contrat de travail*, mais déterminent les *conditions générales* auxquelles devront satisfaire tant les contrats individuels de travail que les contrats « dits d'équipe » passés entre employeurs et employés parties à la convention. Le projet de loi a évité précisément l'ex-

1. Dans son titre II. Dans le titre 1<sup>er</sup> le projet s'occupe du contrat individuel et du contrat d'équipe.

pression de contrat collectif et adopté celle de « convention collective », afin de supprimer toute équivoque et toute confusion, soit avec le contrat de travail individuel, soit avec le contrat d'équipe. C'est à ce dernier contrat que s'appliquerait exactement l'expression de « contrat collectif. »

Dans le contrat d'équipe, le patron au lieu de traiter individuellement avec ses ouvriers pour un certain travail, traite pour un prix global, à forfait, avec un groupe d'ouvriers associés dans une équipe, ou plutôt avec leur représentant, le chef de groupe ou d'équipe. Celui-ci s'engage et stipule au nom de ses camarades. Ce mode d'organisation du travail existe dans les mines (groupe d'ouvriers associés pour l'abatage du charbon), dans l'imprimerie, où sous le nom de « commandite », plusieurs ouvriers associés s'engagent à imprimer un journal, moyennant un prix à forfait que les associés se répartissent entre eux. Le contrat d'équipe est une sorte de « marchandage collectif » dont les bénéfices au lieu d'aller à un individu, le marchandeur, ou le metteur en pages (dans l'imprimerie), vont à tous les ouvriers composant l'équipe. C'est l'équivalent, sous une forme collective, du tâcheronnat usité encore dans l'industrie du bâtiment (1). De même que le tâcheron ou le mar-

1. Et appelé à disparaître prochainement à la suite du récent contrat collectif signé entre le syndicat des entrepreneurs maçons et le syndicat ouvrier de la région parisienne.

chandeur, le groupe, l'équipe, ont passé avec l'entrepreneur un véritable contrat de travail (pour l'exécution d'un certain travail) collectif au lieu d'être individuel.

Il importe donc que les conventions collectives dont nous parlons soient différenciées des contrats de travail proprement dits, individuels ou d'équipe.

D'autant plus que les conventions collectives, en dehors des conditions relatives aux contrats de travail proprement dits, contiennent la plupart du temps tout un ensemble de dispositions qui n'ont rien à voir avec l'organisation et l'exécution du travail. On y rencontre par exemple des dispositions qui ont pour objet de liquider le conflit, celles qui visent la reprise du travail (aucun renvoi pour faits de grève) la reconnaissance du syndicat, les clauses concernant les non syndiqués qui stipulent que le patron n'emploiera que des syndiqués à l'exclusion des non-syndiqués ou de préférence à ces derniers, ou les stipulations qui ont trait à la durée de validité, aux formes de la dénonciation, du renouvellement de la convention etc.

Le contenu des conventions collectives de travail est illimité. Il s'agit pour les syndicats ouvriers (il n'importe pas moins pour les organisations patronales de le remplir), d'y introduire s'ils peuvent, toutes les clauses de garantie propres à assurer la

solidité de la convention, d'y prévoir au besoin le règlement des différends éventuels et le recours obligatoire à l'arbitrage, ou tout au moins à la conciliation devant le juge de paix ou tout autre arbitre.

Il appartient aux intéressés de faire leur propre loi, à l'exemple des puissantes organisations qui l'ont su faire ailleurs que chez nous. C'est à ce prix, du reste, que la loi du dehors, celle du législateur aura quelque chance de recevoir son application dans la pratique. Consacrer définitivement des habitudes, des coutumes librement prises, tel est l'objet de la loi en matière sociale. Il lui faut pour se répandre et s'imposer l'appui des mœurs; les mœurs ici, ce sont les habitudes d'organisation sur le terrain professionnel. L'organisation professionnelle méthodique, réfléchie, telle est la condition première de toute convention collective sérieuse et durable.

Il ne suffira pas, par exemple, qu'un syndicat ouvrier dans le contrat collectif qu'il a passé avec un patron, vise à imposer les conditions stipulées à des employeurs ou à des employés étrangers à la convention, pour que cette extension de la convention soit un fait positif; encore faut-il qu'il soit assez fort, moralement parlant, pour l'imposer en fait et obliger un employé syndiqué et comme tel lié par le contrat collectif, à refuser chez un employeur des conditions différentes de celles qui ont été convenues dans la convention collective. Il faut d'autre part, qu'il puisse

faire admettre à un employeur lié par la convention, qu'il ne fera travailler aucun employé à d'autres conditions que celles qui ont été stipulées.

Pour que la convention collective puisse acquérir « ce caractère large et objectif », il importe d'abord que l'organisation ouvrière manifeste une force réelle, qu'elle inspire confiance. Or, nous verrons plus loin à propos des effets du contrat collectif et des sanctions qu'il comporte, que les dérogations individuelles, les contraventions à la convention collective ne sont pas sanctionnées. Qu'est-ce dire, sinon que les hésitations de la jurisprudence à admettre une sanction efficace, viennent du peu de crédit dont jouissent actuellement les conventions collectives passées par les syndicats ? On ne leur fait pas encore confiance entière et sans réserve. L'avenir du contrat collectif est lié à une organisation syndicale rationnelle.

Quoi qu'il en soit, le contrat collectif tend à obliger même les personnes qui n'ont pas été parties contractantes ; un syndicat, un comité de grève, stipulent généralement pour tous les ouvriers d'une région déterminée, tant pour les adhérents au syndicat, que pour les non syndiqués. Les bénéficiaires de la convention, ce seront tous les ouvriers de la région, même étrangers à la convention, qui en réclameront l'exécution à leur profit, qui déclareront vouloir en profiter.

Nous aurons l'occasion encore, à propos du con-

trat collectif de travail, d'appliquer les principes de la stipulation pour autrui. C'est à notre sens, la meilleure explication juridique actuelle qu'on en puisse donner, celle qui convient le mieux à l'état présent où nous voyons cette institution, dans sa forme transitoire. Mais examinons brièvement les essais de définition qui en ont été proposés.

## Section II. — *Nature juridique du contrat collectif.*

### *Revue des principaux systèmes proposés.*

Nous avons vu qu'il n'est pas aisé de dire ce qu'est, en fait, le contrat collectif. Son objet essentiel c'est la réglementation du contrat de travail, dans le sens d'une amélioration des conditions de ce contrat au point de vue du salaire, de la durée du travail.

Autour de ce « noyau », suivant l'expression de M. Lottmar (1), en dehors de ces stipulations élémentaires, qui forment le fond des conventiens collectives, on peut imaginer une infinité de clauses accessoires. Le contenu du contrat collectif est variable, ainsi que l'étendue de son application. Il peut être limité à un établissement, à une ville, il peut s'étendre à une région, à toute une profession. Comme nous le disions dans notre avant-propos et comme le constate lui-même l'exposé des motifs du projet de

1. Cité par M. Jay (*Rev. d'Écon. Pol.*, 1907, p. 565).

loi de 1906, le contrat collectif n'a rien de bien achevé. Il se fait peu à peu chaque jour ; sa physionomie, ses contours sont encore indécis.

Généralement, le contrat collectif est passé par un syndicat, par un groupement professionnel plus ou moins régulier et organisé, mais il est quelquefois aussi l'œuvre d'un simple comité éphémère issu des circonstances. Parfois même ce seront les bons offices d'un personnage désintéressé, absolument étranger à la profession, qui mettront d'accord patrons et ouvriers engagés dans un conflit et réussiront à mettre sur pied un arrangement, une transaction provisoire. Cet arrangement sommaire est pourtant lui aussi une espèce de convention collective.

Quelle qualification juridique lui sera applicable, étant donné les conditions et les circonstances qui ont présidé à sa formation ? Or, en fait, les conventions collectives qui ne sont pas élaborées par des groupements professionnels véritables, mais par un comité improvisé ou un médiateur du dehors, ce genre de conventions, ces ébauches de conventions collectives ne sont pas les moins répandues.

Aussi nous estimons qu'il est difficile de faire rentrer le contrat collectif, tel qu'il nous apparaît, dans ses multiples et changeants aspects, dans une conception juridique bien connue. Tous les systèmes proposés pèchent d'une manière générale parce qu'ils ne saisissent en réalité chacun, qu'une certaine espèce

de contrat collectif dont ils prétendent faire le type unique.

Quelles sont donc les qualifications qu'on a inventées pour le contrat collectif, considéré *in abstracto* ?

Il y a le système du mandat, de la gestion d'affaires, la théorie qui fait du contrat collectif un contrat innommé, enfin le système de la stipulation pour autrui qui a toutes nos préférences.

a) **Système du mandat.** — Certains auteurs ont vu dans le contrat collectif l'exécution d'un mandat (1).

Il s'agit là, bien entendu, d'un mandat analogue au mandat politique, au mandat municipal par exemple, que des conseillers élus reçoivent de leurs électeurs, et non du mandat de l'article 1984 du Code civil.

Nous ne nous arrêterons pas aux objections faciles qu'on peut élever contre cette conception, si on la ramène à la notion purement juridique du mandat, entre autres l'absence d'une procuration, qu'il est impossible en pratique de réclamer des adhérents d'un syndicat, de l'unanimité des syndiqués.

Le mandat dont il est question pour un syndicat

1. En ce sens, Bergeron, *Le droit des syndicats d'ester en justice*, Thèse 1898, p. 98 et suiv.; Hubert-Valleroux, *Le contrat de travail*, p. 204 et suiv., et note sous Cass., 1<sup>er</sup> février 1893. *Revue des Sociétés*, 1893, p. 172; Courot, Du syndicat demandeur en justice dans l'intérêt de ses membres, Thèse 1900, p. 94.

résultera suffisamment d'une délibération de l'assemblée prise à la majorité des membres présents, majorité que les statuts auront fixée d'avance.

Dès lors qu'il existe dans la corporation intéressée un syndicat régulièrement constitué, on peut admettre qu'à l'occasion d'un conflit, des délégués désignés pour soumettre à la partie adverse des revendications précises, ont reçu des adhérents du syndicat un véritable mandat, dans le sens large du mot.

Mais encore pour pouvoir parler de mandat il faut supposer, à propos d'un contrat collectif, la réunion de certaines conditions : un vote spécial d'une assemblée des adhérents sur l'opportunité de la reprise du travail, par exemple, à telles conditions minima, au-dessous desquelles il est interdit de traiter ; la désignation des délégués chargés de soutenir les revendications dont la teneur et les termes ont été acceptés par la majorité ; une délibération en vertu de laquelle les propositions émanant de la partie adverse et qui ne cadreraient pas exactement avec les exigences de la majorité, ne pourront être acceptées avant que les délégués, expressément désignés en aient référé à l'assemblée etc. En un mot, il faut supposer une sorte de mandat impératif et un contrôle effectif des électeurs sur les élus, des mandants sur les mandataires.

Les choses se passent ainsi quelquefois quand on a affaire à un syndicat organisé, discipliné, à un

type achevé de syndicat. Mais peut-on soutenir qu'en vertu de la loi qui a présidé à sa fondation, le syndicat a toujours une sorte de procuration générale, qu'il est revêtu d'un mandat légal qui l'habilite à soutenir en toutes circonstances les intérêts professionnels de la corporation qu'il représente?

Un mandat légal ne pourrait se soutenir que si le syndicat en question groupait réellement tous les éléments de la corporation, s'il était le représentant effectif de l'unanimité de ses membres. C'est là une conception idéale du syndicat qui ne ressemble aucunement à la réalité, et qui est impossible à réaliser, sinon par le syndicat obligatoire.

Il faut donc laisser de côté l'idée de mandat légal et même d'un mandat conventionnel, d'un mandat *ad hoc*, dans l'hypothèse fréquente où il s'agit non plus d'un syndicat organisé qui traite, mais d'un comité éphémère issu des circonstances et composé de meneurs qui prétendent agir au nom et pour le compte de la foule des ouvriers. A supposer qu'un pareil comité « sans mandat », parvienne à arracher à la partie adverse la signature d'une convention, on peut parler dans une semblable hypothèse de gestion d'affaires ou de stipulation pour autrui, mais non de mandat.

A plus forte raison, ne peut-on pas soutenir qu'un

syndicat a reçu un mandat de ceux qui ne sont pas syndiqués, qui sont étrangers au syndicat. Il est possible que ceux-ci (et en fait, souvent ils sont le grand nombre) adhèrent expressément ou tacitement aux conditions de travail stipulées dans la convention collective parce qu'elle est avantageuse ; ils refuseront, par exemple, de travailler aux conditions anciennes et exigeront le bénéfice des nouvelles conventions. Cela se passe fréquemment ainsi à la suite de grèves. Les trade's-unions anglaises remarquaient souvent qu'à la suite d'une victoire syndicale, le syndicat recevait tout à coup l'appoint d'un certain nombre d'ouvriers jusqu'alors demeurés à l'écart de l'organisation et qui entendaient profiter des avantages conquis par le syndicat. Auquel cas, on peut dire que l'organisation contractante avait stipulé au profit de ces étrangers et qu'à l'égard de ces derniers, qui réclament le bénéfice d'un contrat auquel ils n'ont pas participé, il y a de la part du syndicat stipulation pour autrui.

Au sein même du syndicat, on peut voir dans les membres de la minorité opposante (s'il y en a une qui est demeurée en dehors du mandat que la majorité a consenti, les bénéficiaires d'une stipulation pour autrui.

On le voit donc, l'idée de mandat s'applique à un type idéal de contrat collectif, plutôt qu'à une forme concrète, déterminée de ce contrat,

En un mot, c'est une manière trop systématique d'expliquer le contrat collectif.

b) **Système de la gestion d'affaires.** — Nous adresserons le même reproche à l'idée de gestion d'affaires, envisagée comme explication du contrat collectif. Elle est incomplète, inexacte, parce que trop systématique.

Nous pensons plutôt, qu'une situation peut se rencontrer d'où cette explication n'est pas exclue. C'est, par exemple, dans l'hypothèse suivante qui s'est déjà rencontrée. Des ouvriers étrangers à toute idée nette d'organisation syndicale se sont mis en grève sous l'empire de mécontentements encore vagues et de suggestions venues du dehors. Inorganisés, ils ne trouvent pas chez eux les éléments capables de soutenir leurs revendications et les faire tenir dans une convention qu'il s'agit d'obtenir d'un groupement patronal bien organisé.

Un tiers ou des intermédiaires, étrangers à leur corporation, s'entremettent entre eux et leurs patrons, et munis d'une procuration tacite, se chargent d'être leurs porte-paroles officiels. Parvenus à faire accepter des patrons eux-mêmes leur médiation, ils finissent par arracher aux employeurs un engagement qui consacre au profit des employés certains avantages. Toutes les discussions préliminaires, se sont passées hors de la présence des intéressés. Il s'agit maintenant de faire ratifier par les employés l'accord

transactionnel sorti de là. Ils lui donnent leur adhésion et signent la convention (1).

Ne peut-on pas, dans ce fait de l'intervention spontanée d'un tiers aussi désintéressé du débat qu'étranger aux intérêts de la corporation, voir une gestion d'affaires que les intéressés l'ont continuée, et dont ils se sont appropriés les résultats par la ratification, l'approbation finales qu'ils lui ont donnée ?

Il est vrai que les employés dans l'espèce n'ignoraient pas d'une manière absolue ce que l'on faisait pour eux. Or, dans une gestion d'affaires, au sens du Code civil, le maître ignore l'opération accomplie par le *negotiorum gestor*. Autrement la gestion d'affaires dégénère en mandat tacite.

Ces objections atteignent en effet la conception qui ramène le contrat collectif *in abstracto* à une gestion d'affaires. Mais la situation particulière examinée plus haut y échappe en grande partie. L'idée de gestion d'affaires est soutenable en pareil cas, à condition, toutefois de ne pas pousser jusqu'au bout l'analogie (2).

1. C'est un peu ce qui s'est passé lors de la grève des lads des Maisons-Laffite. Il y a dans cet épisode des conflits du travail, un certain M. Craissac, qui semble avoir joué le rôle d'un gérant d'affaires.

2. L'idée de stipulation pour autrui est encore parfaitement applicable à cette situation, et s'y adapte encore mieux que la gestion d'affaires.

Une autre objection, sérieuse, s'opposerait à cette conception. Les adversaires de la gestion d'affaires ont fait remarquer que la gestion d'affaires comme le mandat, du reste, implique essentiellement, aux termes de l'article 1373 du Code civil, la responsabilité du gérant en cas de faute.

Or il serait difficile, croyons-nous, de faire admettre soit la responsabilité d'un syndicat, s'il y a lieu d'appliquer l'idée de mandat, soit celle des intermédiaires officieux dans l'hypothèse vraisemblable de gestion d'affaires, sous prétexte que leur intervention a eu des résultats plus ou moins avantageux pour les représentés.

A cela, l'auteur d'une thèse récente, M. Nast, répond que : « pour engager sa responsabilité, il faudra que le syndicat (ajoutons le gérant) soit en faute. Ce sera à ses membres à la prouver. Or, s'il n'a pu obtenir des conditions de travail plus favorables, en fait, ce sera rarement par sa faute. Mais, ajoute-t-il, à supposer que faute il y ait, pourquoi ne pas admettre la responsabilité du syndicat ? Chacun ne doit-il pas répondre du préjudice qu'il cause à autrui (1) » ?

Voilà, nous semble-t-il, une extension abusive de l'article 1382 du Code civil. On ne comprendrait pas

1. Nast, *Des conventions collectives relatives à l'organisation du travail*, Paris 1907, p. 127.

qu'en l'espèce la responsabilité intervient en dehors des cas prévus pour la gestion d'affaires et le mandat.

La grosse objection que soulèvent les deux théories que nous venons d'exposer, en dehors des objections de principe que nous y avons faites, vient surtout des inconvénients pratiques qu'elles entraînent. En supprimant de l'opération le représentant, puisque dans le mandat, dans la gestion d'affaires, la personne du représentant s'efface, elle ôte au contrat collectif toute sa validité, toute sa sanction. Elles ont le grave inconvénient de ne pouvoir justifier l'action propre du syndicat pour obtenir l'exécution du contrat collectif ; or cette action propre du syndicat se fonde sur ce fait que le syndicat a été réellement partie au contrat, et sur l'intérêt personnel qu'il a à son exécution.

Nous arrivons à la théorie de la stipulation pour autrui, qui constitue suivant nous, l'explication actuelle la plus satisfaisante du contrat collectif.

c) **Théorie de la stipulation pour autrui.** — Le mérite de cette théorie est qu'elle s'adapte le mieux aux diverses situations dans lesquelles peut se présenter le contrat collectif de travail. En effet, il n'est pas une hypothèse parmi celles examinées déjà à propos de la théorie du mandat et de la gestion d'affaires, où ne se retrouvent les éléments essentiels de la stipulation pour autrui.

La convention collective met en présence le patron

qui s'engage à accorder à ses ouvriers tels ou tels avantages et le syndicat qui stipule pour ses adhérents sans que la plupart du temps il soit question d'une procuration spéciale et préalable, au sens véritable du mot. La constitution, la forme présentement connue des syndicats exclut l'idée d'un mandat précis. Puis extérieurement aux rapports entre le patron et le syndicat, la collectivité ouvrière, organisée ou non, dans toute son indétermination, joue le rôle de tiers bénéficiaire.

L'indétermination des bénéficiaires actuels et futurs n'est pas, nous l'avons vu, un obstacle à la validité de la stipulation. La jurisprudence sur ce point n'a eu qu'à étendre au contrat collectif l'application très large de l'article 1121 du Code civil qu'elle avait déjà faite aux bénéficiaires des assurances collectives, des habitants d'une commune et des ouvriers en matière de contrats d'utilité publique. Elle a trouvé des appuis dans les précédents, dans la tradition.

Un obstacle pourrait surgir d'un autre côté. Étant donné que les tiers bénéficiaires sont demeurés étrangers à la convention passée à leur profit, le promettant ne consentira à s'obliger que si le stipulant s'oblige lui-même ou tout au moins si la stipulation qu'il fait au profit des tiers est liée à une stipulation qu'il fait pour lui-même, autrement dit, s'il a un intérêt propre à la convention.

Quel est l'intérêt que le syndicat peut trouver à l'exécution du contrat collectif ?

Nous croyons qu'il est possible de découvrir cet intérêt sur lequel repose la validité du contrat collectif et se fonde, à côté de l'action reconnue aux tiers bénéficiaires pour en réclamer l'exécution, l'action propre du syndicat dans le même but.

A cet égard, M. Raynaud (1), un des partisans de la stipulation pour autrui, prétend que le syndicat, tout en stipulant au profit de la masse, a lui-même fait une promesse au patron cocontractant, celle de « faire son possible » pour que le travail soit repris ou continué aux conditions établies.

« Dans le complexe rapport de droit qui s'établit, dit-il, entre le syndicat, les ouvriers et le patron par le contrat collectif, n'avons-nous pas tous les éléments de la stipulation pour autrui, au sens large, telle qu'elle est admise par la jurisprudence ?

« Il y a ici d'une part, les tiers, les ouvriers au profit desquels le syndicat stipule telles conditions de travail qu'il peut obtenir ; il y a là de plus la condition nécessaire à la validité de cette stipulation, la promesse faite par le syndicat au patron, non pas de fournir les ouvriers, ni de faire le travail, mais de « faire son possible » pour que le travail soit repris ou continué aux conditions agréées. »

1. Le contrat collectif de travail, Thèse Paris, 1901, p. 277.

Si ingénieuse que soit cette explication, elle est évidemment trop éloignée de la réalité, et son obligation de « faire son possible » ne signifie absolument rien au point de vue juridique.

« Une telle promesse, a dit justement M. Moissenet (1), n'est rien, elle est l'ombre d'un engagement.

« Il serait au moins nécessaire, ajoute-t-il, pour que l'on pût parler de promesse obligatoire pour le syndicat, que celle-ci fût l'équivalent d'une clause de porte-fort. Mais elle ne l'est pas. »

Suivant nous, la stipulation contenue dans le contrat collectif est valable parce qu'elle est liée à une stipulation que le syndicat fait pour lui-même. Quand un syndicat réussit à passer un contrat collectif avec une association patronale, c'est qu'il représente aux yeux de son cocontractant l'intérêt professionnel sinon de la corporation entière, du moins d'une majorité imposante des membres de la dite corporation.

C'est que le syndicat révèle une puissance réelle, et c'est d'ailleurs, seulement à ce prix qu'un patron consentira à traiter sur les bases d'un accord où les règlements du travail seront déterminés sous la garantie morale et réciproque des contractants. Il y a bien, il est vrai, des cas où le contrat collectif n'est

1. Moissenet, Les contrats collectifs en matière de conditions du travail. Thèse Dijon, 1903, p. 175.

pas l'œuvre d'un syndicat, mais d'un comité éphémère, d'un tiers plus ou moins qualifié qui a su imposer ses offices et sa médiation aux deux parties. Mais peut-on donner à l'engagement qui sort de leurs mains le nom d'une convention collective avec le caractère d'obligation qui y est attaché ? Ce sera une ébauche de convention de travail, un essai de règlement que personne ne sera en mesure de faire respecter. La question de la validité d'une pareille convention ne se posera même pas. On ne peut pas voir à proprement parler une convention de travail dans cet engagement pris sous l'empire de la contrainte et de la nécessité. Une convention collective de travail digne de ce nom, ne saurait exister et réussir sans qu'une organisation professionnelle existât elle-même ; une pareille convention implique nécessairement la présence d'un groupement homogène, et qui soit capable de la faire respecter, de rappeler à la partie adverse ses engagements.

On peut donc dire qu'un syndicat qui comprend dans ses partisans une majorité assez importante des membres de la corporation (et c'est à ce titre seul qu'il pourra être reconnu par les patrons et contracter avec eux), qu'un tel syndicat qui passe un contrat collectif au nom d'une collectivité ouvrière, représente, exprime assez exactement l'intérêt professionnel, les aspirations et les revendications d'ordre pratique communs aux membres de la corporation ;

le syndicat dans ces conditions, n'est pas autre chose qu'une manière d'être collective, qu'un moyen d'exprimer l'intérêt collectif du grand nombre.

C'est pourquoi nous pouvons dire que le syndicat stipule en même temps pour lui-même quand il stipule pour la foule mobile et changeante des ouvriers de la profession, car il tend à devenir réellement l'instrument juridique qui exprime l'intérêt professionnel.

La stipulation pour autrui a encore l'avantage, étant donné l'extension à laquelle se prête cette théorie, d'expliquer et de justifier l'action qui est reconnue au syndicat pour réclamer personnellement l'exécution de la convention.

Cette action est fondée sur cette idée que le syndicat a un intérêt moral (suffisant en l'espèce) à son exécution loyale et complète, l'intérêt de sa cohésion et aussi du recrutement de nouveaux adhérents.

A défaut d'un intérêt matériel, pécuniaire, M. Raynaud (1) estime et nous estimons avec lui qu'un intérêt moral justifie assez l'action au profit du syndicat. « S'il n'y a pas de dommage causé au capital syndical, écrit-il, il y assurément dommage causé à l'influence syndicale. »

S'il est difficile actuellement de découvrir l'intérêt pécuniaire du syndicat (celui-ci étant la plupart du

1. Thèse citée, p. 279.

temps dépourvu de tout patrimoine), il sera peut-être possible un jour de le discerner, quand, à la faveur d'une législation nouvelle qui leur permettra de posséder, d'acquérir sans limites, les syndicats auront ce patrimoine qui leur manque.

Du jour où par suite d'une extension de leur rôle, d'une conception plus large et plus pratique de leur destination sociale, il se trouvera des syndicats qui voudront employer leurs ressources à la création et à la subvention d'œuvres, telles que des coopératives, ou à fonder des caisses d'assurances contre le chômage, on pourrait alors parler d'un intérêt à la fois moral et pécuniaire du syndicat, et fonder sur cet intérêt l'action qui lui est reconnue. L'avenir matériel des entreprises créées par le syndicat étant lié à ses ressources, celui-ci a véritablement engagé sa responsabilité pécuniaire, non moins que sa responsabilité morale.

Une évolution de l'idée syndicaliste dans ce sens, si elle se produit, entraînera une évolution de la jurisprudence à l'égard des syndicats. Mais toutes ces questions sont encore à l'état de devenir social. Le contrat collectif de travail lui-même est en voie de transformation. Le fait que la question de sa validité se pose déjà devant les tribunaux indique assez qu'il tend de plus en plus à devenir un contrat vraiment juridique. A ce titre le contrat collectif de travail apparaît comme un des agents les plus puissants

de l'organisation des conditions du travail, et comme un régulateur des rapports entre le capital et le travail sur le terrain juridique.

Nous allons voir maintenant, à propos des effets du contrat collectif et de la sanction qu'il comporte, que la jurisprudence semble avoir bien compris ce caractère du contrat collectif, mais que néanmoins, elle n'a pas encore osé dégager du contrat collectif toutes les conséquences, et lui appliquer la pleine sanction qu'il comporte. Ce sera probablement l'œuvre de la loi.

Nous allons maintenant examiner dans une troisième section, les solutions de la jurisprudence.

**Section III — *Les effets du contrat collectif. Ses sanctions. Les actions auxquelles il donne lieu. Étude de la jurisprudence à cet égard.***

Au point de vue de la validité des conventions collectives de travail, la jurisprudence des tribunaux et des cours d'appel a reconnu sans hésitation cette validité depuis la loi de 1884. Jadis la pratique des contrats collectifs était considérée comme illicite, même après la loi de 1864 sur les coalitions. Le contrat collectif était annulé au point de vue civil, comme contraire à la liberté individuelle et à la liberté de l'industrie.

A partir de la loi du 21 mars 1884 relative à la

constitution des syndicats professionnels, on a considéré que le rôle du syndicat devait être de plus en plus non pas celui d'une coalition temporaire en vue de la grève, mais d'intermédiaire qualifié pour conclure des accords avec les patrons. Ce rôle, constate M. Planiol (1), n'est plus contesté par personne.

Un syndicat professionnel a qualité pour réclamer au moyen d'une action en justice, l'exécution d'un contrat collectif qu'il a passé dans l'intérêt de ses membres. Tel est le sens de la jurisprudence, tout au moins de la jurisprudence des tribunaux inférieurs, qui fondent l'action au profit du syndicat sur l'article 6 de la loi de 1884 (2).

Quant à la Cour de cassation, devant laquelle la question s'est posée une seule fois, elle a refusé l'action au syndicat, en déclarant que la violation du contrat par un patron ne lésait que des intérêts individuels, et que les ouvriers seuls avaient le droit

1. Note de M. Planiol sous jugement du trib. de Cholet, 12 février 1897, D.P. 1903. 2.25.

2. Dans certains pays le contrat collectif est resté un phénomène extra-juridique. Par exemple, en Angleterre la loi ne permet pas de poursuivre en justice la violation d'un contrat collectif. La loi ne donne aucune action pour faire exécuter le contrat collectif. Cela à la demande même de trade's-unions, qui s'estiment assez fortes pour faire respecter, sans le secours de la loi le contrat collectif. Et la jurisprudence anglaise s'est toujours refusée à reconnaître la responsabilité pécuniaire des trade's-unions, au cas d'une violation du contrat collectif venant des ouvriers.

d'agir individuellement pour en obtenir l'exécution (1).

Il s'agissait en l'espèce d'une action intentée par le syndicat des ouvriers tisseurs de Chauffailles (Saône-et-Loire), contre des patrons, à raison de la violation par ces derniers d'un contrat collectif passé entre eux et le syndicat ouvrier.

Le tribunal de Charolles (18 fév. 1890) avait déclaré le syndicat recevable à poursuivre l'exécution de la convention. La Cour de Dijon, 23 juillet 1890, avait infirmé la décision du tribunal (S., 96.1.329).

Sur pourvoi du syndicat, la Cour suprême a repoussé la demande de celui-ci, pour les raisons indiquées plus haut : le syndicat ayant fait une stipulation pour autrui, n'avait pas lui-même un intérêt à l'exécution de la stipulation.

L'arrêt de la Cour de cassation est resté isolé (2).

1. Cass. c. r., 1<sup>er</sup> février 1893. *Pand. fr.* 94. 1.1.

2. Cass. civ., r., 1<sup>er</sup> fév. 1893. *Pand. fr.* 94.1.1. En l'espèce du syndicat de Chauffailles, les patrons opposaient à la demande de la chambre syndicale des tisseurs, deux fins de non recevoir : 1<sup>o</sup> nul ne plaide par procureur, 2<sup>o</sup> les demandeurs n'étaient pas habilités pour représenter le syndicat en justice. Dans une note sous l'arrêt en question, « M. Deslandres fait observer que dans le contrat collectif passé par le syndicat, il n'y a pas pure stipulation pour autrui, en ce sens que le syndicat peut traiter pour ses adhérents, sans que les conditions spéciales de l'article 1121 se rencontrent; nous savons ajoute-t-il, qu'il est nécessaire de dépasser, les limites ordinaires de la stipulation pour autrui. Et ceci est un emprunt au mandat, dans lequel l'action du mandataire est

Et malgré cet arrêt un certain nombre de jugements des tribunaux témoignent que ceux-ci ont admis au profit des syndicats ouvriers une action pour poursuivre l'exécution d'un contrat collectif, en cas de violation par les patrons, parties au contrat.

Citons en ce sens un jugement fameux du tribunal de Cholet, 12 février 1897 (1), qui admet pour tous les syndicats affiliés à une union syndicale le droit d'agir, non par l'organe de l'union, mais individuellement, en réunissant leurs actions, toutefois, et en agissant par un seul exploit.

De même une décision du tribunal de commerce de la Seine 14 février 1892, (*Gaz, Pal.*, 93.1.221; D. 1903.2.25.) rendue à la suite de la grève des omnibus de 1891, a condamné la Compagnie des omnibus à appliquer les clauses d'un contrat collectif qui était intervenu entre elle et le syndicat du personnel, sous peine d'une astreinte de 100 francs par jour de retard apporté dans l'exécution.

Donc cette décision n'hésite pas à admettre le syn-

illimitée. Un mandataire qui reste partie au contrat qu'il passe au profit d'autrui comme l'est celui qui a stipulé pour un tiers, voilà la formule la plus précise que je puisse trouver pour caractériser le rôle juridique du syndicat. » On peut soutenir en effet que par l'extension jurisprudentielle donnée à l'article 1121 à propos du contrat collectif, l'action du syndicat se justifie par une combinaison du mandat et de la stipulation pour autrui.

1. D. P. 1903.2.25.

dicat comme demandeur. Mais le syndicat en dehors de sa poursuite en exécution du contrat collectif, réclamait 50.000 francs de dommages-intérêts pour le préjudice causé. Le tribunal a répondu que le syndicat ne pouvait invoquer un préjudice personnel, que seuls certains employés pouvaient à titre individuel se prétendre lésés par la violation du contrat collectif, et notamment du fait qu'ils avaient fait des journées de treize heures de travail au lieu de la durée maxima de douze heures qui avait été stipulée dans le contrat collectif. Suivant le tribunal par conséquent, il y a lieu de distinguer l'astreinte, sanction au profit du syndicat intéressé à l'exécution du contrat collectif, et les dommages-intérêts, réparation du préjudice causé aux membres du syndicat individuellement lésés.

Cette décision est conforme à la jurisprudence adoptée par les tribunaux et qui distingue, comme en l'espèce, le cas où il s'agit des intérêts généraux de la profession, où l'intérêt professionnel est en jeu, de l'hypothèse où seuls des intérêts individuels, l'intérêt de certains membres de la profession sont en cause.

M. Planiol (1) trouve parfaitement explicable le jugement rapporté. Suivant lui :

1. Note sous jugement du trib. de Cholet, 12 février 1897, D. P. 1903.2.25.

« Le contrat collectif conclu par le syndicat est une stipulation pour autrui qui ouvre deux actions : 1° au syndicat représentant les intérêts généraux de la profession ; 2° aux ouvriers, pour leurs intérêts individuels. Or si le syndicat qui stipule peut avoir une action née du contrat quand il y a un intérêt propre à son exécution, il ne s'ensuit pas nécessairement qu'il soit constitué « procureur *ad litem* » pour les tiers (les ouvriers) au profit desquels le contrat a été conclu.

« Toutefois, ajoute-t-il, on doit reconnaître que la situation particulière du syndicat, défenseur-né des intérêts professionnels de ses membres, l'autorise à exercer sous forme d'action collective, non seulement l'action en contrainte qui lui appartient en propre, mais encore les actions individuelles qui naissent au profit de ses membres du contrat négocié par lui. »

M. Planiol conclut, en disant que la solution donnée par la jurisprudence pour l'exercice collectif des actions délictuelles (1), l'amènera à concéder aux syndicats l'exercice collectif des actions contractuelles.

Nous croyons aussi, et nous avons déjà exprimé à cet égard notre pensée à propos des contrats d'uti-

1. V. arrêt de Pau du 28 juillet 1902. D. P. 1903.2.27, note de M. Planiol.

lité publique dans lesquels la même question se pose (action au profit d'une municipalité pour exercer les réclamations des habitants), que la notion jurisprudentielle de l'intérêt professionnel est susceptible d'extension, d'autant plus que la distinction entre ce qui est « professionnel », ce qui touche à l'intérêt collectif et ce qui ne l'est pas, est parfois délicate, au point que ces deux intérêts se confondent en fait. (1)

Comme nous l'avons dit plus haut, nous pensons qu'une évolution des syndicats, qu'une transformation de leur fonction sociale, déterminera la jurisprudence à élargir l'action du syndicat. Elle n'hésitera pas à le faire, du jour où les syndicats ayant un patrimoine qui réponde de leurs engagements, il sera possible d'opposer comme contre-partie à la responsabilité patronale vis-à-vis du syndicat, la responsabilité pécuniaire de celui-ci vis-à-vis du patron, dans le cas où la contravention au contrat collectif viendrait des ouvriers.

Un projet de réforme de la loi de 1884 tend à constituer les syndicats propriétaires, à les encourager dans la formation d'un patrimoine qui donnant un but positif aux syndicats, la conservation et l'augmentation de leurs biens, fixerait à leurs propres yeux leur responsabilité.

1. Nous avons montré (p. 111 et s.) le lien qui existe à ce propos entre la question des contrats administratifs passés par une municipalité et les contrats collectifs conclus par un syndicat.

Mais il est à croire que longtemps encore les syndicats resteront avant tout des organisations de combat.

La pratique du contrat collectif est digne d'être encouragée, car elle constitue dans son genre un apprentissage pour le syndicat. Elle habitue les ouvriers à soumettre à la discussion leurs volontés et leurs intérêts forcément égoïstes et à se rendre compte des besoins de l'industrie, de l'état du marché et à utiliser leurs connaissances.

Il est donc très heureux que la jurisprudence ait donné une sanction efficace au contrat collectif, en accordant au syndicat le droit de réclamer l'exécution de la convention, quand les patrons l'ont violée(1).

Le contrat collectif a donc reçu de la jurisprudence une véritable sanction dans le cas où il y a eu violation de la part du patron, vis-à-vis de la partie contractante exclusivement.

Mais en est-il de même quand il s'agit non plus

1. A citer dans le sens des décisions rapportées plus haut : Conseil des prud'hommes Seine, 13 avril 1895, (Cf. *Rev pratique de dr. industr.* 1895, p.205;) Prud'hommes de la Seine, 3 nov. 1906, D.P. 1906.2.363, relatif à un conflit entre le syndicat des boulangers de Paris et la chambre syndicale patronale à propos d'un contrat collectif (décision infirmée par la juridiction supérieure pour fausse interprétation du contrat collectif en question). Lyon, 10 mars 1908, *Bull. de l'office du travail*, mai 1908; trib. de Perpignan, 26 juin 1905, *Bull. Soc. d'études législ.*, 1907, p. 422.

d'une violation du contrat par le patron, mais quand cette violation est le fait d'un des employés partie au contrat collectif? Un ouvrier, lié par le contrat collectif accepte chez un autre patron que celui qui est partie au contrat, chez un patron quelconque des conditions différentes de celles stipulées dans la convention.

Et quand il s'agit de l'employeur, partie au contrat collectif, qui embauche à des prix inférieurs au tarif stipulé dans ce contrat un employé étranger au syndicat avec lequel il a traité, considère-t-on alors qu'il y a violation positive par le patron du contrat collectif signé par lui?

En d'autres termes, la jurisprudence admet-elle la nullité des conventions dérogatoires au contrat collectif?

Non. Dans l'état actuel de la législation, la jurisprudence la plus récente n'a pas cru devoir aller jusqu'à cette conséquence du contrat collectif. Ce qui indique assez que le contrat collectif n'est pas encore aux yeux de la jurisprudence quelque chose de tout à fait juridique. Il n'a pas encore complètement droit de cité. Cela tient, nous l'avons déjà fait observer, à l'état actuel de l'organisation syndicale qui n'inspire pas encore pleine confiance. Ajoutons que les syndicats ouvriers ne sont pas actuellement en mesure et en force pour la plupart, d'empêcher

ces dérogations à la convention collective, qui en détruisent en grande partie l'efficacité.

Il est regrettable au point de vue social que la solution à laquelle s'est arrêtée la jurisprudence enlève au contrat collectif la plus vigoureuse de ses sanctions. Mais la jurisprudence est d'accord avec la loi, avec les mœurs, avec l'état présent de l'organisation ouvrière.

Cette solution, certainement provisoire, se justifie en droit et elle nous confirme dans l'opinion que nous avons soutenue, à savoir que le contrat collectif ne constitue ni un mandat, ni une gestion d'affaires. Car le mandant et le maître de l'affaire sont tenus des engagements pris par le mandataire et le gérant d'affaires.

A défaut de la jurisprudence, le projet de loi du 2 juillet 1906 consacre la nullité des conventions dérogatoires comme sanction effective du contrat collectif. L'employé engagé par le contrat collectif ne devra accepter chez aucun employeur des conditions différentes de celles contenues dans la convention, sous peine de dommages-intérêts au profit du syndicat.

Inversement, l'employeur engagé de même ne devra faire travailler aucun employé à d'autres conditions, sous la même sanction.

En d'autres termes, on présumerait l'engagement

général tant du côté de l'employeur que du côté de l'employé liés par le contrat collectif (1).

Voici l'article 17 du projet de 1906: « Lorsqu'une seule des parties au contrat de travail doit être considérée comme liée par les clauses de la convention collective, ces clauses ne s'appliqueront aux rapports nés du contrat de travail qu'à défaut des stipulations contraires.

« Mais, en ce cas, la partie liée par une convention collective, qui l'oblige même à l'égard des personnes qui n'ont pas été parties à cette convention (art 12, §§ 3 et 4) et qui aurait accepté à l'égard de ces personnes, des conditions contraires aux règles déterminées en cette convention, peut être civilement actionnée à raison de l'inexécution des obligations par elle assumées. »

De sorte que, ni un ouvrier ne peut déroger au contrat collectif sous peine de répondre de cette contravention envers le syndicat, ni un patron lié par le contrat collectif, ne peut embaucher des ouvriers à des conditions que la convention a exclues, sous peine d'être assigné civilement tant par le syndicat ouvrier que par les patrons cosignataires avec lui de la convention.

1. Cette disposition du projet de loi reproduit l'article 45 de l'avant-projet préparé par la commission de la société d'études législatives.

C'est-à-dire, que non seulement les ouvriers vis-à-vis de leurs camarades, mais (et cela importe énormément à la solidité, à la garantie que le contrat collectif peut offrir) les patrons eux-mêmes sont protégés d'une manière efficace contre leurs confrères, qui seraient portés dans un but de concurrence déloyale à se soustraire aux engagements qu'ils ont pris dans la convention collective (1).

Quel est le caractère et la portée du projet de loi en question ?

On peut dire qu'il constitue une réglementation très complète des conventions collectives relatives au travail où toutes les obligations et les droits réciproques des parties sont nettement déterminés, où ne manque aucune des sanctions capables d'assurer l'efficacité de la convention (2).

1. A noter encore l'article 18 du projet qui complète les articles 16 et 17 et donne à la convention collective sous certaines conditions (généralisation à la profession ou à la région, publicité dans les formes établies par la loi) la valeur d'usages locaux applicables aux contrats passés entre employeurs et employés de la région, sauf la preuve contraire ou dérogations expresses que feront les parties aux règles contenues dans la convention.

2. La future loi réglerait également la durée de la validité de la convention, au cas où la clause concernant cette durée aurait été omise dans la convention. La jurisprudence actuelle dans ce cas, par assimilation au contrat individuel à durée indéterminée, admet qu'une convention collective de travail

Juridiquement ce projet consacre l'idée de mandat. Il considère le syndicat qui conclut la convention collective de travail, comme étant l'expression juridique des volontés de la collectivité ouvrière. Et du moment que le syndicat apparaît comme tel, l'idée de mandat est en effet la seule explication possible du contrat collectif. Ce mandat sera une sorte de mandat collectif, base des conventions futures, qui se rapprochera du mandat conféré par l'électeur à l'élu dans le domaine politique (1).

Ainsi disparaîtront toutes les lacunes que laisse à combler la théorie de la stipulation pour autrui.

La théorie de la stipulation pour autrui ne permet pas, nous l'avons vu à propos de l'affaire du syndicat de la Compagnie des omnibus, d'expliquer la faculté qui serait donnée au syndicat d'exercer toutes les actions qui naissent de la convention en leur faveur ou en faveur de leurs membres, et d'agir, soit

faite sans détermination de durée peut être résiliée à n'importe quel moment par l'une des parties contractantes. Le projet de loi fixe à un an la durée minima de la validité des conventions collectives, sauf stipulation contraire.

1. L'article 12 du projet consacre l'idée de mandat : « Préablement à la formation du contrat individuel de travail, des conventions collectives peuvent être conclues entre un ou plusieurs employeurs et un syndicat ou groupement d'employés ou entre les représentants des uns et des autres, spécialement mandatés à cet effet, soit dans la forme prévue par les statuts du syndicat, soit par tout autre procédé.

pour obtenir l'exécution de la convention (action en contrainte) soit pour obtenir des dommages-intérêts en cas d'inexécution.

Elle n'expliquerait pas davantage le recours du syndicat contre un de ses membres, à raison de la violation par celle-ci des clauses de la convention collective.

Il faut admettre alors l'idée d'un mandat légal qui serait conféré au syndicat pour promettre le fait d'autrui, en l'espèce l'observation des clauses du contrat.

Une telle conception n'est pas possible dans l'état actuel de la question, alors que la volonté du syndicat ne s'impose nullement aux ouvriers, et qu'il n'a par conséquent à sa disposition aucun moyen, juridiquement parlant, de faire respecter les décisions communes par ses adhérents (1).

Quant à la responsabilité des syndicats vis-à-vis des patrons avec lesquels ils ont conclu la convention collective, que sera-t-elle avec le nouveau projet de loi ?

L'article 19 sur ce point, déclare que la convention collective devra prévoir et spécifier expressément les obligations qui incomberont au syndicat contractant,

1. A cet égard, l'article 20 du projet donne aux syndicats l'action en contrainte et l'action en dommages-intérêts, soit contre les individus ou les syndicats avec lesquels ils ont passé la convention, soit contre ceux de leurs membres qui n'auraient pas respecté les conditions par eux souscrites.

dans le cas où certains membres du syndicat ne respecteraient pas les clauses de la convention.

Que vaut le projet (titre II) au point de vue du développement du contrat collectif ?

Quelle est à cet égard la valeur pratique de l'article 17 qui présume l'engagement général tant du côté ouvrier que du côté patronal (1) ?

On pourrait en augurer que les patrons hésiteront à se lier ainsi les mains. Il est vrai qu'une stipulation en sens contraire peut ôter à son engagement ce caractère obligatoire. Mais un syndicat ouvrier vraiment organisé saurait exiger l'engagement formel du patron de ne pas embaucher des ouvriers au-dessous du tarif et des conditions convenues.

Et puis, il n'y a pas seulement des industriels tout à fait réfractaires à la pratique du contrat collectif, qui contractant sous l'empire de la contrainte, pourraient essayer de se dérober à leurs engagements en introduisant dans le contrat collectif une restriction de ce genre.

Il y a aussi un grand nombre de patrons qui sont partisans du contrat collectif, mais qui hésitent actuellement à s'engager dans les liens de cette convention bien qu'ils soient convaincus de son utilité.

Pourquoi ? Parce qu'ils ont à redouter que des confrères, peu scrupuleux, n'appliquent pas exacte-

1. Sous les sanctions efficaces dont nous avons parlé.

ment les conditions qui ont été acceptées en commun et qui doivent s'imposer à tous également.

Le projet de loi en sanctionnant d'une manière précise et efficace toute contravention qu'un des signataires serait tenté de commettre, est fait pour encourager les industriels garantis désormais contre la concurrence déloyale, à conclure avec les ouvriers des conventions collectives. Le patron qui aura signé une pareille convention n'aura pas à craindre ni qu'un ouvrier accepte chez son concurrent des conditions inférieures à celles qui sont stipulées, ni qu'un autre patron lié lui aussi par la convention, aille embaucher des ouvriers à des conditions plus basses.

Plus les contrats collectifs seront solidement établis et sanctionnés, plus les patrons seront portés à imiter ceux qui auront donné l'exemple de ces accords.

Nul ne peut prédire les résultats que le contrat collectif produira dans l'avenir. C'est un agent de transformation dont la puissance est incalculable. Son but immédiat paraît bien être, comme le remarque M. Jay (1), de limiter et de réglementer la concurrence sans frein qui règne dans le monde du travail, tant entre ouvriers que du côté des patrons.

1. *Rev. d'Écon. Polit.*, 1907, p. 576.

On n'a peut-être pas remarqué qu'il a aussi pour conséquence d'accélérer la concentration industrielle par la disparition des petites entreprises, qui ne pouvant à l'exemple des grosses entreprises organisées, fortement syndiquées, faire à leurs ouvriers des conditions égales à celles que peuvent leur faire leurs puissants concurrents, ni supporter cette énorme augmentation de leurs frais généraux, restent en dehors de l'organisation patronale et des accords de travail.

Mais nous ne pouvons pas insister sur les conséquences économiques et sociales que le contrat collectif tient en réserve. C'est hors de notre sujet.

Il nous a suffi au cours de cette étude, de montrer à quel point la question juridique et le côté économique ou social se touchaient, et de faire remarquer que souvent la conception juridique que l'on s'est faite du contrat collectif, s'inspirait des phénomènes sociaux et des réalités actuelles.

---

Vu : le Doyen,  
LYON-CAEN

Vu : le Président de la thèse  
PIÉDELIEVRE

Vu et permis d'imprimer :  
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris  
L. LIARD



## TABLE DES MATIÈRES

|                                                                                                                                                                                                                    | Pages |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| <b>Introduction</b>                                                                                                                                                                                                |       |
| Objet de notre étude. Applications de la stipulation pour autrui au profit de tiers indéterminés et de personnes futures en droit public et en droit privé.                                                        | 5     |
| <b>Partie générale</b>                                                                                                                                                                                             |       |
| De l'indétermination des bénéficiaires . . . . .                                                                                                                                                                   | 28    |
| <br><b>CHAPITRE I</b>                                                                                                                                                                                              |       |
| L'assurance sur la vie au profit des « héritiers » et des « enfants nés et à naître ». Indétermination des bénéficiaires. Conséquences qu'en a tirées la jurisprudence. Critique de la solution jurisprudentielle. | 51    |
| <br><b>CHAPITRE II</b>                                                                                                                                                                                             |       |
| Les fondations. . . . .                                                                                                                                                                                            | 72    |
| <br><b>CHAPITRE III</b>                                                                                                                                                                                            |       |
| Les contrats d'utilité publique . . . . .                                                                                                                                                                          | 93    |

CHAPITRE IV

|                                                                                                     |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Les assurances collectives contre les accidents du travail (avant la loi du 9 avril 1898). . . . .  | 116 |
| L'action directe de l'ouvrier contre la compagnie d'assurance. Théorie de la jurisprudence. . . . . | 125 |

CHAPITRE V

|                                                                                                                                                           |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Le contrat collectif du travail. . . . .                                                                                                                  | 152 |
| <b>Section I.</b> — <i>Définition et analyse du contrat collectif d'après son objet. Son contenu en fait</i> . . .                                        | 159 |
| <b>Section II.</b> — <i>Nature juridique du contrat collectif. Revue des principaux systèmes proposés.</i> . . .                                          | 165 |
| <b>Section III.</b> — <i>Effets du contrat collectif. Ses sanctions. Actions auxquelles il donne lieu. Étude de la jurisprudence à cet égard.</i> . . . . | 181 |



